

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA PROPRIÉTÉ PAYSANNE ROUMAINE et l'Égalité du Partage Successoral

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 23 janvier 1913, à 3 heures

PAR

MIRCEA ANGHELESCO

JURY

Président : M. LEFEBVRE.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. CHENON, professeur.} \\ \text{M. MEYNIAL, —} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

LA PROPRIÉTÉ PAYSANNE ROUMAINE et l'Égalité du Partage Successoral

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 23 janvier 1913, à 3 heures

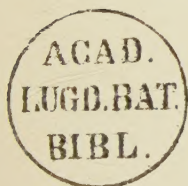
PAR

MIRCEA ANGHELESCO

JURY

Président : M. LEFEBVRE.

Suffragants : } M. CHENON, *professeur.*
 } M. MEYNIAL, —



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1913

LA PROPRIÉTÉ PAYSANNE ROUMAINE
ET L'ÉGALITÉ DU PARTAGE SUCCESSORAL

ANGHELESCO

I



INTRODUCTION

Voulant étudier la propriété paysanne roumaine et le principe de l'égalité dans le partage des successions, qui, comme tout principe de dévolution héréditaire, a son influence sur la répartition de la propriété, nous ne pourrions le faire que passant sommairement par les origines de cette propriété paysanne, combien réduite soit-elle aujourd'hui et par l'histoire de notre régime successoral antérieur à l'actuel, qui ne date que de 1865, copié d'après la législation française.

Une des difficultés que rencontrera cette étude sera celle du défaut de documents suffisants; les actes qu'on trouve dans les dépôts de l'Académie Roumaine et dans

les Archives de l'Etat, ainsi que les diverses publications, ne nous élucident pas pleinement ce difficile problème.

D'après les lectures faites, nous pouvons présenter les conclusions qui suivent :

PREMIERE PARTIE

ÉTUDE SUR L'HISTOIRE

DE LA

PROPRIÉTÉ PAYSANNE

1. En l'an 105, Trajan, empereur des Romains, occupe la Dacie et établit des colons romains, à la place des anciens habitants Dacs et Gètes, en grande partie détruits. La Dacie comprenait toute l'étendue des terres habitées aujourd'hui par les roumains, donc aussi la Roumanie actuelle.

A cause des continuelles invasions des barbares, un empereur romain, Aurélien, retire les légions romaines de l'autre côté du Danube. La population de ces contrées fut laissée à son propre sort ; elle se retire dans les montagnes, et ce n'est qu'après que les dernières hordes des Westgothes (376-402), Hunes (442-447) et Ostrogothes (474), avaient passé, qu'elle se décide à retourner dans les plaines, qui commencent ainsi à se repeupler.

L'état de la propriété de la terre dans cette période

était celui d'une propriété libre et individuelle, d'après les conceptions d'alors (1).

2. A l'époque des invasions barbares, une propriété libre individuelle n'est gardée que dans les montagnes (2). Dans les plaines, un nouveau régime s'établit, fruit de l'état continuel de guerre, dans lequel se trouvait la population roumaine d'alors. Leur organisation militaire avait influencé sur leur état de propriété. Les documents nous font voir les paysans roumains vivant sous un régime spécial, nommé : jus valachorum, jus valachicum ou antiqua et laudabilis consuetudo valachorum, en langue roumaine : « obi-ceiul pâmăutului ».

Ils sont répandus en plusieurs villages.

« L'Isvod du Spatar Claneu », document très précieux, nous montre qu'un village en formation était partagé en plusieurs « jireabii ». On avait toujours soin d'en faire un nombre supérieur à celui des chefs de famille, pour satisfaire le besoin de plus tard.

Ces « jireabii » variaient en étendue, d'après la qualité de la terre. Elles avaient, dès fois, même 65 « faltschi » (3), dans certaines régions de collines. Cette étendue était certainement suffisante pour une famille.

(1) N. Basilescu, *La Question paysanne*, p. 6.

(2) Charles C. Arion, *la Situation économique et sociale du paysan en Roumanie*, p. 40.

(3) Une faltsche, approximativement un hectare et demi.

Plus encore, pâturages, prairies et forêts étaient considérés communes à tous les membres du village, tout autant que la propriété de la terre cultivable, avec la différence qu'on ne les partageait pas.

Les terres cultivables, ainsi que les jardins et maisons, formaient donc, pour un temps plus ou moins long, parfois même très long, des possessions propres.

Les villages étaient mis sous l'autorité des chefs, qui les conduisaient. En temps de guerre comme en temps de paix (plus rarement), ils se réunissaient parfois sous un chef plus grand, qu'on appelait : Voevod, et qui était chargé de les défendre. Les chefs habituels des villages s'appelaient ordinairement : cnezi ; ils avaient comme rôles principaux, en dehors de la défense du village et de son administration, la distribution de la justice et la police parmi les habitants. Pour ces services, les membres du village leur devaient un dixième du revenu de la terre, la seule sorte d'impôts d'alors, ainsi que trois journées de travail par chef de famille, sur les jireabii, que les chefs s'étaient réservées, comme tout autre habitant du village ; en plus, c'étaient seulement eux, qui pouvaient tenir moulin et cabaret dans l'étendue du village (1). Les « cnezi » avaient comme conseillers, sorte de noblesse d'alors, les « moschneni », paysans plus riches, par suite de diverses circonstances.

(1) R. Rossetti, *Pourquoi les paysans se sont-ils soulevés ?*

A côté de cette classe paysanne libre, il y avait une autre, moins nombreuse, des « vetchini », dans le nord de ces contrées et « roumâni », dans le sud. Ceux-ci avaient une liberté limitée, ne pouvant pas quitter le village et devant au cneaz un nombre plus grand de journées de travail (1). C'étaient des captifs de guerre et des barbares, autorisés à s'établir dans ces régions.

L'organisation de la propriété foncière roumaine, au temps des premières invasions barbares, fut la suivante :

La propriété individuelle du temps des Romains fut conservée là où elle put l'être, loin des menaces et dangers : dans les montagnes (2).

Dans les plaines, une nouvelle sorte de propriété s'établit ; celle collective des habitants d'un village, qu'on peut très bien nommer : communauté de village.

La situation est très bonne pour les paysans roumains, qui, en pleine liberté, profitent du fruit de leur travail.

3. La fondation des deux principautés roumaines, celle de Valachie en 1292, par Radou Negrou, et celle de Moldavie, en 1348, par Bogdan, a lieu au milieu de cet état de choses.

La vieille organisation des villages fut maintenue, en

(1) C. Dissesco, *les Origines du droit roumain*.

(2) Ch. Arion, *ouv. cité*, p. 40.

même temps que celle de la propriété foncière. Le prince prit seulement les terres, qui n'étaient pas occupées ; d'elles, le prince fera plus tard des cadeaux à ceux qui se distingueront à la guerre, ou à ceux qu'il voudra favoriser.

De nouveaux villages seront encore constitués, sous l'autorité des favoris, dont nous parlons, et avec les mêmes avantages et droits.

Mais, les princes organisent une sorte de justice d'Etat, envoyant des juges dans tous les villages ; en plus, l'autorité sur les villages leur fut reconnue. Quel rôle les anciens et nouveaux *cnezi* pouvaient encore jouer ? Aucun. Voilà pourquoi *les princes*, comprenant la stérilité d'un titre, qui se maintenait encore, lui changèrent l'essence et par des « urice » individuelles, *reconnurent à ces maîtres des villages, un droit héréditaire à la dime et au travail des habitants*. C'était plutôt un titre vain, dont on gardait seulement les émoluments. On a même accusé les princes de tirer profit de ces « urice » par les taxes, qui accompagnaient leur élibération.

La propriété collective paysanne subit donc, à titre héréditaire, ce droit, dont nous venons de parler (1) ; droit, qui, quoique conféré sur toute l'étendue des limites du village, ne voulait rien dire de nouveau, que

(1) R. Rossetti, *ouv. cité*.

ce qui existait avant, avec le seul changement de titre, en « stâpâni », à la place de celui de « cnezi ».

4. Mais les choses changent bientôt. Les nouvelles invasions tartares du xiv^e siècle, les guerres continuelles qui s'ensuivirent, furent le point de départ d'une transformation de la propriété paysanne.

Les « stâpâni » s'érigent en propriétaires mêmes des villages qu'on leur avait confiés. Ceci se passe à partir du xiv^e siècle.

Les causes de cette transformation se trouvent partir des « uricele », dont nous avons parlé, qui accordaient aux « cnezi » le titre de « stâpâni » sur toute l'étendue des limites du village ; ce droit devient écrit, tandis que celui des habitants reste non écrit. Ajoutez les circonstances particulières des guerres, quand les villages, ravagés par les invasions barbares, perdaient la plupart de leurs habitants. Ceux qui échappaient à la mort, par l'abri que les montagnes et forêts pouvaient leur fournir, changeaient très souvent leur village, à leur retour, et allaient dans un autre, où la terre leur paraissait plus productive ; des villages entiers sont ainsi dépeuplés ; leurs chefs feront venir des hommes d'ailleurs ; il est bien entendu, et cela a contribué à la transformation dont nous parlons, que ceux-ci, comme tous ceux qui quittaient leur village pour un autre, reconnaissaient dans ces nouveaux villages, à leurs « stâpâni », un droit plus ancien, comme c'était d'ailleurs, en réalité. Ajoutez, en troisième lieu, l'influence

énorme que ces « stâpâni » gagnent à la suite des guerres continuelles, par la charge d'encaisser les impôts nécessaires, de plus en plus lourds. La corruption les fait, en dernier lieu, abuser de leur situation.

Ils arrivent ainsi à vendre, avec l'autorisation même des princes, des morceaux de terre, comprises dans l'étendue de leurs villages (1) ; ils vendent sûrement le surplus, mais par cela même, ils s'érigent un droit nouveau, au grand dommage des habitants. Ce fut un abus de droit.

Une propriété domaniale des « stâpâni » s'établit sur la propriété collective des habitants. Celle-ci tend, de plus en plus, à réduire celle des paysans, et y arrive dans la suite.

L'abus, que nous avons vu, n'était qu'un commencement.

5. Petit à petit, l'abus s'étend et les « stâpâni » deviennent, en fait, propriétaires des terres, à la place des habitants, qui descendent ainsi à la situation de possesseurs.

Ce changement se passe sous les règnes, qui suivirent, ceux de Mirtschea le Grand (1386-1418), en Valachie (2), et Etienne le Grand (1457-1504), en Mol-

(1) C. Georgesco, *la Réforme agraire en Roumanie*, p. 242.

(2) A. D. Xenopol, *Histoire des Roumains de la Dacie Trajane, depuis les origines jusqu'à l'union des principautés en 1859*, t. I, p. 244 et 260.

davie (1), qui, roumains et patriotes, n'auraient jamais permis les manifestations de pareils abus.

Avec la domination turque, que les traités établissent en 1391, en Valachie, et 1511, en Moldavie, traités conclus plutôt pour protéger ces pays contre les incursions des peuples voisins : Hongrois, Polons, Tartares, la corruption des boyards et celle des princes vont rendre cet abus facile et la transformation en fait du principe fondamental de l'organisation de la propriété de la terre va s'ensuivre.

Sur le premier plan vont passer, dans cette période, les intérêts personnels, des « stâpâui » des villages, sur le second ceux des habitants.

Dans cette période également, la classe paysanne est, en grande partie, transformée en « roumânie » en Valachie, ou « vetschinire » en Moldavie.

Ce qui caractérise les paysans dans cet état, c'est qu'ils ne peuvent pas quitter leur village.

Les « stâpâni » des villages, que nous venons de voir si corrompus, cherchèrent par tous moyens à transformer les paysans libres en « roumâni » ou « vetschini », pour les avoir plus sûrement à leur disposition à tout moment. Tromperies, menaces, témoignages payés pour affirmer, sous serment, que les parents du paysan visé ont été dans cet état d'esclavage, sont des moyens cou-

(1) A. D. Xenopol, ouv cité, t. I, pp. 272 et 289.

rants dans cette période. Les paysans mêmes, appauvris par tous moyens, vendaient leur liberté pour pouvoir soutenir leur famille.

Au xvi^e siècle cet état devient très commun.

Sous Michel le Brave, prince qui règne de 1593 à 1601, l'état est proclamé légal (1), pour assurer au prince les guerriers, dont il avait besoin et aux boyards les bras nécessaires, dans une période, où tous s'enfuyaient pour échapper à leur persécution.

Dorénavant le paysan est vendu ou donné avec la terre et l'état d'esclavage se manifeste soit par ce fait, soit par celui que le seigneur établit lui-même la durée du travail et est obligé à nourrir, en cas de disette et à soigner, en cas de maladie, son serf (2).

Nous anticipons pour n'y plus revenir que l'affranchissement des paysans, de cet état de servitude, n'eut lieu que le 5 août 1746 en Valachie, sous le règne de Const. N. Mavrocordat, contre une somme de 10 taleri par chef de famille ; on laissait pourtant aux propriétaires la faculté de le faire gratuitement (3). En Moldavie, il eut lieu en 1749 sous le même prince ; ici il n'y eut qu'une déclaration de l'assemblée générale du pays, proclamant la liberté des paysans. *En tous cas, les terres de ces paysans restent, d'après ces actes, la propriété des boyards ou des églises, qui les avaient affranchis.*

(1) *Magasin historique*, t. II, p. 277.

(2) Ch. Arion, ouv cité, p. 43.

(3) C. Dissesco, *les Origines du droit roumain*.

On croirait peut-être que tous les paysans furent entièrement libres, après ces actes. Mais ce ne fut qu'une manœuvre du prince phanariote, qui fit passer ces affranchis à l'Etat et les donna ensuite aux boyards phanariotes.

Sous les mécontentements, qui s'ensuivirent et les menaces de la Turquie, Ch. Ghika et Al. Ipsilanti, princes dans les principautés, donnèrent enfin la liberté aux paysans.

Des abus ont continué, preuves les nombreuses législations sur ce sujet, et ce ne fut que dans la déclaration des boyards de l'année 1848, sous les menaces d'une sanglante révolution, qu'on reconnut aux paysans la liberté de changer de village, de vendre leur maison et tout ce qui leur appartenait. Les tziganes, seuls serfs qui restaient, furent aussi affranchis plus tard, sous le règne de l'actuel roi : « Charles I^{er} ».

A la fin des comptes, dans la période que nous avons abordé et à laquelle nous revenons, il ne restait comme hommes libres, qu'une catégorie de paysans plus riches, que nous avons vu former une sorte de première noblesse purement roumaine : les « moschneni » (qu'on nommait : « razeschi » en Moldavie). *C'étaient d'ailleurs les seuls, qui avaient gardé aussi une propriété libre et individuelle, intacte encore.* Ils l'avaient gardée dans les montagnes, moins propices aux atteintes des invasions et de là, par accroissement de richesse ou par multiplication de la famille, ils étaient descendus dans les

plaines, après le départ des hordes barbares et l'établissement du calme.

Dans la période, où nous nous trouvons, les descendants d'un ancien « moschnean » forment une sorte de communauté et exploitent ainsi la terre, sous une entière liberté, car ils se conduisent à leur gré, sauf un petit tribut, qu'ils payent au prince.

C'est donc la communauté familiale, que nous rencontrons ici ; nous avons vu précédemment celle de village, dans l'organisation des villages roumains.

Mais, petit à petit, ces communistes déchoient de leur bon état, en face des agissements des « stâpâni », qui les les atteignent ainsi. — Par corruption, menaces, procès injustes, l'aide de l'administration ou autres, les « stâpâni » arrivent à s'introduire parmi les communistes, et alors facilement purent acheter des parts de plus en plus grandes des terres des « moschneni », la règle de ces communautés interdisant la vente à d'autres qu'aux communistes ; ceux-ci avaient donc un droit de préemption (« protimis », comme on disait dans le pays). Un fait vint encore à l'aide des grands propriétaires : ce fut leur exemption de tout impôt pour leurs terres, que les princes, dans l'intérêt de pouvoir compter sur les boyards en cas de péril, accordèrent aux boyards.

Les « moschneni » furent les seuls qui en payèrent encore et les charges devenant de plus en plus lourdes, ils finirent par descendre dans la misère ; un pas était encore à franchir pour arriver dans l'état de « roumâ-

nie », dans l'état d'esclavage : il fut vite franchi, la misère étant mauvais conseiller.

6. Un grand malheur vint aggraver cet état de choses. Les princes sont maintenant choisis par les Turcs eux-mêmes, et envoyés dans les Principautés à la place des princes nationaux. (Ceci se passe à partir du commencement du ^{xviii}^e siècle). Ce furent, pour la plupart, les Grecs de Constantinople, qui obtinrent cette faveur.

Ces étrangers de pays, de nation et de mœurs, ne pouvaient considérer les principautés que comme un champ d'exploitation, forcés d'ailleurs de satisfaire à leur tour ceux qui avaient favorisé leur élection

Les abus se suivent, de nouveaux impôts tombent sur les habitants et grand nombre de boyards du pays, qui conservent encore la fierté nationale, sont chassés et remplacés par d'autres.

Ces nouveaux « stâpâni » des villages s'enrichissent vite et outre mesure. Le clergé grec, qui inonde les principautés, les aides, en poursuivant le même but. Villages sur villages tombent dans leurs mains. On trouve de ces boyards ayant plus de 20 villages et au ^{xviii}^e siècle : « Gh. Ursache » a : 102, et « Iordache Ruset » 150 ! (1).

De vastes domaines s'établissent ainsi, la tendance soit des boyards, soit des églises, étant d'attacher village au village. On arrive au commencement du ^{xix}^e siècle à compter 927 villages, en Moldavie, sous la domination

(1) R. Rossetti, ouv. cité.

des boyards, dont 470 appartenaient seulement à 28 familles de boyards (1) : à noter que ces 470 villages comprenaient la grande majorité de terres moldaves. La famille « Stourdza » a 65 villages, et la famille « Balsch » 60 ! Voilà les latifundia en pleine floraison. Elles se sont, en partie, maintenues jusqu'à nos jours.

La propriété paysanne, quoique existant encore sous ce nom, en-droit, d'après la coutume du pays, *se maintient, en fait, dans le même état de possession perpétuelle*. Dans les législations écrites on va prévoir pourtant, que le paysan a droit à toute l'étendue de terre nécessaire, en échange des journées de travail, qui avec le temps s'étaient élevées de 3 à 30, ou plus par année, et de la dîme ou partie des produits.

Des princes plus humains cherchent à restreindre le nombre toujours croissant des journées de travail, à un nombre fixe. Ainsi, le 12 janvier 1742, Const. Mavrocordat établit un maximum de douze journées de travail par an. En 15 janvier 1744, il est forcé de le rappeler encore, car on ne tenait pas compte.

A part la généralité des paysans, tombés en fait à l'état de possesseurs, on peut citer dans les Principautés roumaines, dans cette période, comme propriétaires paysans : les « moschneni » en Valachie, ou « razeschi » en Moldavie, ceux qui avaient résisté à la sauvage inter-

(1) N. Basilescu, *la Question paysanne*, p. 12 : — R. Rossetti, *la Terre, les Paysans, les Seigneurs*, p. 191.

vention des grands propriétaires. Ils exploitent la terre sous le régime de communauté familiale, mode d'exploitation qu'ils ont conservé jusqu'à nos jours.

7. Nous arrivons ainsi au xix^e siècle pour voir une autre atteinte au droit des paysans. Jusqu'ici l'étendue de terre, qu'on devait aux paysans, n'était pas fixée par un acte législatif. C'était l'étendue nécessaire, qu'on leur devait.

Mais en 1805 le prince de Moldavie, « Alex. Morouzi », donne par un Urbarium (1) satisfaction aux boyards et limite l'étendue due aux paysans pour :

Prairies.....à	4	faltschi.
Pâturages.....à	4	—
Terre labourable.....à	4	—

pour les paysans de la première classe, appelés : « notabili » :

Prairies.....à	3	faltschi.
Pâturages.....à	3	—
Terre labourable.....à	3	—

pour ceux de la deuxième, appelés : « midjlotschii » :

Prairies.....à	2	faltschi.
Pâturages.....à	2	—
Terre labourable.....à	2	—

pour ceux de la troisième, appelés : « codaschi » :

Prairies.....à	1	faltsche.
Pâturages.....à	1	—
Terre labourable.....à	1	—

pour la dernière classe.

(1) Ch. Arion, ouv. cité, pp. 50 et 51.

Mais ajoute aussi, qu'en tous cas, la terre, qu'on devait donner aux paysans, n'allait plus dépasser les deux tiers de la propriété du domaine du boyard.

8. *Un urbarium de Caradzea* (1), prince de la Valachie, de 1816, consolida, par écrit, une situation, qu'on guettait et à laquelle on était déjà arrivé en fait, *et appelle la propriété antique paysanne, du nom d'emphythéose.*

Et l'article 1^{er} de cet Urbarium dit : « La claca » est une espèce d'emphythéose, usitée en Valachie. Elle a lieu quand le propriétaire reçoit la « claca », c'est-à-dire l'emphytéote pour demeurer sur sa propriété. »

9. Une augmentation d'impôts, au profit du fisc et de charges au profit des propriétaires, amena une misère affreuse de la population.

Une révolution contre cet état de choses fut faite en 1821, par « Toudor Vladineresco ». Celui-ci arrive même à entrer dans la Capitale, où il décide une diminution notable du quantum des impôts et un ordre dans leur perception et dans l'administration des villages.

Toudor Vladineresco est tué, avant d'avoir accompli son œuvre ; mais la Porte nous donna notre prince et notre gouvernement national. Grégoire Ghika et J. Stourdza sont élus princes des Principautés.

Une occupation russe de 1828 fit pourtant tomber les espérances. Celle-ci, faite contre les Turcs, a une réper-

(1) Ch. Arion, ouv. cité, p. 52.

cussion grave sur les habitants de ces contrées. Suivent des années de deuil et de ruine.

Un acte sortit de tout cela : ce fut le Règlement Organique, nouvelle législation des Principautés, introduite sous la volonté expresse de la Russie. Ce Règlement fini en avril 1830, après une révision à Saint-Pétersbourg, fut renvoyé dans les Principautés, pour être voté par des Assemblées *ad hoc* de Iassy et Bukarest. Disons tout de suite, qu'après des discussions orageuses, il fut changé, en grande partie, par les boyards. Il fut mis en vigueur seulement en juillet 1831 en Valachie et le 1^{er} janvier 1832 en Moldavie.

C'est la législation des principautés, qui donne aux stăpâni des villages le titre : de propriétaires des terres. Cette transformation est donc reconnue législativement.

Voyons, en quelques lignes, la confection de cette législation dans les deux principautés, et remarquons les changements, apportés au texte revu à Saint-Pétersbourg, par les boyards des Assemblées roumaines.

Prenons d'abord *la Moldavie*.

Le texte du Règlement Organique, premièrement établi, reconnaissait au profit des paysans l'obligation héréditaire des propriétaires de leur donner l'étendue de terre nécessaire, qui devait varier avec le nombre du bétail ; l'article 123 limitait encore cette étendue aux deux tiers du domaine. Pourtant les boyards moldaves ne sont pas contents. *Ils veulent nier, à tout prix, toute trace du droit des paysans à la terre.* Ils composent un

article 127 ainsi rédigé : « Le paysan non marié et qui n'aurait pas la partie de terre, donnée aux autres, *ne sera forcé à aucune sorte de devoir* ; pourtant, quand, sans se marier, il voudra obtenir cette partie de terre et *que le propriétaire voudra la lui donner*, il sera forcé alors de travailler pareillement aux autres. » (1).

Donc, le propriétaire, en ne voulant pas ou n'ayant pas besoin de bras de travail, pouvait refuser la terre de leurs ancêtres aux paysans, d'après le projet des boyards. Ils veulent effacer l'établissement de « Michel Soutzou du 28 décembre 1794 qui ordonnait qu'on ne permette pas aux propriétaires obstinés de refuser la terre labourable au paysan, qui a besoin pour lui et sa famille (2). Mais ce qui fait mieux voir l'injustice, c'est qu'alors que les boyards avaient besoin de bras de travail, les dispositions, qu'eux-mêmes avaient mises dans le texte, les leur assuraient ; des conditions difficiles et des charges lourdes empêchaient l'abandon des terres par les paysans.

Le nouveau texte revise du Règlement organique passe également sous silence l'obligation des propriétaires de donner de la terre aux paysans nouveaux mariés (însurâtzei en roumain), droit reconnu pourtant de la

(1) R, Rossetti, *Pourquoi les paysans se sont-ils soulevé ?*

(2) Actes et législations concernant la question paysanne. De Basile Loupon à 1866, réunies par M. Stourdza-Scheeann.

plus haute antiquité et conservé intact dans les mœurs (1). Heureusement que les boyards eux-mêmes, par un instinct de propre intérêt, n'ont jamais refusé la terre aux paysans nouveaux mariés de leurs domaines (2). L'histoire ne cite aucun cas de cette espèce.

Mais le droit du paysan à la terre fut encore réduit par le texte définitif du Règlement organique de Moldavie pour les :

- 5 « faltschi » 30 « prajini » de terre aux « frountaschi » (paysans de la première classe).
- 3 « faltschi » 70 « prajini » de terre aux « midjlocaschi » (paysans de la deuxième classe).
- 2 « faltschi » 30 « prajani » de terre aux « codaschi » (paysans de la dernière classe).

Le paysan payait sa terre par des travaux, des dîmes, etc., et non rarement on voyait ces dernières dépasser le triple de la valeur des terres concédées.

La même servitude sur les deux tiers du domaine fut maintenue pour la Moldavie, par le Règlement organique. La même législation introduit cette servitude, ainsi comprise, pour la première fois en Valachie, à la même date .

Voyons maintenant ce qui s'est passé en *Valachie*.

Là, le droit du paysan à la terre fut établi en proportion plus réduite qu'en Moldavie. Il obtient : a) 400

(1) Les paysans nouveau-mariés avaient droit, d'après les mœurs roumaines, à une étendue de terre sur le domaine sur lequel ils se trouvaient.

(2) R. Rossetti, ouv. cité.

« standjeni » carrés dans les plaines et 300 à la montagne, pour maison, cour et jardin de légumes ; b) 3 « pogone » (un « pogon » approximativement un demi-hectare) de terre labourable, indépendamment du fait d'avoir ou non du bétail ; c) 3 « pogone » de prairie à celui qui avait 5 têtes de bétail ; ce nombre variait d'après le bétail ; d) un demi-pogon de pâturage par tête de bétail, avec un maximum fixé à 5 têtes ; e) en plus, un droit de prendre le bois nécessaire des forêts avoisinantes.

On avait encore gardé, pour ceux qui ne trouvaient pas dans ces étendues de terre le nécessaire pour toute leur famille, le droit de prendre tant de terre qu'ils en avaient besoin, par arrangement avec le propriétaire du domaine. En échange, les paysans doivent une dîme des produits et des journées de travail, que le propriétaire peut multiplier à sa guise, aucune limite n'ayant été fixée. Notons aussi que la loi n'admet l'expulsion des paysans des terres, qu'avec autorisation du gouvernement et après le paiement d'une indemnité pour la maison et le jardin, disposition qui montre encore pourtant la précarité du titre des paysans à la propriété de la terre, dans cette période. *Ils deviennent ainsi comme fermier sur les terres, qui formaient avant leur propriété.*

10. La suite de ces deux législations dans les Principautés fut une dépopulation, qui aurait été funeste, par les troubles qu'elle aurait pu engendrer, si les armées russes n'avaient été là.

Un calme relatif s'ensuit plus tard. De nouvelles législations vinrent corriger les dispositions antérieures. Enumérons l'« Ofice » princier de « Michel Stourdza » du 21 mars 1837, qui tendait à mettre un terme aux abus constants des propriétaires, dans le mesurage des terres, qu'ils devaient aux paysans et du travail qu'on devait en échange.

Dans cette situation, nous approchons de la terrible révolution européenne de 1848, qui devait avoir une répercussion dans les Principautés, vu l'état d'esprit qui y régnait.

Le « réveille-toi, roumain, de ton sommeil mortel » rappelait les paysans à une vie meilleure, plus rapprochée de celle humaine.

La classe paysanne formule des demandes ; celles-ci sont très justes, voyez plutôt : des places dans les assemblées, abolition de certaines charges trop lourdes et surtout *la mise en possession sur une étendue de terre, combien petite soit-elle, absolument nécessaire pour sa subsistance et celle de sa famille. C'est lui, l'ancien propriétaire, qui demande cela...*

Un gouvernement provisoire, institué alors, promet aux paysans une certaine étendue de terre ; il la demande en termes attendrissants aux propriétaires, en échange d'une indemnité en argent. *C'était le rachat de la terre, nouvelle idée qui intervient dans la transformation de la propriété paysanne.* Une grande faute du gouvernement provisoire fut celle d'oublier à prévoir d'une

manière définitive le droit des nouveaux mariés à une étendue de terre sur les domaines des propriétaires (1) ; prétérition volontaire en 1831, elle n'a pas d'excuse maintenant, quand on cherchait à remettre la base ancienne à la propriété paysanne. En fait, il paraît pourtant que ce droit était encore sauvegardé par la libre volonté des propriétaires.

Une commission mixte est instituée pour régler les rapports réciproques entre propriétaires et paysans.

Ces derniers, dans une séance du 17 Août, par la bouche de leur député, le prêtre « Neagu », demandent la propriété de 14 « pogone » pour chacun des habitants des plaines, de 15 pour ceux des contrées marécageuses, de 11 pour ceux des régions vinicoles et 9 pour ceux des montagnes ; demandes sages, car on tenait compte de la qualité du sol et de la situation topographique. En 11 Août, ils avaient également annoncé qu'ils n'entendaient pas renoncer au droit d'avoir plus de terre, s'ils en avaient besoin, en échange du dixième des produits, comme à l'antique.

Les propriétaires offrent : un « pogon » de terre dans le village et 10 « pogone » de terre labourable, que le paysan devra travailler sur son propre compte. Ils laissent pourtant la liberté aux paysans de demander plus, au besoin, en échange du cinquième des produits. Ils demandent également des avantages pécu-

(1) R. Rossetti, *Pourquoi les paysans se sont-ils soulevés ?*

niaires pour le pâturage du bétail et le cinquième de la prairie.

Comme nous voyons, paysans et propriétaires admettaient le droit des générations futures à la terre nécessaire, sous certaines conditions, en échange.

La révolution de 1848 n'eut pas de suite, n'eut pas de résultats ; elle montra desirs des deux côtés et eut ce bon contrecoup de stimuler les paysans dans la conquête de leurs droits légitimes.

11. *Une législation de 1851 en Valachie, sous « Barbou Stirbei »* fut destinée à consacrer un principe injuste, en ce qui concerne le droit des paysans à la terre. Son article 140, par exemple, déclarait que : « l'esprit de cette loi était de faire renoncer les paysans à leurs anciens droits, pour que dorénavant leurs rapports avec les propriétaires des domaines ne soient réglés que par des conventions »(1). Et comme suite à l'esprit de cette loi, d'après les législations du pays, s'exprimait-elle, *le propriétaire était le maître absolu de la terre et le paysan n'était qu'un fermier*, son travail ou l'argent, qu'il paie, n'étant que le prix du fermage.

Cet essai de réforme ne changea pourtant rien, car elle ne put se légitimer.

On n'eut, comme suite, que de nouveaux mécontentements et dangers de troubles.

(1) Ch. Arion, ouv. cité, p. 64.

12. Intervient le traité de Paris de 30 Mars 1856, après la guerre de Crimée, qui prévoit la révision des lois et statuts en vigueur dans les Principautés roumaines. A la suite des décisions de la conférence européenne, on assemble les Divans adhoc dans les deux pays, pour que la représentation de toutes les classes sociales se prononce sur les désirs du peuple roumain.

Quinze députés paysans⁷⁷ représentaient la population rurale dans le Divan adhoc de Moldavie, contre 28 députés des grands propriétaires et 14 des moyens. Dans la séance du 9 novembre 1857, ils font voir les transformations subies par la propriété paysanne, par l'abus des propriétaires, ils réclament leurs droits et ceux de leurs enfants et descendants, à la terre, et proposent leurs rachats.

La majorité des grands propriétaires répond que si les paysans avaient, avant le Règlement organique, droit à une étendue plus grande de terre, c'est qu'alors la population était plus restreinte et l'exploitation des grands domaines avait besoin d'hommes ; elle ajoute que beaucoup de charges, que les paysans devaient alors, sont aujourd'hui abolies.

Des discussions analogues continuèrent dans la Commission centrale des deux Principautés et, le 28 juillet 1860, la discussion d'un projet de loi rurale commença dans cette assemblée commune. Ce projet reconnaissait aux paysans la propriété libre et individuelle de

leurs terres, après le rachat de « l'embatic » (emphythéose), en argent ou en nature. Et comme on voyait qu'on ne pourra jamais aboutir à donner aux paysans la terre nécessaire des domaines privés, *on mit le principe de vente, en cas de besoin, des terres de l'Etat, des églises ou des établissements publics et de bienfaisance au profit des paysans*, sans dépasser une certaine étendue par chef de famille.

La Commission centrale n'aboutissant pas à résoudre la question rurale, décide qu'une assemblée commune aura lieu à Bucarest, dans ce but. D'ailleurs, les assemblées communes étaient possibles par l'union des deux Principautés, proclamée officiellement seulement en 11 décembre 1861, mais existant, en fait, par la double élection du prince Alex. J. Couza, déjà de l'an 1859.

L'année 1862 voit des agitations paysannes.

M. Kojálniceanu, député, prononce dans l'assemblée un grand et émouvant discours, le 25 mai 1862, quand il fait voir les malheurs des paysans. Sa voix ne fut pas entendue.

Un projet de loi que l'Assemblée vota, ne fut pas sanctionné par le prince Couza. Il ne satisfaisait pas, d'après les vues de ce prince, les intérêts et aspirations légitimes de la classe paysanne.

C'est seulement le 2 mai 1864, par la dissolution de l'Assemblée et par un coup d'Etat, que Alex. J. Couza put décréter, le 14 août 1864, une loi rurale, qui devait s'appliquer, à partir du 23 avril de la prochaine année

et qui était destinée à rendre aux paysans la propriété de la terre (1).

On n'a pourtant pas donné aux paysans leur ancienne propriété, car difficilement on pouvait revenir sur un passé malheureux ; on leur a donné ce qu'on croyait trouver dans les dernières législations des principautés.

Mais ce prince commit deux fautes terribles dans leurs conséquences : Il effaça le droit *des nouveaux mariés à la terre, qui leur était utile pour leur subsistance et, n'organisant solidement la propriété paysanne, il la laissa se détruire, par l'effet de circonstances diverses, dont les principales furent : le partage et l'usure.*

La loi du 14 août 1864 posait les principes suivants :

L'ARTICLE 1 du chapitre 1 décide que les paysans « clâcaschi » sont et restent propriétaires exclusifs des terres soumises à leur possession dans l'étendue fixée par les lois en vigueur.

Cette propriété, qui est de beaucoup plus réduite que dans le passé, est établie en *Valachie* sur des étendues de 11 « pogone » pour les paysans, ayant 4 bœufs et 1 vache ;

De 7 « pogone » et 19 « prâjini », pour ceux ayant 2 bœufs et 1 vache ;

(1) R. Rössetti, *Pourquoi les payans se sont-ils soulevés ?*

De 4 « pogone » et 15 « pràjini », pour ceux, qui ont 1 vache ou aucune, qu'on appelait aussi : « topo-raschi ».

En *Moldavie*, sur des étendues de 5 « fàłtschi », 40 « pràjini » pour ceux ayant 4 bœufs et 1 vache ;

De 4 « fàłtschi », pour ceux ayant 2 bœufs et 1 vache ;

Et de 2 « fàłtschi » 40 « pràjini » pour ceux ayant 1 vache ou aucune, qu'on appelait aussi : « pàłmaschi ».

ART. 3. — Dans aucun cas, la somme des étendues restées dans l'exclusive propriété des paysans, ne pouvait être plus grande, que les deux tiers du domaine.

ART. 4. — Les veuves sans enfants, les incapables, les paysans qui n'ont pas le métier d'agriculteur et n'ont pas fait la « claca », donc n'ont pas eu de la terre pour les nourrir, étant limités seulement à l'emplacement de la maison et de ses enclos ; tous ceux-ci deviennent propriétaires seulement sur les emplacements légitimes de la maison et du jardin, c'est-à-dire 400 « stândjeni » carrés à la plaine et 300 à la montagne, en Valachie, et 10 « pràjini » « fàłtscheshti », en *Moldavie*.

Aux mineurs d'un paysan, on donnera la même étendue de terre qu'a eue le père à l'époque de sa mort, si la veuve offrira de payer l'indemnité prévue par ce décret.

ART. 5. — N'auront pas le droit à demander de la terre, qu'on donne aux paysans « clàcaschi », d'après

l'article 1 de ce décret, les habitants de tout village, qui, par des arrangements spéciaux avec les propriétaires du domaine, n'avaient que maison et jardin dans le village, sans être « clâcaschi » et donc n'avaient pas le droit de recevoir des terres pour leur nourriture ou autre. Ces habitants ont pourtant la faculté de recevoir de la terre sur le domaine de l'Etat.

ART. 6. — Auront la faculté de se transporter sur les domaines de l'Etat, les plus rapprochés :

a) Les paysans, à qui, des deux tiers du domaine, on ne peut pas remplir les étendues légitimes de terre ;

b) Les nouveaux mariés, qui n'auront pas de places, dans le contenu des lois en vigueur.

ART. 7. — Pendant trente ans de la promulgation du présent décret, le paysan ou ses héritiers ne pourront pas aliéner ou hypothéquer leur propriété, soit par testament, soit par acte entre vifs, qu'envers la commune ou un autre paysan.

Ce premier alinéa de l'article 7 prévoit un terme pour les possibilités d'aliénation et d'hypothèques, mais il ne prévoit rien sur les aliénations déguisées, que sont les fermages à longue durée. Ceci ne pouvait donc pas résoudre le problème agraire.

Le second alinéa de l'article 7 prévoit qu'après trente ans les paysans pourront disposer de leurs propriétés, d'après les règles du droit commun, avec la réserve du droit de préemption de la commune. Ce terme de trente ans fut prolongé pourtant de trente-deux ans, en 1884.

L'ARTICLE 10 vient, à côté d'autres législations plus anciennes, proclamer l'abolition des travaux et charges légitimes ou non.

L'ARTICLE 11 ajoute : qu'en échange... il sera donné aux propriétaires fonciers, une fois pour toutes, une indemnité, réglée par le chapitre III.

Et l'ARTICLE 12 revient pour dire que : la corvée est à jamais interdite, les hommes mariés ne pourront faire, avec les propriétaires, que des conventions temporaires ; en ajoutant que : ces conventions doivent être libres et le travail des paysans ne doit pas être engagé pour plus de cinq ans, d'une seule fois.

En fait, pourtant, l'abus a continué.

Le CHAPITRE V s'occupe des ventes de terre sur les domaines de l'Etat, en conformité avec les articles 5 et 6, cités.

Mais l'ARTICLE 54 décide qu'on ne pourra vendre à une seule famille de paysan, que jusqu'à un maximum de 12 « pogone », avec les mêmes restrictions, concernant leur aliénation ou hypothèque, pendant trente ans.

Voilà, en résumé, la réforme reçue, dans le pays, avec un grand enthousiasme et qui fut ratifiée par 713.000 voix, contre 57.000 (1), par un plébiscite, où les paysans étaient dignement représentés.

Elle était destinée à être la base de l'organisation de

(1) Ch. Arion, ouv. cité, p. 77.

la propriété paysanne, donc, le fondement du solide établissement des Principautés-Unies.

Trois principes sont à remarquer dans la loi rurale de 1864 :

a) *Le premier a trait à la reconstitution de la propriété paysanne, par la liquidation d'une co-propriété, qui, en fait comme en droit même, avait depuis longtemps cessé d'exister ;*

b) *Le second, à la distribution des terres sur les domaines de l'Etat ;*

c) *Le troisième, à l'inaliénabilité et l'insaisissabilité de cette propriété paysanne, ainsi constituée.*

Le premier principe, en remédiant d'un côté, commet du côté des nouveaux mariés une énorme faute et une cruelle injustice : les générations futures furent ainsi spoliées. Voilà le grand vice de la réforme de 1864. D'autant plus grand, que ce droit aux deux tiers du domaine fut aboli sans aucune indemnité ; en échange, les paysans ont indemnisé les propriétaires ; c'est ceci qui a aggravé la faute de plus haut, car elle a eu comme conséquence d'imposer pour quinze ans un lourd et nouvel impôt à la classe paysanne.

Et ce qui est de plus curieux, c'est que cette expropriation injuste n'était du tout demandée. Dans toutes les discussions des Assemblées, on n'avait jamais contesté ce droit des nouveaux mariés. Ce fut une faute, sans nécessité historique, sociale ou nationale.

Pour l'application pratique du *second principe*, on a

eu recours à une mesure excellente, qu'on ne pourrait trop approuver : ce fut la sécularisation des biens des églises, en grande majorité grecques. C'est sous l'appui de l'ambassadeur de Napoléon III à Constantinople, que cet important acte fut accompli. Il rendit au peuple la terre dont il avait besoin. Un septième des domaines du pays entier, ou 2.391.005 hectares, vinrent s'ajouter au domaine de l'Etat. Une étendue de 228.328,9 hectares fut partagée aux nouveaux mariés ; mais comme on n'avait pas procédé en bonne règle, lors des opérations de 1876, il fallut y revenir en 1887.

Le *troisième principe* fut repris en 1884, quand on prolongea l'inaliénabilité et l'insaisissabilité des terres paysannes, pour encore trente-deux ans. Le principe fut même mis alors dans l'article 132 de la Constitution de la Roumanie. Il est sûr que ce principe, qui sauvegarde les intérêts de la classe paysanne sera établi de manière définitive, à l'expiration de ces trente-deux ans, c'est-à-dire en 1916.

Mais il sera toujours insuffisant, tant qu'il ne sera pas corroboré par une prohibition des baux de longue durée, qui, dans certains cas, ont atteint même quatre-vingt-dix-neuf ans, d'après certains exemples. Une loi, qui fixera un maximum de neuf ans à ces baux fera la fraude impossible.

A titre de documentation, mentionnons qu'une enquête privée a trouvé les propriétés paysannes affermées dans la proportion de 67,70 %. La moitié des paysans l'avait

fait par besoin d'argent, surtout pour l'hiver ; d'autres pour causes de vices ou autres. Une bonne disposition serait la généralisation de celle prévue par l'article 53 de la loi sur les conventions agricoles de 23 décembre 1907, qui prévoit qu'on ne peut sous-affermer les terres d'une étendue moindre à 20 hectares, par chef de famille, qu'en cas de décès, infirmités ou autres cas de force majeure, constatés par le maire de la commune ; il faut l'étendre aux propriétés paysannes. Une loi de 13 février 1879 est venue pourtant punir les abus jusqu'alors commis, en déposédant ceux qui avaient acheté les terres des paysans et n'accordant aucune indemnité à ceux qui avaient déjà profité de ces terres pendant cinq ans ; elle déclara, en outre, nulles les ventes futures, faites soit directement, soit indirectement, par actes formels ou simulés.

En fait de comptes, quel fut le résultat de la loi rurale de 1864 ? (1) Il fut le suivant :

316.115 paysans, chefs de famille, furent mis en possession sur les domaines privés ; soit, dans la proportion de 67,57 % de leur nombre total ;

115.725 paysans, chefs de famille, furent mis en possession sur les domaines de l'Etat ; soit donc, dans la proportion de 32,43 %.

Ces 467.840 chefs de famille obtinrent, en pleine

(1) Chiffres dans G.-D. Greanga, *La propriété rurale et la Question paysanne en Roumanie*.

propriété : 1.766.258 hectares, dont 1.194.281 (soit 67,61 % de l'étendue totale), sur les domaines privés et 571.976 (ou 32,39 %), sur ceux de l'Etat.

Le nombre des nouveaux mariés mis en possession, fut aussi très élevé ; ceci nous montre le péril de l'avenir, par la faute commise. 48.342 nouveaux mariés partagèrent 228.328,9 hectares de terre. Le partage, avons-nous déjà dit, a été fait très irrégulièrement, car on a donné, à certains d'entre eux, des étendues d'un hectare seulement, tout comme en 1864 on n'avait donné que des emplacements de maison et jardin, à 12,77 % du nombre total des paysans, chefs de famille. Faisant le total, 516.182 chefs de famille ont obtenu 1.994.586,9 hectares de terre, donc en moyenne 3.87 hectares par tête. L'Etat avait fourni 40,13 % de tout cela, en additionnant ce qu'il donna aux nouveaux mariés.

Malheureusement, les étendues de terre données furent insuffisantes. Il est certain que des étendues de moins de 5 hectares n'aboutissent pas à satisfaire la stricte nécessité d'une famille, vu le mode de culture, l'instruction agricole et le rendement de la terre en Roumanie.

La classe paysanne fut de nouveau obligée à s'adresser aux propriétaires (1). Mais la situation était toute autre. Ceux-ci n'étaient plus obligés, ou, au moins, ne se croyaient plus obligés à quelque chose. Les lois de l'offre et de la demande furent les seules, qui inter-

(1) C. Georgesco, ouv. cité, p. 49.

vinrent dans les relations réciproques. Les conventions furent arbitraires pour les paysans. L'ancien premier ministre. M. P. P. Carp disait, le 28 janvier 1869, dans l'Assemblée roumaine, que les paysans n'ont eu ni égalité, ni liberté, mais seulement une loi rurale en 1864.

Les paysans en acceptèrent pourtant les conséquences.

Pour nous, un fait capital est le retour à la propriété paysanne. Celle-ci renaît, c'est vrai, mais plus réduite qu'à l'origine.

Couza, avec ses conseillers, dont M. Kojálniceanu fut le principal, put éviter une révolte, qui se préparait dans les campagnes.

13. Forcé par les boyards, qui n'agréaient pas la résolution du problème agraire, Couza abdiqua le 11 février 1866. Le 10 mai de la même année, le prince Charles de Hohenzollern entra dans la Capitale. Le désir des pays d'éviter par l'élection d'un prince étranger les compétiteurs au trône et les luttes des classes dirigeantes, fut ainsi réalisé.

De nouvelles lois viennent renforcer les bases de la propriété paysanne, telles qu'elles furent mises en 1864.

On ne redonnera pas leur droit aux nouveaux mariés. On a sûrement pensé qu'y revenir serait donner occasion à des perturbations dans la stabilité de la propriété, ce qui empêchera peut-être pour toujours la réparation de cette injustice.

Avant de voir les lois qui ont suivi la réforme de 1864, voyons comment cette dernière fut appliquée dans

cette période, dont nous avons abordé l'étude.

L'article 15 de la loi de 1864 disposait que « les pâturages, prairies et terres destinées au labourage, restées dans la propriété des paysans, seront arpentées et les limites désignées par des pierres. »

Cet article n'a pas été appliqué et des limites n'ont existé que rarement entre les propriétés paysannes et celles des boyards ou entre leurs pâturages (1).

Le défaut de cadastre vint empirer la situation. Des fraudes s'ensuivirent. Les paysans, à défaut de terre suffisante, travaillèrent leurs pâturages et tombèrent dans une entière dépendance des propriétaires, étant donné que les pâturages devaient leur fournir la nourriture du bétail et le fumier nécessaire à la terre.

L'article 16 de la même loi de 1864 disposait que les parcelles de terre, qui seraient dispersées, soient réunies par des échanges de terre. Cette dispersion persiste pourtant encore. L'inconvénient pour la culture des terres paysannes, distantes dès fois de quelques kilomètres, ne paraît pas être pris en considération.

Voyons maintenant les situations qui amenèrent le besoin de lois nouvelles.

Les années 1865 et 1866 furent extrêmement mauvaises en Roumanie. Les propriétaires, demandés par l'Etat d'aider les paysans, voulurent, en échange, une garan-

(1) G. Tasca, *Considérations sur les lois relatives à la propriété rurale en Roumanie, Angleterre et Irlande*, p. 60 et suivantes.

tie pour les avances, qu'ils consentaient à faire, contre du travail. L'Etat fut forcé de donner cette garantie : elle consista dans l'asservissement du travail des paysans, qu'on pouvait obtenir, comme au temps du servage, par la force armée.

Les lois sur les conventions agricoles, qui s'ensuivirent, ne tendaient qu'à corriger cette situation. Mais elles, concernant les conventions agricoles, et non la propriété paysanne, sortent de notre cadre.

Un nouveau principe intervient, pourtant, dans l'histoire de la propriété paysanne et celui-là est intéressant : ce fut la vente, proprement dite, des domaines de l'Etat, en lots aux paysans, principe mauvais, car il n'est pas durable.

La première loi de ce genre est une loi de 15 juillet 1866, qui n'avait du tout le but de former la propriété paysanne, mais celui de satisfaire le besoin pressant d'argent de l'Etat, qui s'élevait alors à 75 millions de francs. On a vendu des petites propriétés, en lots, de 3, 4, 6 et 25 hectares, mais comme on demandait, du commencement, le paiement intégral du prix, ce furent d'autres personnes, et non les paysans, qui en profitèrent.

Une loi de 26 juillet 1868 demanda seulement le tiers du prix, au commencement, mais déclarait la vente en bloc des propriétés ; ceci a, tout aussi que l'autre, écarté les paysans.

Suivent les vraies lois de ventes, qui tendaient à for-

mer une propriété paysanne. Ce furent celles de 7 mars 1875, 10 août 1876, 12 avril 1881. Par la dernière, les lots variaient entre 4, 6 ou 8 hectares, mais une loi de 14 avril 1884 la modifia sur ce point, en fixant un maximum de 5 hectares, tout en décidant que les habitants des villages ne pouvaient pas acheter plus de deux lots ; la loi donne aussi 10 hectares, gratuitement, pour école et mairie, quand le nombre des acheteurs dépasse le cent ; ceci a aidé à la formation de nouvelles communes.

La loi de 5 avril 1886 modifie encore la loi de 1881, supprimant la déclaration de solidarité, de la part des paysans, demandée. Mais cette loi aida la formation d'une moyenne propriété, par la disposition, qu'elle contenait, qu'à défaut d'acheteurs, les lots pourront avoir 50, 100 jusqu'à 400 hectares et seront vendus à la licitation. La loi impose aussi aux acheteurs des lots, de s'établir sur les terres achetées.

Ce ne fut qu'une loi de 6 avril 1889, qui, en mettant, la première, la condition que les acheteurs des lots soient paysans, cultivateurs de terres, atteignit ainsi le but de la formation d'une véritable propriété paysanne. Jusqu'alors, habitants des villes, grands propriétaires ou riches paysans, s'étaient disputé les terres de l'Etat et la formation de la propriété paysanne se faisait toujours attendre.

Le système de colonisation intérieure, comme on l'a nommé, fut enfin mis en application par cette loi de

1889. Cette loi ne fut que la suite des troubles, qui éclatèrent parmi les paysans.

Cent trente communes étaient en révolution à la fin de l'année 1888 (1) ; la classe paysanne montrait qu'elle avait besoin de terre pour sa subsistance, qu'elle voulait l'acheter pourvu qu'on la lui donne. La loi de 1889 ne vint qu'après une répression sanglante.

Par cette loi, l'étendue des lots de terre fut fixée à 5 hectares, qu'on croyait suffisante à l'entretien d'une famille ; on ne demandait rien d'avance pour le paiement des lots achetés, et c'est ainsi, par ces deux moyens, qu'on pouvait constituer la propriété paysanne. Les annuités annuelles étaient majorées d'un intérêt de 6 % par an (1).

Il y avait également l'obligation pour les acheteurs de s'établir sur les terres, dans un délai, qui ne devait dépasser trois ans.

Les paysans, cultivateurs de terre, pouvaient acheter à la licitation 10 et même 25 hectares ; ceci tendait à la formation d'une moyenne propriété. Une loi de 1896 est venue fixer pour l'avenir l'étendue des lots à seulement 5 hectares.

Le résultat de la loi de 1889, qu'on attendait impatiemment, ne fut pas celui désiré. La plupart des terres achetées alors sont passées en d'autres mains.

(1) Ch. Arion, ouv. cité, p. 105. — C. Georgesco, ouv. cité, p. 78.

(2) Que nous considérons trop élevé, pour la classe paysanne.

Après toutes ces lois : 626.317 chefs de famille furent mis en possession sur des lots, allant jusqu'à 10 hectares et représentant un total de 2.533.890 hectares (lois de 1864, 1879, 1881 et 1889).

3.265 chefs de famille, sur des lots de plus de 10 hectares (lois de 1881 et 1889), représentant 28.589 hectares.

Donc, en total, 629.582 paysans, chefs de famille, ont obtenu 2.562.479 hectares de terre.

Dans le recensement de 1896, on avait trouvé un nombre de 895.457 contribuables fonciers en Roumanie (sans compter la « Dobrodgea », province conquise dans la guerre de 1877 ; là, on a mis en possession les vétérans de la guerre, depuis quelques années). La différence représente ceux sortis d'indivision et les « razeschi » ou « moschneni », dont nous avons parlé précédemment.

Ces terres ont été vendues cher aux paysans ; le prix moyen de 368 francs par hectare le prouve. L'Etat a même dû y renoncer, après une disette de 1890 et refaire son budget, par des emprunts, qui s'élevaient à la somme de 2 1/2 milliards de francs en 1906.

La classe paysanne n'eut pourtant pas toute la terre, dont elle avait besoin. Elle dut se la procurer des propriétaires, auxquels elle demanda encore des pâturages pour son bétail. On revenait donc aux contrats agricoles, qui sûrement furent dictés par ceux, qui étaient les plus libres, par les propriétaires ; si les paysans s'abstenaient de le faire, leur place était facilement comblée par des travailleurs d'ailleurs.

Les types des contrats varièrent de la Moldavie à la Valachie et même de village au village. Ils furent exécutés, dans beaucoup de cas, arbitrairement ; preuves, les nombreuses lois, qui se succèdent, sur ce sujet : projets des 9 et 17 novembre 1865, loi de 10 mars 1866, modifiée en 7 avril 1872, projet d'initiative parlementaire de 20 mai 1878, loi de 14 mai 1882, projet de M. Paucescu de 29 janvier 1889, autre projet déposé le 9 février 1893, loi de 28 mai 1893, et enfin une autre toute récente de 1907.

Mentionnons aussi l'aggravation du mal par les fermiers. Ajoutez que ceux-ci étaient et sont encore, malheureusement, étrangers, juifs pour la plupart et qu'ils se sont associés dans ces « trusts » si dangereux pour la vie sociale.

14. La Révolution, qui éclata en 1907, ne fut donc que la conséquence fatale de cet état de choses. L'année 1907 marqua, d'une tache rouge, l'histoire des Roumains. Elle fut, dans cette même histoire, une des plus grandes calamités pour le pays.

Les réformes, qu'on attendait pour les paysans, ne pouvaient venir d'un Parlement où ceux-ci n'avaient aucun représentant, ou, s'ils en avaient, c'étaient les plus riches d'entre eux, que la corruption électorale avait fait réussir. La classe paysanne attendait donc, mais elle devenait naturellement prête à s'insurger à tout moment (1).

(1) Il y a eu des soulèvements en 1888, 1894 et 1900. — C. Georgesco, *ouv. cité*, p. 78.

La révolte éclate en 1907, dans le nord de la Moldavie, sur la propriété « Flămânzi » du « trust » des fermiers juifs Fischer.

Elle a un caractère agraire, car les paysans ne font que demander la baisse du prix de fermage des terres, qu'on leur donnait à ferme, car par l'effet du « trust », il n'y en avait pas de moins chères sur de vastes étendues de terre.

On ne tient aucun compte de leur demande.

Les paysans de sur les autres propriétés affermées à ce « trust » Fischer et de celui des Juster, juifs également, font cause commune.

Des troupes sont envoyées pour tenir l'ordre.

Dévastations s'ensuivent. Le mouvement se propage à toute la Moldavie et ensuite à la Valachie. Le gouvernement conservateur donne sa démission ; celui libéral vient avec une proclamation, faite au nom de Sa Majesté le Roi. Le manifeste est répandu dans les campagnes, le 12 mars 1907 ; il est intéressant, car il montre ce que les gouvernements auraient dû faire, pour prévenir la révolte. Nous reproduirons seulement cette partie : « Pour satisfaire à des demandes *justes et légitimes*, Sa Majesté le Roi a décidé que les mesures suivantes seront prises immédiatement..... Les propriétés de l'Etat, ainsi que celles des établissements publics, de bienfaisance et de culture nationale seront exploitées en régie, ou *affermées directement aux paysans*.

La juste mesure des terres données par contrat et le

règlement honnête des comptes agricoles seront surveillés, et l'on punira.....

On préparera une loi pour la création d'une caisse rurale, afin de faciliter aux paysans l'affermage et l'achat de propriété. »

M. P. P. Carp, dans un projet de loi d'initiative parlementaire, signé aussi par : MM. Marghiloman, Take Ionescō, I. Lahovary, N. D. Ghika, N. Botez, N. Filipesco, M. Cantacuzino, I. Văsesco, V. Arion, N. Cineo et V. Filoti, personnes remarquables de son parti, reconnaît aussi que : « Malheureusement chez nous, les formations politiques, préoccupées exclusivement d'intérêts de parti, ont négligé de remplir leur devoir. »

Même chose, dans le journal officiel du parti *Conservatorul*, de 18 novembre 1907, où on écrit : « On ne peut pas dire que le parti conservateur, entraîné par le courant, n'a-t-il aussi, à son actif, quelques-unes de ces fautes. »

Le 13 mars 1907, à la Chambre des Députés, chaque chef de parti fait profession de foi.

Les troupes reçoivent ordre de tirer et la révolte fut étouffée le 20 mars.

Des réformes s'imposaient. Elles devaient remédier les causes qui avaient provoqué la révolte.

Une d'elles, et la principale, était le manque de terre, dans lequel la classe paysanne se trouvait. Une preuve, de petite importance, mais non moins significative, est aussi le fait que la Dorodgea, province où la propriété

paysanne est mieux établie, n'eut rien à voir des soulèvements populaires ; là, où le paysan a pour lui et sa famille jusqu'à 9 hectares de terre, on ne devait rien craindre.

Les gouvernants de 1907 avaient aussi compris qu'il fallait remédier le mal, et ils se sont très rationnellement proposé de former la propriété paysanne, là, où elle manquait et était demandée. Nous arrivons ainsi aux réformes postérieures à la révolution de 1907, dont nous nous occuperons, qu'en ce qui concerne notre sujet.

A l'honneur de nos gouvernants, les réformes furent votées, sans trop de discussions ; on suivait Jean-Jacques Rousseau, qui a dit : « Les dissensions dans les assemblées nationales annoncent l'ascendant des intérêts particuliers et le déclin de l'Etat. » (1).

Les plus principales réformes peuvent être énumérées, comme suit : loi pour la création d'une caisse rurale, loi sur les contrats agricoles et loi limitant le droit de prendre en fermage, toutes les trois contenant des principes propres et distincts. Citons aussi la loi instituant les juges ambulants, celle sur l'organisation des communes rurales et de la gendarmerie, et la loi sur le monopole de l'alcool, au profit des communes rurales.

Celle qui nous intéresse particulièrement dans cette partie du sujet, que nous traitons, est la loi pour la créa-

(1) J.-J. Rousseau, *Du Contrat social*, p. 115.

tion d'une Caisse rurale. Mais, comme l'idée d'une Caisse rurale avait déjà été mise en circulation, par la présentation antérieure d'un tel projet de loi, à l'Assemblée législative, nous exposerons ce projet, avec les discussions qu'il avait engendrées.

On voyait qu'il ne restait plus à l'Etat, après les différentes lois de ventes de ses domaines, qu'une quantité toute restreinte de terre, qui s'élevait seulement à 238.850 hectares de terre labourable. Ceci était insuffisant pour toute autre mise en possession de paysans et, en tout cas, devait former une réserve pour une exploitation rationnelle, servant de modèle aux paysans ou pour des besoins supérieurs, qu'on ne peut jamais prévoir.

Il fallait donc que l'Etat prenne une autre direction, pour la résolution du problème ; la seule réelle était celle de la grande propriété privée.

Il y eut alors des idées extrêmes, qui basées sur le droit traditionnel de la classe paysanne ont demandé l'expropriation, même sans indemnités des propriétaires, jusqu'à une limite du quart du domaine, d'après les uns, de deux tiers, d'après d'autres.

Mais un projet de loi, présenté en 1887 par Jean Bratiano, pour autoriser l'Etat d'acheter (donc de forcer les propriétaires de vendre) des domaines privés, des étendues de terre, pour les revendre aux paysans, ne fut même pas pris en discussion.

En 1897, la question est mise sur le terrain de la créa-

tion d'une Caisse rurale. Le projet, qui la prévoyait, passa difficilement, une grande partie des députés, gouvernementaux mêmes, ayant voté contre, mais il passa à la Chambre. On savait pourtant que le Sénat ne le voulait pas.

Le projet ne faisait pourtant que poursuivre le principe de la loi de 1889, en se proposant d'acheter, par l'intermédiaire d'une Caisse rurale, des terres et les partager en lots aux paysans. Mais le parti conservateur ne le voyait pas ainsi ; dans un article, paru dans le journal officiel du parti : *Timpul*, de 5 février 1897, M. Em. N. Lahovary disait : « Quelle utilité a cette loi?... Même si nous admettons, ce qui n'est pas notre avis, que la mission de l'Etat serait de donner... à chaque roumain, qui habite la campagne, un lot de terre, l'Etat roumain se trouverait en mesure encore pour longtemps à satisfaire les demandes des amateurs de terre... »

Le 14 février 1898, dans le même journal, le même auteur offre à l'Etat, pour la satisfaction des besoins, les terres de l'Etat, de l'Eforie des Hôpitaux civils (1), du Delta du Danube, etc., en ajoutant aussi que les terres privées sont, en général, peu étendues.

(1) Il est à remarquer qu'aujourd'hui les domaines des districts, des communes, et des Institutions, comme la Maison des Ecoles et de l'Eglise, sont passés dans la propriété de l'Etat. De ceux-ci comme des domaines qu'il possède encore, l'Etat tend de nos jours à former une propriété paysanne.

En juin 1912, il vend des lots en Dobrodjéa, aux citoyens rou-

La loi pour la création d'une Caisse rurale, présentée par le même gouvernement libéral, réussit pourtant en 1907 ; votée par la Chambre et le Sénat, elle fut mise en vigueur le 1^{er} mai 1908.

La Caisse rurale fut destinée à être une banque de crédit pour les paysans, dans un but supérieur, celui des achats de terres ; elle a été comparée avec la Banque agraire russe de 1895.

Ce sera elle qui, conformément à son article 4 :

a) Traitera avec les propriétaires, qui voudront vendre leurs propriétés et fixera le prix et les conditions de la vente. Les terres seront achetées pour le compte des paysans.

b) Fixera un prix maximum des terres, dans les cas que les paysans auront directement traité avec les propriétaires.

Cette disposition veut empêcher les paysans d'offrir des prix exagérés, comme ils l'ont toujours fait, dans leur besoin de terre.

c) Achètera des licitations publiques ou par conventions amiables, dans des conditions avantageuses, les

maines, paysans agriculteurs, cultivateurs manuels de terre, c'est-à-dire travaillant eux-mêmes les terres, avec l'aide de leur famille (art. 1^{er} de la loi).

Et, tout récemment, en septembre 1912, une publication officielle vint annoncer aux paysans le parcellement de 11 domaines comprenant 14.000 hectares de terre, en lots de 5,15, 20 et 25 hectares, pour leur besoin.

domaines ou partie d'eux, d'étendues plus grandes à 200 hectares, pour les revendre ensuite aux paysans.

Cette disposition tend à la constitution de la moyenne propriété.

d) Dirigera, contrôlera et exécutera toutes les opérations, relatives au parcellement et au payement du prix.

e) Fera des emprunts, soit aux paysans, pour achat de terre, soit aux communes, pour constitution de pâturages communaux, avec un maximum d'intérêts de 5 % et sur garantie hypothécaire.

Nous trouvons ce taux d'intérêts trop élevé.

f) Emettra des bons ruraux, pour payer les propriétaires.

g) Surveillera l'amélioration de la culture de la terre sur les domaines achetés par son intermédiaire.

h) Fera enfin une série d'opérations ordinaires de banque, qui ne conviennent et ne cadrent pas avec la mission que la Caisse rurale doit avoir.

Pour répondre aux craintes sur la sécurité des propriétés, par les moyens violents, que les paysans pouvaient employer à forcer les propriétaires à vendre leurs domaines, l'article 12 de la loi déclare ces domaines non achetable par l'intermédiaire de la Caisse rurale, pendant une durée de dix ans, et ces paysans, non recevables, à se servir de la Caisse rurale, pour leurs achats de terre.

Avec l'article 18, commence l'énumération des conditions d'achat, constituant la technique de la loi. Les

lots seront en général de 5 hectares, pour faciliter le parcellement ; ils seront pourtant de 3 hectares à la montagne et dans les régions vinicoles. Les paysans peuvent acheter jusqu'à 5 lots ; les prêtres et instituteurs, seulement 2 lots.

Un ordre de préférences est fait entre paysans ; mais, en tout cas, ceux qui achètent moins passent avant tous autres, cela, pour rendre propriétaires un nombre plus élevé d'entre eux. On préfère également ceux qui ont terminé des études d'agriculture, ceci pour guider vers une culture plus rationnelle.

L'article 20 décide que les paysans devront avoir les instruments agricoles nécessaires et un nombre de têtes de bétail correspondant aux étendues de terre achetées, dispositions parfaites, au point de vue de l'économie générale du pays, mais assez difficiles pour le commencement.

L'article 28, très important aussi, décide la réservation d'une partie des domaines ainsi achetés, pour la création des pâturages. Les communes, elles-mêmes, sont autorisées à se les procurer par l'intermédiaire de la Caisse rurale, qui leur facilitera la tâche. Nous voyons ici une idée excellente, car les pâturages sont tout à fait nécessaires au bétail des paysans, donc, au bon état de la classe paysanne et au succès de l'économie nationale.

Une autre bonne disposition de cette loi est aussi celle de l'article 38, qui décide que « les terres obte-

nues par la Caisse rurale ne pourront pas être affermées, qu'avec le consentement de la Caisse rurale, qui ne sera donné qu'en cas d'impossibilité pour le paysan de les cultiver » ; dans ce dernier cas même, elles ne pourront l'être qu'à d'autres paysans.

Et l'article 39 donne trois années aux acheteurs pour s'établir sur les lots pris, voulant former d'eux des cultivateurs et habitants fixes des communes ; une menace de dépossession forme la sanction. Nous considérons pourtant comme trop long, ce terme de trois ans.

Une autre obligation pour les paysans, tout autant utile, est celle de l'article 40, qui demande que les acheteurs s'engagent d'améliorer la culture de la terre et de cultiver des légumes, betteraves ou plantes textiles et des prairies artificielles.

Et l'article 41 mentionnant l'importance et les avantages des associations en général, conseille, d'une manière impérative plutôt, les paysans de s'associer pour acheter les instruments agricoles, le bétail et les semences, ou pour vendre en commun leurs produits, écartant par cela les intermédiaires, en grande partie juifs, qui parcourent les villages, en spéculant les besoins et la naïveté des paysans.

★★

Ouvrons une parenthèse. Nous nous trouvons en matière d'associations paysannes. Citons à cette occasion la loi d'initiative privée de 9 février 1904, sur ce sujet,

qu'on a même prise pour le précurseur de la Caisse Rurale, l'accomplissement de cette dernière n'étant que préparé par la loi de 1904 et précipité par les événements.

On avait vu par les associations bénévoles et par le progrès continu des banques populaires, que la population paysanne était accessible à l'association. Pourquoi n'aurait-on pas utilisé ce précieux aide, pour former ou consolider la propriété paysanne ? Les associations bénévoles offraient de bons prix, pour la terre (1).

Mais il y avait un point noir dans les affaires de ces associations : c'était le grand nombre de personnes, qu'elles mettaient en face du propriétaire. C'est sur cela que la loi de 1904 porta ; elle institua une procédure exceptionnelle, envers les associations paysannes.

Le résultat se fit bientôt voir : de 17, qu'elles étaient le 31 décembre 1904, le nombre des associations s'éleva à 65 le 31 décembre 1907, ayant à ferme 42.551 hectares de terre et payant, avec l'aide des banques populaires la somme annuelle de 1.193.187 francs. Et un Annuaire des banques populaires, que nous avons consulté à ce sujet, prévoyait encore 34 autres associa-

(1) Comme, d'ailleurs, font les paysans. Ils se les remboursent aussi plus facilement, ayant moins de dépenses, et n'ayant à payer les bras de travail, des administrateurs ou des surveillants. On a vu des prix de 1200 francs par hectare (en moyenne 686) offerts par les paysans dans la vente des domaines de l'Etat. D'autres personnes ont à peine offert alors 382 francs (en moyenne).

tions qui devaient commencer leurs baux en 1908 et 1909, pour une somme de 1.151.314 francs, par an.(1)

On peut compter donc les associations paysannes et la loi, qui les a consacrées, parmi les moyens de formation d'une propriété paysanne.

Refermons ici notre parenthèse.

★★

Revenons à la Caisse Rurale.

Son article 42 défend l'aliénation des lots, achetés de la Caisse Rurale ou par son intermédiaire, exception faite envers d'autres paysans, prêtres ou instituteurs et sous conditions prévues dans le texte de la loi :

L'hypothèque et l'échange seulement avec le consentement de la Caisse Rurale.

Et l'article 43 vient pour prévenir les fautes commises de tout temps par les paysans, par ignorance des richesses du sous-sol, en spécial le pétrole, en interdi-

(1) Jusqu'en Août 1911, le nombre des associations paysannes s'est élevé à 131. L'étendue des terres, qu'elles tenaient à ferme, était de 283. 381 hectares, pour un prix annuel de 9 millions et demi de francs. Pendant l'année 1912, 120.000 hectares de terre, compris dans 40 domaines leur ont été donnés à ferme, par l'Efferie des Hôpitaux civils, pour un prix annuel de 2 millions.

Les Banques populaires viennent à l'aide des paysans pour leur accorder le crédit nécessaire. Le nombre de ces banques, s'est élevé à approximativement 3000 en 1912, avec un capital de 150 millions de francs.

sant la concession de l'exploitation du sous-sol, sans le consentement de la Caisse Rurale et sous certaines règles.

Avec l'article 61, le texte de la loi commence l'exposé d'un système d'indivisibilité des lots, matière que nous étudierons dans la section consacrée à l'histoire du régime successoral roumain, relatif à la propriété paysanne.

La Caisse Rurale a été beaucoup critiquée ; on l'a suspectée d'être, pour les propriétaires, un moyen de vendre avantageusement leurs terres, car ils n'auront qu'à devenir les actionnaires de la Caisse Rurale et comme tels fixer eux-mêmes les prix de vente de leurs terres, par leur Conseil d'Administration ; on a encore dit qu'elle ne fera qu'augmenter les séries toujours croissantes des fonctionnaires d'Etat etc.

Pour apprécier une réforme, et pour savoir si elle promet pour l'avenir, il faut la voir à l'œuvre, il faut en voir les résultats ; ceux-ci paraissent à peine.

★ ★

A côté de la propriété paysanne, qu'on tend à former, citons aussi celle des « moschneni » en Valachie ou des « razeschi » en Moldavie, sur laquelle nous revenons puisqu'elle offre un exemple de ténacité et résistance glorieuse, à travers des siècles.

Elle est réduite aujourd'hui ; notre législation suc-

cessorale n'en a pas moins sa part de destruction. Mais elle existe encore et c'est soit l'état de communauté familiale, sous laquelle elle est exploitée, preuve l'article 8 du Code de Procédure civile, qui prévoit l'assignation en justice de la Comunauté, par une seule citation, avec une seule copie de la demande introductive d'instance ; soit le droit de préemption, qui est accordé à ses membres, en cas d'aliénation, qui ont aidé à sa conservation.

Ce droit de « protimis » (préemption) accordé aux membres de la famille n'est plus prévu par les législations actuelles du pays, mais il figurait dans les codes Caradgea en Valachie et Calimach en Moldavie, jusqu'au 4^e degré de parenté en Valachie, jusqu'au 6^e en Moldavie. Les « moschneni » admettent encore aujourd'hui, dans les mœurs intérieures de leurs communautés, ce droit de préemption pour leurs membres à côté de l'exclusion des filles de la succession ; ils pratiquent encore les droits de vaine pâture, d'affouage et de pâturage des terres communes, accessoires de toute communauté organisée.

DEUXIEME SECTION

ETUDE SUR L'HISTOIRE
DE LA TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE
DE LA PROPRIÉTÉ PAYSANNE

Il est évident que nous ne pourrions parler de transmission héréditaire de la propriété paysanne, que pour le temps où la classe paysanne eut été propriétaire ou devenue propriétaire de ses terres ; dans le temps intermédiaire, on pourrait dire que la transmission héréditaire s'est appliquée à une situation, qui n'était pas liquide et qui, en fait plus qu'en droit, s'était changée plusieurs fois.

Mais remarquons que les paysans ont toujours eu leurs terres, qu'ils se transmettaient par succession, même quand ils avaient passé dans l'état de quasi-esclavage, que nous avons vu et quand la dénomination du droit sur ces terres n'était que celle d'emphythéose, car sur celle de fermage nous n'insistons pas, étant un accident, sur lequel on est vite revenu, en fait comme en droit. Il y a toujours eu une transmission héréditaire, qui a suivi des règles, qui ont varié au cours des siècles, et c'est cela que nous allons essayer de montrer.

1. Dans l'époque antérieure à l'occupation romaine, *la transmission héréditaire chez les Dacs se basait sur un système communiste*, d'après les auteurs qui en parlent (1).

(1) N. Blaremborg, *Essai comparé sur les lois et institutions de la Roumanie*.

2. Trajan, maître de cette province en 105, introduit, sûrement, les principes des règles juridiques et des mœurs du peuple romain, dont il colonisa ces terres. Un droit provincial n'avait pas de raison d'être introduit, comme d'habitude il l'était dans les provinces, nouvellement conquises, vu que la population indigène était, en grande partie, détruite et que les colons étaient romains.

Les règles juridiques furent donc celles des écrits des jurisconsultes et des Codes Grégorien, Hermogénien et Théodosien, qu'on suivait dans l'empire romain, dans cette période (1).

3, Les Barbares dévastèrent ces contrées ; nous en connaissons la suite. Il fut impossible, c'est certain, que le peuple perde ses mœurs, comme ses institutions ; mais, c'était forcé, qu'en échange, une certaine anarchie règne, au milieu de ces troubles.

C'est peut être grâce à cela que la législation justinienne et le Prochiron de l'empereur byzantin Basile de l'année 870 ne furent pas appliqués dans ces contrées : on n'en trouve aucune trace immédiate.

Nous avons mentionné cette dernière législation, car elle a été l'origine d'une autre, qui a été longtemps appliquée dans la Dacie Trajane : les Basilicales de l'empereur Léon le Philosophe, qui, à côté des principes, sûrs et certains, de législation romaine, contiennent des principes, pris de ce Prochiron.

(1) N. Blaremborg, *ouv. cité.*

Les Basilicales passèrent par les romains de l'autre côté du Danube, retirés par Aurélien, aux romains de ces contrées, quand après une période de certain calme les premiers se décidèrent à réintégrer leur patrie. *Les villages roumains acceptèrent cette législation, des extraits ou manuels des Basilicales*, d'après l'opinion la plus fondée.

Il ne faut pourtant pas oublier, qu'à côté de la législation, les mœurs étaient, en grande partie, romaines, influencées par-ci par-là par celles des barbares, dont parties d'entre eux s'étaient confondues dans la masse de la population indigène comme les documents nous le font voir.

4, A l'époque de la fondation des Principautés, sous « Radou Negrou » en Valachie et « Bogdan » en Moldavie, cet état de choses continuait d'exister.

Les nouveaux princes, comme d'ailleurs l'ainsi nommée noblesse du pays, que nous avons rencontrée dans les « cnezi » chefs des villages, nous sont montrés par des documents, que des auteurs renommés, comme M. Kogalniceanu, ont étudiés, *comme pratiquant les majorals et le privilège d'aînesse*, dans la transmission héréditaire (1). C'était même forcé pour le prince, qui devait avoir un seul successeur et pour les chefs des villages, qui seulement ainsi ont pu conserver la su-

(1) Voyez à ce sujet le titre : Des boyards ou nobles, dans l'ouvrage de N. Blaremborg, *Essai comparé sur les institutions et les lois de la Roumanie*, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours.

prématie du pouvoir sur les villages, qui, tombée en plusieurs mains, aurait vite cessé d'être une. La constitution guerrière des villages n'admettait d'ailleurs pas un partage ; le titre devait rester un, quoique les émoluments aurent pu être partagés et, en fait, d'après les documents, l'aîné prenait la direction du village, a la mort du « cneaz », son père.

Les paysans conservent, pourtant, leurs principes de législation romano-byzantine, comme droit écrit et leurs mœurs particulières, comme droit non-écrit.

La tradition des Basilicales vient à être renforcée même, au cours des siècles, qui suivent. En vérité « Alexandre le Bon », prince de Moldavie de 1401 à 1433, ordonna la rédaction en langue moldave d'un Code, pris des Basilicales ; ce code ne fut pourtant pas imprimé.

Avant d'avancer dans l'histoire, arrêtons-nous, un peu, sur les coutumes, qui s'appliquaient dans cette période, avec force de loi, formant une législation non-écrite, appelée : « obiceîul pamantului » (coutume de la terre) par la population. Nous le faisons pour la raison, bien simple, que ces coutumes ont contribué pour une grande partie à la confection des législations qui suivirent. Voyons quelles étaient ces coutumes et d'où provenaient-elles.

Citons (1) : les coutumes de communauté familiale.

(1) G. Dissesco, *Les origines du droit Roumain.*

désignée par le pluriel du nom du père, par exemple de « Radulescu » : « Radulesci. L'entrée des étrangers dans ces communautés était pourtant possible, par l'apport de fortune et le procédé du mariage ou de l'adoption (1).

La famille est la propriétaire du patrimoine, que le chef ne peut aliéner qu'avec son consentement (matérialisé dans la signature et dès fois, avec le complément de « nous étions présents »).

On rencontrait aussi *l'inaliénabilité des terres*, les parents paternels du vendeur ayant, en tous cas, le droit de rescinder la vente dans l'an et jour, par le remboursement du prix.

Les coutumes du pays admettaient encore *le droit de préemption des parents du vendeur*, d'origine romaine, d'après certains, d'origine slave, d'après d'autres, mais en tous cas vestige des communautés familiales et servant le principe de la même coutume. On interdisait, dans certaines coutumes, la vente du patrimoine, avant la consultation des parents, et ailleurs, c'était l'acheteur même, qui devait le faire, pour ne pas se voir obligé de payer à ce parent oublié le dixième du prix payé.

En général, les testaments et les coutumes de succession ab intestat paysannes *excluaient les filles dotées de la succession*. Leur force fut telle, qu'aujourd'hui même les « razeschi » et la majorité des paysans sui-

(1) G. Tasca, ouv. cité, p. 14.

vent les mêmes principes. Cette exclusion était pourtant accompagnée par l'obligation des parents ou des frères, à la mort des parents, de doter les filles, conservée dans les coutumes d'aujourd'hui de notre population rurale. Des preuves de ce que nous avançons sont les vestiges, restés dans quelques documents dont nous citerons : l' « Uricariul » de Pierre le Boiteux de 1591, un acte de la famille « Savoïu » de 1651, un testament d'Hélène Cantacuzino, etc. ; et dans nombreuses poésies populaires, où les garçons seuls sont considérés comme copropriétaires avec leur père.

Les coutumes paysannes roumaines *n'admettaient pourtant pas de droit d'aînesse, et partageaient également les terres entre les descendants.*

Ces mœurs juridiques peuvent se rapporter à deux influences : romaine et slave (1). Faire leur part respective serait une opération peu sûre. On peut toutefois dire que l'égalité dans le partage successoral est d'origine romaine, car les slaves ont de tout temps eu des mœurs contraires, rapprochées du communisme, qu'ils pratiquent encore de nos jours ; on peut encore incliner à donner la même origine au droit de « protimis » (préemption), qu'on a même comparé à la vindication romaine d'une res mancipi, aliénée sans les formes qui-

(1) M. Dissesco est pour *l'origine slave de la plupart de nos coutumes*, voy. ouv. cité. — Contra : M. Gr. Alexandresco, *Etude sur les coutumes juridiques du peuple roumain*.

ritaires. Rendre les autres coutumes à l'influence slave, c'est plus prudent.

5. *Dans cet état de juridiction, interviennent les « Pravilé »*, législations écrites des Principautés. On voulait mettre un terme aux abus de certains juges, qui dénaturaient les coutumes, dans l'application qu'ils en faisaient.

Ces « pravilé » furent tirées de la législation byzantine, directement ou par intermédiaire.

Ainsi, en 1646, Basile Loupou, prince de Moldavie, publia, en langue slave, un Code, qu'il avait fait rédiger par des gens compétents et fait prendre des législations écrites et non-écrites du pays, comme les travaux préparatoires du Code d'Alexandre le Bon, dont nous avons parlé et les coutumes ; auxquelles on ajouta, d'après la tendance des esprits d'alors, des dispositions ecclésiastiques grecques.

A peu près en même temps, « Mathieu Bassarabe », prince de Valachie, publie en 1652 son Code en langue roumaine, sous le nom de : « Indreptarea legei » (Correction de la loi), pris des Basilicales, ou plutôt traduit d'elles et des lois ecclésiastiques d'Aristenus, également un abrégé des Basilicales, d'après certains auteurs.

Ces deux législations s'occupaient pourtant, très peu, du droit privé, le Code moldave édictant plutôt des règles de droit pénal et celui valache, des règles de droit canonique (1).

(1) C. Dissesco, *Les origines du droit roumain*.

Ces « Pravile » furent en vigueur jusqu'au xviii^e siècle.

6. On éprouva, alors, le besoin d'avoir une législation propre du droit privé, et les princes phanariotes, qui régnaient dans les Principautés, ne firent que s'adresser de nouveau aux Basilicales ; les Nouvelles de Justinien, formèrent le droit subsidiaire, les considérants d'une sentence judiciaire du temps d'Ipsilanti (fin du xviii^e siècle) nous le disent.

7. Nous nous trouvons dans la période trouble des princes phanariotes.

Il est naturel de penser que les lois et les mœurs du pays n'eurent pas grand poids pour eux.

Ajoutez qu'on ne savait même pas quelle loi fallait-il appliquer : celle des Basilicales, celle de Bysance, des Grecs ou du pays ?

*C'est pour parer à cet état, qu'Ipsilanti, prince grec, fit rédiger, en 1776, un Code pour la Valachie, pris du Manuel de Harmenopoulos, extrait des Basilicales. Ce Code contient des dispositions très intéressantes sur la transmission héréditaire ; ainsi il prévoit l'exclusion des filles dotées de la succession et n'admet leur participation au foyer familial qu'alors qu'elles faisaient une demande, pendant les opérations du partage ; conformément aux coutumes paysannes cette demande ne venait pourtant pas, les filles se contentant de leur dot. C'était ce qu'on a appelé : *privilege de masculinité*, ce vestige de l'influence slave : certains auteurs l'attri-*

bue pourtant à l'influence romaine, mais c'est très incertain ; de nos jours les zadrongas des slaves méridionaux suivent une transmission héréditaire, basée sur les mêmes principes d'exclusion des filles.

Un fait, c'est que le privilège de masculinité, quoique existant dans les mœurs paysannes de la Moldavie, n'y fut pas introduit dans sa législation écrite.

8. Nous passons sur le Code d'Alexandre Donici de 1814, peu important à notre étude, et nous arrivons ainsi à deux législations très importantes, qui furent données aux principautés roumaines. Ce fut celle de Calimach en Moldavie, de 1816, rédigée en langue grecque, quoique depuis 1727, du temps du prince Ghika, la langue roumaine était déjà introduite devant les tribunaux moldaves, et prise du Code autrichien et des Institutes de Justinien ; et celle de Caradzea, en Valachie, de 1818, toujours en langue grecque et prise des Basilicales (1).

Disons, tout de suite, que ces deux législations peuvent être considérées comme encore en vigueur, dans ce qui n'est pas prévu par la législation civile actuelle, en vertu de l'article 1912 du Code civil qui dit : les codes des princes Calimach et Caradzea et toutes autres lois civiles antérieures, ordonnances princières et instruc-

(1) C. Disssaco, ouv. cité; — N. Blaremborg, *Essai comparé sur les institutions et les lois de la Roumanie, depuis les temps les plus reculés, jusqu'à nos jours.*

tions ministérielles, des Principautés-Unies, sont abrogées, en tout ce qui n'est pas conforme aux règles prescrites par le présent Code ». On pourrait même soutenir, qu'en vertu du même article, sont encore en vigueur, sur certains points, la législation justinienne et les Basilicales.

Les Codes de Calimach et de Caradgea ont été inspirés, en dehors des législations, que nous avons citées, aussi des coutumes du pays. Sur ce point, Caradgea est très catégorique, quand il dit dans son Code : « la population roumaine, ayant en antiquité des canons relatifs au droit privé, des coutumes écrites et confuses... et les coutumes se transformaient toujours, souvent contraires aux lois romaines.... » ; ce qui atteste, en même temps, l'existence des coutumes, servant de document précieux.

Le Code de Caradgea prévoit le privilège de masculinité, dans son article 17 du 3^e chapitre de la IV^e partie. Il exclut les filles mariées, comme celles non-mariées, de la succession du père, si elles venaient en concours avec des garçons ; et ce sont seulement celles non-dotées, qui succèdent, si elles venaient seules. Dans le premier cas encore, les garçons étaient obligés de les doter. Pour les foyers familiaux, les filles ont leur part en argent.

Le Code de Caradgea prévoit, également, le droit de protimis (préemption), qu'il donne aux parents, jusqu'au 4^e degré. Ce droit, prévu aussi par le Code Calimach,

fut aboli, sans être remplacé par quelque chose de meilleur, par une loi de 1840. Il est encore conservé dans les habitudes des « razeschi », où il forme un des moyens pour la conservation de la copropriété familiale.

Nous venons de voir des coutumes et des principes dans les législations écrites, tendant, par tous moyens, à conserver le patrimoine familial ; ce n'était pas un mal, au contraire. C'est décourageant qu'aujourd'hui, on n'a plus les mêmes vues et on ne prend pas comme exemple ce qui était dans le passé.

9. *Avec l'année 1839, les pays roumains commencent à imiter la législation française.* Le Code de Commerce est traduit en 1839 et le Code Pénal le suit en 1852.

Les principes juridiques, les coutumes du pays, germes d'une vie juridique nationale, dont on a toujours tenu compte ailleurs, furent négligées.

Le Code civil, traduit du Code Napoléon français, vint compléter l'œuvre artificielle, qu'on avait commencée ; on y ajouta quelques principes de droit belge, tout en supprimant certaines dispositions françaises.

Ce fut dans les Principautés-Unies, sous le règne d'Alexandre J. Couza, que le Code civil roumain fut rédigé et promulgué. Nous allons bientôt voir dans quelles circonstances.

★★

Avant d'arriver là, il est très utile de voir les cir-

constances, dans lesquelles l'œuvre française, d'où on a pris la nôtre, a été entreprise et auxquels besoins sociaux était-elle destinée à répondre ; on verra ainsi pourquoi a-t-elle établi tel ou tel principe.

Nous faisons cette étude, pour arriver à démontrer la malheureuse influence du principe du partage égal, sur les successions paysannes, les seules que nous voulons envisager ici, à tel point qu'on a pu dire : « la France se meurt à cause du Code civil ». Nous trouverons aussi un appui à notre thèse dans les travaux préparatoires du Code civil français.

On nous dira : Mais la vie juridique roumaine a, de tout temps, admis le partage égal des successions. Oui, en droit, pas en fait, nous répondrons. Il y avait donc une bonne occasion d'écarter ce principe, même en droit. alors qu'on voulait, au temps d'Alexandre J. Couza refaire la propriété paysanne et lui donner une législation. Et puis n'oublions, qu'il y avait des coutumes qui excluaient les filles de la succession et qui admettaient des communautés familiales, deux principes qui se conversent encore dans la vie paysanne.

★★

Mais sur quoi se base le droit de succéder ? Quel est son fondement ? C'est une question, dont l'étude nous fera voir l'horizon d'un juste et solide établissement social. Est-ce la nature, est-ce l'organisation sociale, qui veulent, qu'il existe ?

*Mais ce qu'on appelle : un droit, d'où dérive-t-il :
De la nature ou de la même organisation sociale ?*

Sur l'origine du droit, en général, on peut résumer les opinions des deux principales écoles, qui s'en sont occupé, dans ce que : l'école historique place l'origine du droit, au milieu du peuple, tout comme la langue est sortie de la même source et que l'école du droit naturel la place dans un milieu surhumain, voir même divin, ce qui la conduit à conseiller l'application des mêmes principes à tous les peuples du globe terrestre, pour un égal succès.

Cette dernière opinion est contredite par les faits. Nous n'en ferons pas la critique, il nous suffit de la mentionner, comme une, qui a sûrement été suivie par notre législateur, quand il traduisit le Code civil français, pour l'appliquer au milieu roumain.

*
* *

Pour le fondement du droit de succession, on s'est demandé : est-ce le droit de succéder fondé sur un principe sérieux et indiscutable ? Et les réponses ont naturellement varié.

Certains ont dit *non*, d'autres *oui*, ENVISAGEANT CE DROIT SEULEMENT DU POINT DE VUE PERSONNEL, INDIVIDUEL.

Dans les idées de ceux qui disent : NON, la succession est un capital, qui ne peut se légitimer par un travail,

donc se trouve sans cause dans les mains de l'héritier. Pas de droit de succession donc, car, s'il est juste que le travailleur ait plus que le paresseux, et que la fortune aille du côté de celui qui en a le droit en échange de son travail, il est inadmissible que le paresseux ait une fortune non labourée et le travailleur n'ait rien, faute des circonstances. Et une école, que nous appellerons socialiste, a alors proposé le passage de toutes les successions à l'Etat, qui aura ensuite à les partager également, entre tous ses membres. Ce système serait pourtant réalisable seulement alors, qu'à côté des inégalités de fortunes il n'y aurait pas d'autre ; mais on sait très bien que les forces physiques ou morales, qualités ou défauts, bonnes ou mauvaises chances, contribuent, en grande partie, à la persistance des inégalités, parmi les hommes.

Une inégalité ne peut pas être maintenue seulement par des lois.

Dans les idées de ceux qui disent : oui, le droit de succéder est légitimé sur l'idée du droit de propriété ; si ce dernier existe, le premier ne peut pas être supprimé ; n'accordez que des droits d'usufruit et vous démolirez le droit de succession. Seulement, ceci n'est pas possible, le droit de propriété devant être maintenu pour le bon ordre, la conservation et le progrès social ; il est fondé et nous abordons tout de suite les opinions émises sur son origine et sa légitimation.

★★

Une opinion traditionnelle considère le droit de propriété comme une institution créée par le droit civil. Elle ne nous montre pourtant pas les raisons, qui ont guidé le législateur dans la création de ce droit réel.

Ces dernières ont été expliquées postérieurement, de deux manières : *par l'idée d'occupation* (des jurisconsultes), et *par celle de travail* (des économistes et philosophes).

Mais l'occupation ne peut fonder le droit de propriété que si elle-même est admise, en principe, par la législation sociale ; le cercle vicieux subsiste.

Le travail, a-t-on dit, peut moins fonder le droit de propriété, vu que la majorité des produits sont le résultat d'une série de travaux superposés, qui venant de personnes différentes devront aboutir à une propriété collective, instable et incertaine.

Le travail est rémunéré par le salaire : voilà la vérité, on ajoute. Nous inclinons pourtant à attribuer au droit de propriété, comme origine et fondement, le maximum de travail, mis dans la production d'une chose, dans une société, législativement organisée : *C'est ce maximum de travail, qui décidera de la propriété de la chose ; les LOIS SOCIALES, expression de la volonté générale, viendront confirmer cette attribution de propriété, dans l'intérêt de l'ordre social et, pour éviter l'incertitude, cause de permanents conflits.*

Mais nous voilà revenus aux lois et on nous accusera de dire la même chose : la loi admet le droit de propriété, la loi attribue ce droit à celui qui a mis le maximum de travail, c'est la loi, qui est donc toute puissante et même si vous dites qu'elle est l'expression de la volonté générale d'une société organisée, vous n'avez pas par cela démontré l'origine et le fondement du droit de propriété !

Non, nous repoussons l'accusation. Ce n'est plus la loi, qui décide sur la propriété de la chose, c'est celui qui a mis le maximum de travail. Il aura la chose, parce que c'est lui qui a travaillé le plus pour elle et parce que les autres hommes ont renoncé à elle, pour s'attribuer d'autres choses, dans la confection desquelles ils ont mis un maximum de travail. C'est très simple. Où est l'acte de renonciation ? C'est cette convention sociale qui s'appelle : loi.

★★

Donc le droit de propriété peut être fondé sur un principe juste et immuable ; comme conséquence, le droit de succession doit subsister aussi (1) et notre opinion est dans ce sens. Quant à l'idée de ceux, qui se lamentent sur les successions, échues aux paresseux, nous répondrons toujours par l'idée de propriété, due à

(1) P. Cauwés, ouv. cité, p. 123 du tome II.

un travail, accumulé dans l'espèce, qui en est le fondement. Que ce soit la famille, qui ait amassé la fortune ou que ce soit l'individu, peu importe, un principe doit subsister dans toutes ses applications.

Mais l'idée de propriété, toute seule, n'explique qu'en partie le droit de succession. Il y a un autre principe, tout aussi naturel, qui lui vient en aide : c'est celui de l'échange (1).

Je peux échanger ce que j'ai produit et que j'ai de plus, contre ce que d'autres ont produit et qui m'est nécessaire. Mais alors, je peux tout aussi bien donner, car je ne peux pas être obligé d'accepter d'équivalent si je ne veux ou si je n'ai pas besoin. Et, une fois que la faculté de donner est admise, et c'est très simple et naturel de l'être, la notion du temps, n'a rien à voir : je peux donner maintenant, comme je peux donner au dernier moment de ma vie.

Voilà comment l'idée de propriété et de donation vient légitimer le droit de succession, dans ce que nous appelons aujourd'hui la transmission héréditaire par testament.

D'ici le droit de succéder, à défaut de testament, est légitimé par conséquence, dans l'opinion dernièrement admise que la succession ab intestat n'est que le testament présumé du défunt.

Mais les choses deviennent moins claires : pourquoi

(1) P. Cauwès, ouv. cité, t. II, p. 123.

interpréter ce testament présumé en faveur de la famille et suivant des règles arbitraires ? On pourrait dire que quelques fois les parents sont trop éloignés, pour pouvoir admettre une affection de la part du *de cujus*, seul motif d'une donation présumée, et puis que le défunt, lui-même, ne faisant pas de testament, a voulu montrer qu'il n'avait pas de motifs de le faire et que donc il a entendu que sa fortune retourne à l'Etat, propriétaire des biens sans maîtres.

Mais, en dehors de ce qu'on a dit, que quelques fois le défunt a pu mourir sans avoir eu le temps matériel de faire son testament ; ou, qu'en sachant que, de par la loi, sa fortune irait à sa famille, s'il avait voulu autrement, il aurait pu le faire par d'autres moyens, que la loi lui met à la disposition, *on a encore essayé de légitimer le droit de la famille, dans la succession ab intestat, par les idées de : co-propriété et d'obligation. Certains ont dit : la propriété, que l'organisation sociale admet, n'est pas à l'individu, même si c'est le fruit de son travail ; elle est à la famille, jusqu'aux limites, que la même organisation sociale lui prodigue. D'autres ont dit : le défunt a des obligations envers sa famille ; obligations, que les traditions, croyances ou idées communes et échanges réciproques de services, n'ont fait que naître.*

Nous penchons pour la première explication, qui est plus rationnelle, la dernière n'étant que trop abstraite, ou n'aboutissant qu'à un salaire ; mais nous ne pou-

vons pas accepter cette idée de co-propriété que jusqu'à une certaine limite, vu que les parents éloignés (qui sont admis à succéder jusqu'au 12° degré, d'après la loi), n'ont plus de titre effectif à cette co-propriété.

DU POINT DE VUE SOCIAL, *le droit de succéder est encore légitimé, d'après les auteurs, parce qu'il est la seule garantie sérieuse de continuité, et un des plus grands stimulants au travail, donc au progrès social, nécessaire à une organisation sociale ; il assure, en même temps et en grande partie, la paix sociale, pour le meilleur développement de ce progrès.*

Tout ceci est naturel et palpable : l'individu dépenserait tout, pendant sa vie, si d'autres, que ceux qu'il veut ou que la loi désigne et il approuve, hériteraient ses biens. Où sera alors le progrès social, où sera l'économie et le travail des individus ? L'organisation sociale a donc aujourd'hui *l'intérêt* de tout prévoir pour son meilleur état. *Et voilà comment l'intérêt social arrive, d'après les auteurs, à être le troisième des fondements du droit de succession.*

★★

Intervient alors la question de choisir la loi, qui décidera de la dévolution héréditaire, vu que l'intérêt social vient s'ajouter à des idées de propriété et de donation, qui visent plutôt l'intérêt privé.

Nous serons, peut-être, poussés d'attribuer ce pouvoir aux lois civiles, tout aussi bien qu'aux lois poli-

tiques ; mais, ces dernières, étant moins équitables, doivent se taire dans les situations ordinaires et venir en aide, seulement, quand l'existence de la société est en péril. *Autrement, les lois civiles sont assez puissantes, pour assurer l'harmonie sociale*, en prévenant les dissensions dans les familles.

Au cours des siècles et d'après les conceptions sociales, ce furent ou les lois politiques ou celles civiles, qui eurent le dessus.

Rappelons seulement que, chez les Romains, quand leurs anciens règlements excluèrent de l'hérédité les filles, qui, par le mariage, passaient dans une autre famille, ou chez les Français, quand leurs anciennes coutumes prodiguaient, un peu partout, des privilèges, ce furent les lois politiques, qui réglementaient la vie privée.

Ce n'est que plus tard que les deux situations mentionnées furent changées, par les principes plus équitables, mais plus individuels aussi, des lois civiles. La société humaine fut changée par conséquence et ce ne fut qu'avec beaucoup de raison qu'on a dit que les lois successorales, gouvernées soit par les lois politiques, soit par celles civiles, ont une influence énorme sur la forme et l'avenir de cette société.

★★

Revenons maintenant au point de départ, et voyons les circonstances, dans lesquelles le principe de dévolu-

tion héréditaire aujourd'hui en vigueur, fut introduit en France.

Quels étaient ses antécédents et quel fut le besoin de son introduction ?

Deux systèmes successoraux existaient en France. Ils s'étaient différenciés pendant le x^e siècle, sous l'influence d'une part du droit germanique et de l'autre du droit romain.

Dans les pays de coutumes, le système successoral ne voyait que la famille, l'individu n'était pris que comme un de ses membres ; il était forcé donc, que ce dernier ne puisse disposer d'un patrimoine, qui ne lui appartenait pas en propre. Ceci fut au commencement ; aucune sorte d'aliénation n'était permise (1).

Plus tard, l'aliénation des biens propres échappa à cette restriction ; mais, dans certaines coutumes du nord de la France, on devait demander l'assentiment des héritiers présomptifs, et dans d'autres, une offre d'achat devait être faite aux parents les plus proches.

Les mêmes restrictions étaient imposées aux dispositions à cause de mort. On faisait la distinction entre biens propres et acquêts et on admettait des réserves et légitimes, assez élevées.

Dans les pays de droit écrit, le système successoral voyait l'individu, seul propriétaire de son patrimoine ; il en pouvait disposer à sa guise.

(1) G. Tasca, ouv. cité, p. 78 et suivantes.

La dévolution héréditaire suivait les mêmes principes. Pas de distinction entre les biens, la seule légitime et plus tard la réserve venue du droit coutumier mettaient des limites à une liberté absolue de disposer.

Les successions nobles suivaient la tendance de la conservation des biens dans la famille, qui était le seul moyen d'assurer pour longtemps la force de la famille et l'éclat du titre.

Dans les pays de coutumes, c'était par un droit d'aînesse qu'on arrivait à ce but, ainsi que par la renonciation des filles et ailleurs des puînés, à la succession.

Dans les pays de droit écrit, c'était par le moyen des substitutions.

Ce système vint même, plus tard, s'ajouter au droit d'aînesse, dans les pays de coutume, pour remédier aux cas de dissipation de la fortune par un aîné inhabile ou prodigue.

Les familles roturières, elles-mêmes, suivaient quelquefois même dans les pays de droit écrit, des coutumes propres, qui sauvegardaient les biens des familles, tant on en appréciait les avantages. Viollet nous donne des exemples de coutumes, où la dévolution se faisait suivant le système du droit d'aînesse. L'aîné, seul successeur, devait prendre la tutelle de ses frères et sœurs et veillait à leur entretien et éducation et du gain résulté par le travail de tous, on mariait les filles ou on établissait les garçons. On cite encore des coutumes, où une certaine légitime, très restreinte d'ailleurs, était résér-

vée aux puînés. Ailleurs, c'était seulement la maison et ses dépendances, qui allaient généralement à l'aîné, le reste se partageait également.

Voilà, en principe, ce qui était en France avant 1879.

Sous la poussée des vagues d'une révolution sanglante, les idées philosophiques du XVIII^e siècle, qui se résumaient dans les principes de liberté, d'égalité et de fraternité, triomphèrent. Tout le passé fut oublié et une vie nouvelle devait être créée ; ce fut le grand défaut.

La Constituante, par un décret de 8 avril 1791, confirma la suppression du droit d'aînesse, ou d'autres privilèges successoraux, faite déjà du 15 août 1790, et en même temps adopta le système de l'égalité dans le partage des successions..

Dans la propriété, on supprima toute différence entre domaine utile et éminent et parce que les substitutions s'opposaient à la liberté, qu'on voulait partout, le 25 octobre et 15 novembre 1792 on décréta leur interdiction ; on permit alors seulement celles déjà ouvertes et pour une seule génération. Les exhérédations furent également interdites. Toutes inégalités dans les successions ab intestat, comme dans celles testamentaires, furent ainsi écartées.

On voulait la destruction des grands domaines et ce but avait inspiré des moyens efficaces. *Mais a-t-on fait d'exception pour les petits ? A-t-on établi un système spécial, aboutissant à leur conservation ?*

Non, et voilà la partie faible d'une solution, qui ne

peut être uniforme. Le Code civil a décrété l'égalité sur toute la ligne ; celle-ci fut une cause de ruine des petites propriétés. *Était-ce, au moins, un mal nécessaire ?* C'est ce que les circonstances de la confection du Code civil, ainsi que les discussions et rapports qui ont eu lieu, à cette occasion, vont nous renseigner.

La confection du Code civil français est visée par le décret du 5 juillet 1790 de l'Assemblée Constituante, qui s'exprime : « les lois civiles seront revues et réformées par les législateurs et qu'il sera fait un Code général de lois simples, claires et appropriées à la Constitution. »

Nous passons sur les autres circonstances de la confection pour arriver aux rapports des auteurs du Code civil, ainsi qu'aux observations des divers Tribunaux, auxquels le projet avait été soumis. Nous mentionnerons seulement ce qui se réfère à notre sujet et nous le faisons, pour y puiser des arguments, au profit de nos solutions et pour les opposer à nos adversaires.

Dans le discours préliminaire sur le projet du gouvernement, on disait : « mais les lois, qui ne peuvent gouverner, que par des principes généraux constants et absolus, ne doivent-elles pas, pour les circonstances variables de la vie, laisser quelque chose à l'arbitrage du citoyen ? Est-il convenable de priver un homme dans ses derniers moments du doux commerce des bienfaits ?

Un collatéral vieux et infirme ne languira-t-il sans secours et sans ressource, si ceux, dont il pourrait

s'entourer, sont sans espérance ? Que deviendra le lien de la parenté dans les degrés éloignés, s'il n'est fortifié par d'autres liens ?... Ne faut-il pas une sanction aux vertus domestiques, à l'autorité des pères ?... *Suivant la position, dans laquelle se trouve une famille, le partage égal des biens entre les enfants ne deviendra-t-il pas, lui-même, la source des plus monstrueuses inégalités ?... De plus, n'y a-t-il pas des fortunes, dont le partage a besoin d'être dirigé par la sage destination du père de famille.* » (1)

Conséquent à ces idées, le projet du gouvernement, dans l'article 138 (devenu le 1075 actuel), ajoutait à la rédaction d'aujourd'hui, ces mots, *qui ont été retranchés dans la suite* : « soit en désignant la quotité des parts et portions, qu'ils assignent à chacun d'eux, soit en désignant les biens de telle ou telle nature, qui composeront les lots ; » disposition très importante et utile pour l'efficacité d'un partage d'ascendants.

Les divers Tribunaux s'exprimaient ainsi, en proposant des modifications au projet du gouvernement, sur le sujet qui nous préoccupe :

Le Tribunal d'Appel d'Aix, dans un rapport très documenté, s'exprime : « On a reconnu qu'il était des fortunes, dont le partage a besoin d'être dirigé par la sage destination du père de famille... On doit recon-

(1) Voir à ce sujet et sur ce qui suit, l'ouvrage de Fenet : *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil.*

naître également qu'il est, dont le partage matériel et en nature en entraînerait la dégradation. Divisez une ferme médiocre... vous aurez des petites propriétés sans valeur... Vous serez forcé de multiplier les servitudes réelles, car il est rare que dans un corps de ferme, il y ait pluralité d'objets nécessaires à l'habitation et à l'exploitation... Tous les deux seraient plus riches, si la ferme était échue à un seul, qui eût compté à l'autre la valeur de son lot...

... La raison d'Etat se réunit ici à la raison d'équité... La division matérielle attache tous les co-partageants à la glèbe, elle les condamne à végéter sur le sol, qui les a vus naître... Il les détournera des arts et du commerce, auxquels ils ne pourraient se livrer qu'en abandonnant le patrimoine, qu'il leur destine... »

En ce qui concerne le partage par experts, prévu dans le projet, à défaut de celui d'ascendants, le Tribunal d'Aix le trouve pire pour les enfants, dont on ne peut ainsi apprécier les aptitudes.

On demande aussi un chapitre pour l'exhérédation, qu'on propose dans quatre cas.

Le Tribunal d'appel d'Angers trouve que la faculté laissée au père d'avantager un des successibles engendre des discussions dans les familles.

Le Tribunal d'appel de Limoges est pour l'égalité : « le vœu de la nature », dit-il.

Le Tribunal d'appel de Lyon, relativement à l'art. 147 du projet (partie du 832 actuel), dit : « cet article est

très important, *mais il est encore très important de prévenir la subdivision excessive des terres labourables...* »

On prévoyait donc d'alors les mauvaises suites d'une égalité en nature, pour les petites propriétés paysannes et on proposait un remède, qui malheureusement n'a pas été écouté.

Nous approuvons aussi la disposition d'un article 146, conçu par ce Tribunal, ayant trait à l'action en rescision du partage d'ascendants : « *l'action, ci-dessus, ne pourra être intentée sur le fondement qu'un des co-partagés n'a dans son lot qu'une nature de biens, au lieu d'une autre, pourvu que ce qui lui a été assigné, dans le partage..., égale, en valeur, l'intégrité de sa part légale dans la portion non disponible ;* » disposition, qui écarterait les obstacles, qui s'opposent aujourd'hui au bon résultat d'un partage d'ascendants.

Le Tribunal d'appel de Montpellier est pour la libre disposition des biens, donc pour la liberté du père d'avantager un de ses enfants, ou de le punir : « l'âge, le sexe, les infirmités et les talents des enfants, tout pourra entrer en balance dans les libéralités du père et dans la sage distribution de ses biens. »

Le partage du père, dit le Tribunal, écartera celui du juge ou les licitations, qui emmènent le morcellement des propriétés, « avec l'inconvénient des servitudes, qui en résultent et la diminution des moyens d'exploitation... Tous ces inconvénients graves pèsent surtout sur l'agriculture et on ne doit pas perdre de

vue que la France est plus agricole que commerçante » (d'autant plus la Roumanie, où les agriculteurs sont dans la proportion de 82.5 % de la population totale).

Le Tribunal est aussi pour l'extension de ce partage d'ascendants ; « du reste, on connaît assez l'usage où sont les commerçants d'associer leurs enfants à leur négoce et d'avantager considérablement les filles, qu'ils marient. C'est là un partage, qu'ils font de leur fortune entre leurs enfants », dit le Tribunal.

Le Tribunal d'appel d'Orléans est pour l'égalité, qui est : « l'âme des partages », dit-il.

Le Tribunal d'appel de Paris montre la complexité d'une solution, car « l'esprit de la Constitution appelle la division, les localités la repoussent, car s'il convient à une République d'avoir des citoyens, dont les fortunes se rapprochent par leur médiocrité et entre lesquels on n'aperçoive, autant qu'il se peut, ni riches, ni pauvres ; *les riches*, d'autre part, *sont à désirer* et il en faut dans un Etat.... C'est, en effet, dans la main des riches que se trouvent essentiellement tous ses moyens de prospérité ; ce sont les riches, qui emploient et font travailler les artistes ; qui forment les **grandes** entreprises de commerce ; qui, par des essais utiles, mais souvent ruineux pour leurs auteurs, ouvrent de nouvelles routes à l'industrie ; la culture même des terres, pour s'élever au degré de splendeur, dont elle est susceptible, demande et présuppose de grandes avances, qui ne peuvent être faites que par les riches ».

La loi, ajoute le Tribunal, ne doit pourtant blesser ni le sentiment naturel, ni aucun de ces intérêts fondamentaux de la Société.

Une bonne disposition, qu'il propose, c'est de fixer la légitime à la moitié de la portion héréditaire, dans tous les cas.

Le Tribunal d'Appel de Rennes est pour l'égalité, dans l'intérêt de laquelle, il écarte même la faculté de dispenser de rapport.

Le Tribunal d'Appel de Riom est pour l'admission du droit d'exhérer, comme l'arme la plus naturelle et la plus puissante, des parents. Il laisse aux juges le droit d'arbitrer, pourtant, si l'exhérédation a été faite sur des justes motifs.

Le Tribunal d'Appel de Rouen demande la suppression de la faculté de rescinder les partages faits par les majeurs, qui se sont répartis eux-mêmes leurs parts.

On a objecté, ajoute le Tribunal, que ce sera mieux de laisser toute la liberté de disposition aux pères, en les obligeant de faire apprendre un métier à leurs enfants ; mais ceci ne sera pas possible dans la classe sociale des propriétaires, où si le père est ruiné, les enfants deviennent « des vauriens et des sujets dangereux ».

Ce furent les principales critiques faites par les divers Tribunaux au projet du gouvernement.

Dans ce qui suit, nous allons séparer les discussions

et rapports sur les articles, qui prévoient l'égalité des lots, de ceux, qui s'occupent du partage d'ascendants. Nous le faisons dans l'intérêt de la clarté.

La partie du projet, qui visait les articles 826, 827 et 832 du code civil actuel, qui nous intéressent, fut communiquée officiellement au *Tribunat*, le 12 avril 1803 et le rapport fut fait le 16 du même mois, par *M. Chabot*. Il dit : « il n'y avait rien de recommandable que l'égalité du partage entre les enfants.... Cette égalité est un droit de la nature elle-même, etc... » « Nous n'entendons pas que la volonté de l'homme soit liée à cette égalité rigoureuse..... Il peut avoir des raisons particulières d'affection, de reconnaissance ou de bienfaisance ». « Mais », s'empresse-t-il d'ajouter : « la loi ne peut permettre que ces raisons deviennent exorbitantes et contraires à l'ordre social ».

Finissons par dire que cette partie du Code fut promulguée par une loi du 29 avril 1803.

Pour la partie qui visait le partage d'ascendants, le projet fut soumis à l'approbation du Conseil d'Etat. Là, *Maleville* disait : « et combien il importe de laisser à la prévoyance et à la tendresse éclairée des pères de famille la distribution économique de leurs biens, suivant la position de chacun de leurs enfants et de ne pas les réduire à la simple faculté d'un prélegs *en livrant le reste des biens à un morcellement, que le caprice peut rendre désastreux et bizarre.* »

Le projet fut ensuite présenté au Corps Législatif et

Préameneu fit l'exposé des motifs : « lorsque la loi et la nature l'ont établi (le père de famille) le chef et le magistrat de sa famille, il ne peut exercer ses droits et ses devoirs, s'il n'a pas les moyens de récompenser les uns, de punir les autres, d'encourager ceux qui se portent au bien, de donner des consolations à ceux qui éprouvent les disgrâces de la nature ou les revers de la fortune... A qui donc pourrait-on confier avec plus d'assurance la répartition des biens entre les enfants, qu'à des pères et mères, qui mieux que tous autres en connaissent la valeur, les avantages et les inconvénients; à des pères et mères, qui rempliront cette magistrature, non seulement avec l'impartialité des juges, mais encore avec ce soin, cet intérêt, cette prévoyance, que l'affection paternelle peut seule inspirer.... C'est ainsi qu'il peut éviter les démembrements, conserver à l'un de ses enfants l'habitation, qui pourra continuer d'être l'asile commun, réparer les inégalités naturelles ou accidentelles : en un mot, c'est dans l'acte de partage, qu'il pourra, le mieux, combiner et en même temps réaliser la répartition, la plus équitable et la plus propre à rendre heureux chacun de ses enfants. »

Le Corps Législatif envoya le projet au Tribunat et *M. Jaubert* fit le rapport, le 29 avril 1803. Il disait : « Presque partout on reconnaissait qu'il était juste de laisser au père les moyens de retenir auprès de lui un enfant, pour consoler sa vieillesse... Plus les fortunes sont bornées, plus ces considérations sont fortes.... Que

celui, qui veut succéder, sache le mériter ; laissez un libre cours aux affections.... »

Le décret d'adoption fut donné le 3 mai 1803 et cette partie du Code civil fut promulguée par une loi de 13 mai 1803.

La question, qui se pose immédiatement, est celle de savoir quelle a été la suite de la promulgation du Code civil français ?

Le Code civil prévoit le partage égal des successions et demande que les lots, égaux, soient composés de biens de *même nature* et valeur.

Cette disposition a contribué et le fait encore, avec une grande puissance, au morcellement obligatoire des fortunes. — C'est surtout la propriété foncière, qui en souffre, car elle se divise en un grand nombre de lots, que leurs possesseurs conservent avec peine, s'ils sont petits ou que les mêmes doivent vendre, s'ils suffisent, à peine, à payer les nombreuses formalités d'expertises, inventaires, tirages au sort, licitation ou autres et les colossales taxes successorales, qui pèsent si lourdement sur les petites propriétés.

Les principes du Code civil sacrifient donc la petite propriété et la stabilité des familles, par conséquence. Le partage d'ascendants, comme il est organisé, n'est pas un remède, car on ne peut jamais être sûr que l'œuvre reste entière, tant il y a des moyens de la détruire.

A côté des dispositions législatives, la Pratique et

la Jurisprudence, dans l'exagération du principe d'égalité, ont empiré la situation.

Des auteurs ont soutenu pourtant l'égalité qu'ils trouvent conforme à la vie sociale et aux mœurs françaises(1). Nous leur répondons que cela n'a pas été tout à fait ainsi avant la révolution et qu'il n'est pas bien sûr, qu'aujourd'hui même, pères de famille, plus soucieux du bon état des siens, n'arrivent par différents moyens à garder le patrimoine intact.

Le Code civil, par la main de ses auteurs, ne s'est pas occupé de l'égalité en valeur, qui au moins pourrait être soutenue, mais de celle en nature, matérielle. C'est par ce défaut de principe qu'il aboutit à décourager les propriétaires à détruire les biens, les familles et l'Etat par conséquence.

Il se contredit en admettant des réserves et des quotités disponibles et par le système de la fente, à côté de la représentation, telle qu'elle est organisée, il ne fait qu'aggraver le morcellement des propriétés.

Quelles ont été et *quelles sont les critiques qu'on peut faire au système du partage égal dans les transmissions héréditaires ?*

On peut grouper ces critiques en trois : d'ordre *politique, social et économique* (2).

(1) P. Canwés, ouv. cité, t. II, p. 155 et suivantes.

(2) Voir l'opinion favorable au partage égal des successions de M. P. Cauwès, dans le t. II, p. 167 et suivantes de l'ouvrage cité.

Les critiques d'ordre politique peuvent être :

a) Le système emmène *la destruction de la force de la classe nobiliaire.*

La classe aristocratique étant nécessaire dans un pays, cette critique a une grande force. L'égalité détruit la grande propriété, comme la petite ; la destruction de la première emmène celle des familles qui la possèdent, donc de la classe nobiliaire du pays.

b) *l'instabilité électorale.* Cette critique dépend pourtant du mode d'organisation de la représentation populaire ; on l'écartera par un système de suffrage universel non-censitaire, seul rationnel et conforme au contrat de la base de la société.

Les critiques d'ordre social peuvent être, d'après les auteurs, que ce système : a) aboutit à détruire dans les enfants tout intérêt d'obéir aux ordres du père ; donc, à faire périr l'autorité paternelle, seule base solide de la famille moderne.

On sait qu'il est de toute importance que le père puisse se faire obéir, en corrigeant les défauts de ses enfants. Il aboutira plus sûrement par le pouvoir, qu'il aurait, de partager les biens familiaux, à sa guise, car il sera le seul en état d'apprécier les facultés, talents ou goûts de chacun de ses enfants ; en donnant tout aux capables et en réservant des créances ou soultes pour ceux qui ne le sont pas, il aura rempli la plus équitable et la plus juste mission.

On nous fait remarquer qu'un système de liberté

testamentaire sera pire pour la vie de famille, qui sera à tout moment troublée parce qu'on aura favorisé un incapable. Il est pourtant peu certain que cela s'accomplisse, car le bon père de famille ne fera qu'éviter ces troubles et la désorganisation de sa famille, qui en serait la conséquence.

Mais ce système pousse, en même temps, à l'abandon ou aux mauvais traitements d'un parent âgé, pauvre ou infirme.

L'espérance, qu'un système opposé ferait naître, empêchera tout cela et contribuera ainsi à fortifier les relations de famille.

b) *Constitue un péril pour la petite propriété* et est donc contraire aux principes sociaux, qui doivent conserver tout ce qui est utile à la société ; la propriété répartie dans toutes les couches sociales est une garantie de prévoyance, de paix et de moralité sociale.

c) *Constitue une atteinte à la liberté de l'individu sur sa propriété*, que le contrat social lui avait promise.

Mais les plus importantes critiques sont celles d'ordre économique.

On peut les énumérer ainsi :

a) *Le système actuel détruit l'esprit d'initiative et de travail.* En effet, en assurant l'enfant d'une partie de la succession paternelle, on lui assure l'avenir ou, au moins, on le lui fait voir ainsi ; toute activité productive est ainsi détruite. La liberté testamentaire a, au contraire, donné à la jeunesse anglaise et américaine cette impulsion au travail et au gain.

On a essayé de répondre que tout dépend de la race et du milieu et que l'éducation ne vient qu'ensuite. On ne peut nier cette vérité, mais n'oublions pas que le milieu est influencé, sinon formé, par la législation sociale et que la race s'incline devant un milieu consolidé.

b) *Le système actuel conduit à la stérilité des mariages, à l'affaiblissement de la race et de son expansion.*

On a fait le raisonnement suivant : d'un côté, les fortunes diminueront, car les enfants, assurés de l'avenir, ne songeront plus au travail et à l'économie et d'un autre les familles ne voudront pas céder leur rang social.

Un auteur : M. Guyau (1) dit même : le paysan n'admet plus la division de son champ que le gentilhomme n'admet pas l'aliénation du château de ses ancêtres : tous les deux aiment mieux mutiler leur famille, que leur domaine ; on arrive à la stérilité dans les mariages, stérilité que le système de quotité disponible, variant avec le nombre des enfants, ne fait qu'accroître.

D'autres auteurs ont pourtant contesté que la diminution de la natalité serait la conséquence de ce seul principe et ils ont donné des exemples du Sud-Est et du Sud-Ouest de la France, qui accusent la natalité la plus réduite, quoique dans ces régions avaient, de tout temps, prévalu des droits d'ainesse et de masculinité ;

(1) Cité par M. Ch. Arion, ouv. cité, p. 16.

ils ont opposé ces constatations à celle faite sur la Belgique, qui avec les mêmes principes égalitaires accuse, au contraire, une natalité supérieure à l'Angleterre, aux Etats-Unis, à l'Italie ou à l'Espagne.

M. Cauwès nous dit également que ce sont les exigences croissantes de bien-être et de luxe, qui sont l'obstacle le plus réel aux familles nombreuses ; il faut d'ailleurs penser, ajoute-t-il, que si les parents avaient une liberté testamentaire illimitée, les enfants ne pouvant compter sur une fraction de l'hérédité paternelle, se marieraient plus difficilement, ou plus tard : ce serait là une cause directe d'affaiblissement de la population (1).

Nous ne croyons pas que le seul principe de l'égalité dans les partages successoraux soit la cause unique de la dépopulation du pays ; il y a beaucoup d'autres, encore. — Mais quand ce principe en est une des causes, il faut le changer, comme il faut remédier tout autre.

Quant à l'exemple de la Belgique, nous le prenons comme isolé, donc sans intérêt pour le problème.

c) *Le système actuel détruit la stabilité des exploitations agricoles, industrielles ou commerciales, par leur maintien, dans un état d'incertitude et par la pulvérisation de la propriété.*

Le capital amassé, œuvre du père, se perd à sa mort et sa perte entraîne celle de l'exploitation, que le père

(1) P. Cauwès, ouv. cité, t. II, p. 169, note 1.

dirigeait. En envisageant les exploitations agricoles, leur réussite dépend, en premier lieu, de l'étendue de terre, sur laquelle elle se poursuit et on sait, très bien, que même dans les régions de culture intensive et d'une terre de grand rendement, trois ou même quatre hectares sont encore insuffisants pour la nourriture d'une famille. Le paysan réduira son exploitation à ce qu'elle peut lui donner vite et aisément et l'économie générale du pays en souffrira. Le développement de l'agriculture sera difficile ou nul ; mais, en même temps, une grande quantité de travail restera perdue pour la société et pour le pays.

Cette destruction des exploitations agricoles et le morcellement de la propriété foncière *ont eu encore cette mauvaise conséquence de multiplier les servitudes réelles et de diminuer les moyens d'exploitation, d'aboutir, enfin, à l'abandon de la terre*, si les besoins de la vie ou de chers souvenirs de famille n'ont pas été assez forts pour retenir ces malheureux ; mais alors, ils furent esclaves de leur petite parcelle. Ceux, qui sont partis dans les villes, n'ont fait qu'augmenter le dangereux prolétariat et illustrer la misère.

En faveur de l'égalité dans les partages héréditaires, on a fait des discours : elle est conforme à la justice, au vœu de la nature, à l'ordre et à la morale sociale ; elle maintient la paix dans les familles et dans la société ; elle évite partout la jalousie, la haine... etc. Ce n'est que de la philosophie.

Elle fait du mal dans une de ses applications, à quoi bon la retenir, à quoi bon la vouloir ?

.*.*

Quelles ont été les quelques réformes, introduites en France, postérieurement au code civil, sur ce qui nous intéresse ?

Le chapitre des Substitutions en vit une en 1807, faite par Napoléon, dans le désir d'assurer sa postérité. La disposition ajoutée fut : « Quand Sa Majesté croira convenable, soit pour récompenser pour grands services, soit pour exciter une émulation utile, soit pour concourir à l'éclat du trône, elle pourra autoriser un chef de famille de substituer ses biens libres pour former la dotation d'un titre héréditaire, que Sa Majesté s'érigerait en sa faveur, réversible à son fils aîné ou qui va être né et de ses descendants en ligne directe, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture ».

Celle-ci tomba avec Napoléon.

En 1826, on tenta également de rétablir, en France, le droit d'aînesse, mais des oppositions diverses empêchèrent la réussite du projet.

Une loi sur les substitutions réussit pourtant le 17 mai 1826 et plus tard une loi de 12 mai 1835 sur les majorats vint s'y ajouter.

Elles furent abolies dans la suite.

Ce n'est qu'entre 1860 et 1865 et sous l'influence des idées de Frédéric Le Play, qui montrait la désorganisation et la destruction de la propriété foncière, qu'eut

lieu un mouvement de l'opinion publique et en 1865 le baron Veauce demanda une extension de la liberté testamentaire ; sa proposition fut pourtant repoussée par le Sénat. En 1867, le gouvernement, lui-même, vit son projet, qui abolissait l'obligation de tirage au sort et de vente des biens meubles, en face d'héritiers mineurs, également repoussé. Un projet donnant droit au père de partager sa fortune, sans la limitation de l'article 826, vint en 1869, dans des situations malheureuses pour la France.

Enfin, jusqu'à nos jours, le régime successoral du code de 1804 est conservé tel qu'il a été alors établi.

* * *

C'est la législation française que les Principautés-Unies se donnèrent, en 1864, sous le règne d'Alexandre J. Couza. On sentait alors le besoin d'une législation ; mais, au lieu que le peuple roumain soit lui-même l'auteur des lois, qui devaient le conduire, en vertu de ce droit, que le contrat social devait lui assurer et lui garantir, au lieu que les coutumes aident l'œuvre législative, on ne fit que copier en 1864 la législation française de 1804.

L'esprit de progrès, dont parle un rapport du ministre de la Justice du 24 décembre 1864, qui présentait au Prince le Code tout fait, ne fut qu'un modelage de cette législation.

Les circonstances de la confection du Code civil rou-

main peuvent être résumées ainsi : le 11 juillet 1864 Alexandre J. Couza demande, aux législateurs roumains, un Code, pris de la législation italienne. La commission, composée de MM. Strat, Calimach, Vernesco, Apostoleanu et Creteanu, ne fit que traduire le Code civil français, avec quelques modifications et éliminations.

Cette œuvre s'accomplit en moins de deux mois : du 10 octobre au 4 décembre 1864 ; elle ne fut pas soumise aux Corps Législatifs, mais fut décrétée par le prince, pour être mise en application le 1 juillet 1865, terme prolongé ensuite jusqu'au 1 décembre 1865.

Elle fut une œuvre artificielle, car elle ne s'inspira du tout des coutumes du pays, que les autres législations du pays, voire même celles byzantines, eurent en vue. Les coutumes ne viennent aujourd'hui que comme droit supplétif, l'art. 1912 du Code civil ne les abrogeant qu'en ce qu'elles sont contraires aux principes législatifs admis par ce Code.

Ce fut donc cette conception bizarre sur une origine divine du droit, qui le ferait applicable partout avec le même succès, qu'ont eue les législateurs roumains de 1864 et leur travail d'imitation n'aboutit qu'à une œuvre toute nouvelle pour le peuple roumain.

Les articles 826, 827 et 832 du Code civil français deviennent les 736 et 741 du Code civil roumain ; les substitutions fidéicommissaires jadis admises dans les Principautés roumaines, par le Code d'Andronachi

Donici et les Codes Calimach et Caradgea, furent abrogées, comme dans la législation française ; le privilège de masculinité et l'obligation des parents ou du frère de doter et marier les filles, également ; les coutumes de communauté familiale, ces « maison X » ou « héritiers X », comme on dénommait ces communautés, furent passées sous un complet oubli.

On n'a même pas songé que la petite propriété paysanne, constituée, à peine, pendant la même année, devait subir l'effet de cette malheureuse égalité dans les transmissions successorales. Et, par ceci, l'utilité même de la loi rurale de 1864 fut réduite à une seule génération, qui put en profiter. C'est pourquoi la propriété paysanne roumaine est extrêmement réduite aujourd'hui.

10, *On a essayé de réagir plus tard contre cette mauvaise situation faite aux paysans ; économistes, publicistes, hommes politiques et jurisconsultes ont voulu enrayer le danger du morcellement, qui avançait d'un pas si rapide. Un système de bien de famille dans le genre de celui des ankerbenrechts de quelques provinces allemandes fut même proposé et M. P. P. Carp présenta aux Corps Législatifs un projet d'initiative parlementaire, le 11 décembre 1879, visant la déclaration de l'inaliénabilité et l'indivisibilité des terres paysannes. L'exposé des motifs de ce projet de loi disait : « le partage des propriétés, imposé par nos lois successorales, est une cause, non moins puissante, d'af-*

faiblissement de l'élément paysan. La petite propriété en est brisée et disparaît sans profit pour personne. En France, ce système a produit des effets désastreux, que tous ressentent, mais dont l'écart est empêché par des préventions, plus puissantes même, que la conséquence d'une vraie calamité nationale.

L'Allemagne, moins accessible à des théories générales et égalitaires, qui correspondent peut-être à l'idéal humain, mais qui sont en contradiction palpable avec le caractère réel des choses, a compris où est la vérité et le Parlement allemand[†], non seulement qu'il a repoussé les essais faits de détruire les lois d'indivisibilité qui dirigeaient les ainsi nommés : « bauernhöfe »..... mais a reçu la loi de M. Schorlemer, acte qui étend le système de l'indivisibilité aux autres provinces.... »

Le projet était ainsi conçu :

a) *On déclare inaliénables et indivisibles toutes les terres paysannes de Roumanie.*

b) Par terre paysanne, on comprend les propriétés rurales, qui ne dépassent pas 30 « pogone », en Valachie, et 10 « faltschi », en Moldavie, et qui sont aujourd'hui possédées par des « razeschi » (moschneni) ou par des anciens « clacaschi ».

c) *La succession de la terre paysanne revient de droit au fils aîné, ou à son représentant direct, d'après le droit de primogéniture, en tant qu'il est de sexe masculin. A défaut d'héritier mâle, hérite la fille aînée,*

et à défaut d'héritier direct le plus âgé de ceux en droit d'après les règles établies par le Code civil.

d) Si, par héritage ou mariage, plusieurs terres deviennent la propriété d'un seul, *elles peuvent être laissées à plusieurs héritiers*, conformément au droit commun, de sorte pourtant que jamais la subdivision soit moindre, que la grandeur primitive d'une terre paysanne. Dans ce cas, le fils aîné hérite la terre la plus étendue.

e) Celui, qui aura hérité tout l'immeuble, conformément à l'art. 4, ou sera le principal héritier, conformément à l'art. 6, est obligé de fournir des aliments à ses grand-père et grand-mère, au consors du défunt et à ses frères, jusqu'à leur majorité.

Une remarque que nous faisons à cet article, c'est que cette obligation est trop lourde ; elle pourrait se restreindre au profit des frères et sœurs, seulement jusqu'à un âge moins avancé, car à la campagne à l'âge de 18 ans on peut trouver du travail.

f) Quand la succession d'une terre paysanne devient vacante, la terre est vendue, par le juge de paix, à la licitation, au profit de la commune. Ne seront admis à la licitation que les paysans qui ne possèdent pas de terre.

g) Toute autre fortune des paysans, en dehors de l'immeuble rural et des constructions, qui s'y trouvent, est héritée et partagée, conformément aux dispositions du Code civil.

Signé : F. Maioresco, P. S. Aurelian, Al. I. Popesco, P. P. Carp, I. Agarici, Colonel Calinesco, N. Cartargi, C. Negrutzi.

Projet admirable, que nous approuvons.

Mais ce projet ne réussit pas.

11. C'est seulement par la révolte de 1907 que le peuple cria sa nécessité. La transmission héréditaire des propriétés paysannes devait être assise sur des nouvelles bases.

Le législateur roumain avait à choisir entre plusieurs systèmes. Il pouvait admettre l'indivisibilité facultative des propriétés paysannes, comme dans le système des Hoeferollen allemandes ; l'indivisibilité forcée avec un droit, pour le père, de désigner son successeur ; ou la même indivisibilité forcée, mais en fixant lui-même l'héritier.

Il admit dans une loi pour la création d'une Caisse rurale, mise en application le 1 mai 1908, le système de l'indivisibilité forcée pour des lots de terres de certaine étendue, mais avec un système, de transmission successorale, tout spécial.

C'est pour la première fois, qu'on posa en Roumanie le principe de l'indivisibilité des lots paysans, absolument nécessaire. On le fit seulement pour les lots achetés de la Caisse Rurale ou par son intermédiaire, sans avoir eu le courage de le faire pour la totalité des terres paysannes ; pour ces dernières, achetées ou données par la loi de 1864 et toutes les autres qui ont

suivi, on admit seulement une indivisibilité facultative, laissée au bon vouloir et à l'accord unanime de tous les cohéritiers (article 68 de la loi).

L'article 61 de la Loi pour la création d'une Caisse Rurale prévoit l'indivisibilité des lots de terre de 5 hectares, qu'ils soient transmis par vente, donation, héritage, avec ou sans testament.

Il décide encore que les propriétés de deux ou plusieurs lots ne pourront jamais être divisées en portions moindres à 5 hectares.

D'après le même article, la dévolution des lots se fera comme suit :

Si le nombre des héritiers est plus grand que celui des lots, le lot ou les lots seront attribués *en pleine propriété* à un seul d'entre eux ou à un nombre d'héritiers, égal à celui des lots.

Si les héritiers tombent d'accord sur celui ou ceux qui doivent devenir les propriétaires des lots (les mineurs et interdits étant représentés par les tuteurs ou curateurs et les femmes mariées par leurs maris, sans l'accomplissement d'aucune formalité), ils se présenteront devant le juge de paix, qui dressera procès-verbal, constatant cet accord.

Il est important d'arrêter notre attention sur cet article 61, qui en changeant le principe de transmission héréditaire, change également celui de la représentation, qu'il rend tout à fait facile, pour l'avantage de la classe paysanne.

Pourquoi ne fait-on pas de ces remaniements, des principes législatifs, inscrits dans la législation commune du pays ?

L'article 62 nous dit ce qui se passera dans le cas, que les parties ne tombent pas d'accord ; dans ce cas après la demande de chacune des parties intéressées ou du directeur de la Caisse Rurale, le juge de paix, dans quinze jours de la demande, citera les parties par une citation collective, sur le nom de la succession. Il essayera de mettre les parties d'accord sur la personne ou les personnes, qui deviendront les propriétaires des lots et sur le prix, qu'ils paieront, *comme soultes* aux autres.

Si les parties ne tomberont pas d'accord, le juge procédera au tirage au sort du lot ou des lots entre les héritiers, qui désireront devenir propriétaires, fixant même la soulte à payer, en cas de désaccord.

Procès-verbal de tout cela sera dressé et par l'intermédiaire de la Caisse Rurale sera envoyé au Tribunal de la situation de l'immeuble, pour être transcrit dans les registres des mutations de propriété.

L'article 63 nous montre que, si aucune des parties ne veut prendre le lot ou les lots, ils seront vendus à la licitation, où à côté des cohéritiers seront appelés les paysans des communes, situées dans un rayon de cinq kilomètres.

L'article 64 vient ajouter que la Caisse Rurale a le droit de faire cesser un état d'indivision (qui est très

fréquent, nous pouvons le dire ; la nécessité même de cet article nous le prouve), qui durerait plus de deux ans.

Mentionnons aussi *l'article 65*, qui prévoit que celui qui prendra le lot ou les lots, prendra aussi l'entière dette envers la Caisse Rurale et il payera la portion successorale des autres cohéritiers, pendant un terme de trois ans, avec un maximum d'intérêts de 6 % par an (taux que nous trouvons trop élevé, dans les relations paysannes, avec la sûreté que celles-ci peuvent procurer).

Les cohéritiers ont en plus, dit *l'article 67*, un privilège sur les lots, qui vient immédiatement après l'hypothèque de la Caisse Rurale.

Ce sont, en principe, les dispositions les plus intéressantes de la loi de 1908, qui a fait un grand pas dans la voie du progrès, établissant une indivisibilité des propriétés paysannes, nécessaires à l'entretien des familles, prévenant la misère, au moins d'une partie de la classe paysanne, de celle qui sera devenue propriétaire par la Caisse Rurale. Il est regrettable que le même législateur laisse pour la plus grande partie de cette même classe, une faculté de déclaration d'indivisibilité, par un concours unanime de tous les cohéritiers, chose très difficile, sinon impossible, à obtenir pour les pauvres, qui attendent leur parcelle avec l'impatience du besoin, au lieu de décider l'indivisibilité obligatoire de toutes les terres paysannes de 5 hectares, comme un principe

général, en réformant ainsi le présent et en assurant l'avenir. On aurait réparé la faute de 1864, trop tard, mais pas assez tard, pour que toute l'œuvre d'alors soit détruite.

SECTION TROISIEME
SOLUTIONS PROPOSÉES

Avant d'aborder nos opinions sur les réformes, qu'il faut au plus vite faire, dans l'intérêt de la classe paysanne, résolvons d'abord *le problème préalable de savoir laquelle des trois sortes de propriété : grande, moyenne ou petite, est la plus nécessaire au progrès de l'Etat* ou si toutes le sont en égal degré. Quelles sont les critiques, qu'on peut faire à chacune, quand on se met du point de vue de l'accomplissement de l'idée de contrat social. Il est évident que nous n'apprécierons pas les différentes sortes de propriétés d'après l'étendue des terrains, car ce ne sera pas une commune mesure à toutes les régions ; ce sera plutôt l'importance de l'exploitation agricole, mettant à profit tous ses moyens, comme capital, nature des produits et productivité du sol, qui fixera les limites.

*
* *

On s'est plu à démontrer l'importance des riches dans un Etat. Sans employer les mêmes expressions, bornons-nous à reconnaître leur utilité, en vue de la prospérité sociale, dont ils fournissent les moyens. Dans les arts, industries, commerce, inventions et agriculture, ce seront les riches, qui pourront faire plus de sacrifices d'argent et qui pourront attendre patiemment les résultats.

a) L'exploitation agricole sera toujours meilleure sur les terres des riches, seuls pouvant mettre à profit les cé-

couvertes de la science. *Les grandes étendues de terre* seront les seules à se prêter à ces expériences et voilà comment, par l'amélioration des exploitations et des cultures, par la fertilité, qu'elles ont dans un plus haut degré, par l'emploi du capital et de la science, elles sont nécessaires à la prospérité de l'Etat.

b) *La grande propriété* ajoutera également à la prospérité des habitants. Elle sera le champ libre du travail. Et c'est là, qu'on pourra voir le secours soit des habitants, soit de leur commune dans les moments difficiles (1).

c) Mais elle fera encore l'éducation des paysans, en leur enseignant les moyens rationnels de culture, pour un plus grand rendement et une plus longue durabilité de la productivité du sol. Les paysans verront sur la grande propriété les dernières inventions scientifiques mises à l'œuvre, ainsi que les divers accessoires, comme : machines perfectionnées, canalisations ou autres, utiles à une exploitation supérieure.

Pour tous ces motifs, *la grande propriété est nécessaire au pays.*

Mais non : les latifundia, qui dépassent le quantum d'une étendue raisonnable ; ces dernières tendent à désorganiser la constitution de la société par une accumulation de forces trop puissantes, qui en tuant toute liberté, tue l'individu, par son asservissement.

(1) C. Georgesco, *ouv. cité*, p. 281 ; Radu Rossetti, *ouv. cité*, p. 844.

La petite propriété a des qualités multiples : (1).

a) On l'a dit et nous le répétons : elle est l'agent de la conservation sociale, par la diffusion de la propriété dans toutes les couches ; elle fera que la richesse nationale soit mieux distribuée et contribuera ainsi au bien-être des contractants sociaux. La diffusion de la propriété aura encore cet avantage de préserver les villes des misères et maladies, qu'un surplus de population, venue des campagnes (2), fera forcément naître. C'est à cause de cela, que l'Allemagne refait ses bauernhofe, que l'Angleterre crée ses small holdings, que l'Autriche organise ses hoeferolle et que la Suisse pense à ses manoirs héréditaires (3) : voilà ce qu'on trouve un peu partout, dans l'intérêt du progrès économique et pour le mieux être social de l'humanité.

Il y a pourtant des auteurs, qui remarquent qu'un morceau de terre pour chaque chef de famille ne fera pas le bonheur de la classe paysanne. Répondons que . oui. Ces auteurs ne doivent pas oublier que cette classe sociale a moins de besoins et plus de moyens de les satisfaire ; elle n'aura pas à payer la main-d'œuvre ou des dépenses d'exploitation et d'administration trop élevées. Tout ce qu'on peut dire et cela a été mentionné en

(1) Le Play, *La réforme sociale en France*, p. 144 et suivantes ; Flour de St- Denis, *La propriété rurale en France*, p. 428.

(2) Alfred de Foville, ouv. cité, p. 111.

(3) Flour de Saint-Genis, ouv. cité, p. 428.

parlant de la grande propriété, c'est qu'il n'y aura pas sur la petite les améliorations de la culture et l'économie générale du pays en souffrira.

b) A côté de la conservation sociale, qui se manifestera par la perpétuation d'une classe paysanne forte, robuste et solide, sur laquelle l'Etat puisse compter dans l'accomplissement de ses devoirs et dans le respect de ses droits, la petite propriété assure à la masse des citoyens une liberté civile et politique nécessaire dans la vie sociale.

c) La petite culture donne aussi plus de valeur au sol, disent les économistes ; et, il paraît, qu'en vérité, la petite propriété a partout augmenté de valeur, des fois d'une manière surprenante : on cite des exemples où elle aurait triplé et quadruplé même, de valeur.

Voilà ce que la petite propriété assure au pays.

Elle est donc intéressante, elle est utile, et pour sa conservation, on devait lui éviter les microbes destructeurs, que les auteurs ont résumés dans : l'hypothèque, les impôts et la cherté des formalités et procédures et, en dernier lieu, mais le plus dangereux, le partage (1).

Quant à l'étendue de terre, qui devra être préservée contre ces fléaux, elle dépendra de beaucoup de circonstances particulières, dont nous pouvons citer : la qualité et la productivité de la terre, le mode et les périodes de culture, les plantes qu'on récolte, l'éloi-

(1) Flour de Saint-Genis. ouv. cité, p. 318.

gnement des villes ou des voies de navigation et surtout l'existence d'autres industries, qui procureront à ceux, en besoins ou en disette, les moyens de gagner le nécessaire de la vie.

La moyenne propriété ne peut être considérée que comme un arrêt d'une destruction de la grande ou comme un but de la petite. Elle est nécessaire, pour la réformation des deux.

Nous avons ôté en relief l'importance de la petite propriété dans la constitution des Etats.



Cette petite propriété demeure encore insuffisante en Roumanie.

Il y a quelques centaines de milliers de chefs de famille, qui n'ont pas de terre et la majorité d'entre eux n'ont que des étendues de demi, un, deux, même de trois hectares, insuffisantes pour l'entretien de toute une famille. On devra aboutir à une propriété générale paysanne d'au moins 5 hectares, si possible, d'après le principe posé par la loi pour la création d'une Caisse Rurale de 1908. Ces cinq hectares devront former une unité agricole, qui s'y maintienne.

D'où prendre la terre nécessaire à ce but ?

C'est une question, dont la réponse n'est pas facile.

Des propositions ont été faites pour toutes les terres, qui paraissent encore sans destination plus supérieure en Roumanie. On a demandé, à côté des terres des

domaines de l'Etat, très réduites aujourd'hui, les terres des institutions publiques (comme : l' « Eforie » des Hôpitaux civils, l' « Eforie » Saint Spiridon, la maison des écoles et de l'Eglise), celles des Institutions de crédit (comme : le crédit foncier, les banques et les sociétés d'assurances) et enfin celles des particuliers mêmes, par ventes volontaires ou forcées, d'après certains écrivains (1).

La loi sur la Caisse Rurale a mis son institution à la disposition des paysans et propriétaires. Les Banques populaires ouvrent dans tout le pays, du crédit aux paysans et le Crédit agricole pourrait en faire autant. Les Associations paysannes viennent aussi former des masses solidaires pour un crédit plus facile. Voilà des voies multiples, que l'activité du pays ouvre au bien-être des habitants des campagnes.

Un mot sur les Associations, que nous considérons en particulier, car elles sont les plus salutaires, dans l'état actuel des choses.

Elles pourront parer à tout inconvénient de l'individualité humaine. Par la solidarité, qu'elles procurent, par le crédit qu'elles inspirent, elles pourront acheter, à leurs membres, des terres, qu'elles garniront de tout un matériel nécessaire à une culture intensive et à une

(1) Nous avons vu que les domaines des districts, des communes et des institutions publiques, comme la Maison des Ecoles et de l'Eglise, sont déjà passés dans la propriété de l'Etat, pour être vendus, en lots, aux paysans.

bonne exploitation agricole. La loi pour la création d'une Caisse Rurale, elle-même, prévoyant ces avantages, oblige, dans son article 41, les paysans : de contribuer à la formation d'associations pour l'achat des instruments agricoles, du bétail et des semences, comme pour la vente, en commun, des produits. Par leur bonne situation, les Associations pourront entreprendre des grands travaux, qui demandent du temps et de l'argent, comme des irrigations, dessèchements de marais, etc., etc.

Voilà comment on pourrait former une propriété paysanne.

Quel sera maintenant le système d'exploitation des grands domaines, le plus rationnel, le plus juste et le plus satisfaisant pour paysans et propriétaires ? Nous nous intéressons à cette mise en valeur des terres particulières, car fournissant du travail aux paysans, contribuent à leur bien-être.

Un système, qui ne présente pas d'intérêt particulier, serait celui de l'exploitation des domaines par des travailleurs payés. Ce seront les lois de l'offre et de la demande, qui fixeront, invariablement, les conventions.

Nous nous arrêterons, en échange, aux quatre modes d'exploitation agricole, qui constituent sous des aspects différents, des concessions plutôt du droit d'ex-

exploitation aux paysans. Ce sont des systèmes divers dont on aura à choisir.

D'après leur importance, on peut les énumérer comme suit : *le bail à rente, l'emphytéose, le fermage et le métayage.*

Le bail à rente partage la terre entre le propriétaire et le tenancier, qui en échange d'une rente perpétuelle, devient le possesseur réel de la terre. C'est par ce moyen que les paysans français sont devenus propriétaires, en 1879, des terres, qu'ils avaient en tenure, alors qu'on a aboli ce mode d'exploitation.

Ce système offre de réels avantages. Il se concilie bien avec les intérêts et l'état de la classe paysanne, car il ne demande pas de grands sacrifices d'argent, faits au moment de la prise en possession de la terre, rente ne soit pas en disproportion avec la productivité, rationnellement comprise, de la terre.

Nous l'approuvons, avec la seule condition, que la rente ne soit pas en disproportion avec la productivité, rationnellement comprise, de la terre.

L'emphytéose est appelée : location héréditaire, par l'article 1415 du code civil roumain, qui décide, en même temps, la conservation des locations emphytéotiques, qui viennent du passé, mais qu'aucune ne pourra être créée pour l'avenir. Les emphytéoses existantes, ou, « embaticuri », comme on les nomme généralement chez nous, ne sont que les restes de l'état de choses, qui suivit la transformation de la conception

sur la propriété paysanne, comme nous avons vu au commencement de notre travail.

Le système offre, indépendamment de tout cela, de réels avantages pour l'exploitation de nouveaux terrains, qui demandent des grands soins et des grandes dépenses. Il ne sera pas d'une grande utilité pour la classe paysanne, que l'on sait pauvre, à moins que les associations ou les banques de crédit ne lui viennent en aide.

Mentionnons, qu'en France, on est revenu, d'après les auteurs, aux longues tenures, par l'application du système de l'emphytéose, qu'une loi du 25 juin 1902 a limitée, en durée, au maximum de 99 ans.

Le système du fermage est très habituel et très connu. Il s'applique, de nos jours, en Roumanie, surtout en Moldavie ; seulement, il ne devait pas l'être, car un bon système d'exploitation des grands domaines ne devrait pas laisser le paysan seul assumer les risques et mauvaises chances, pendant les quelques années qu'il a la possession de la terre.

Un bon système, que nous proposons en particulier, est celui du métayage. — Il consiste dans la convention, par laquelle le propriétaire cède l'exploitation de ses terres au paysan, en échange d'une partie des fruits ou produits, qui est généralement de moitié, mais peut varier jusqu'à un quart, ce qui est plus juste, car c'est le paysan qui met ses semences et tout le travail.

Ces sortes de conventions ont, de tout temps, existé

en Roumanie et sont propres à la Valachie. Seulement, on les avait fait dévier, au cours du temps, le quantum ayant parfois atteint les deux tiers et même les trois quarts des fruits. Aujourd'hui des lois protectrices font que la convention reste ce qu'elle doit être : un bon moyen de mettre le paysan à l'abri des risques des mauvaises années, ce qui la rend équitable, juste et utile. Le Code civil roumain la prévoit, dans les articles 1466 et suivants.

Mentionnons que ce système a donné partout de bons résultats et convient surtout à une classe paysanne pauvre, comme c'est le cas, en Roumanie.

★★

Nous avons montré, que parmi les germes destructifs de la petite propriété il y avait aussi : le partage.

Comme l'établissement de ce dernier sur des bases plus rationnelles est notre but, nous indiquerons ici les principes législatifs du code civil roumain, qui se référant au partage successoral, sujet de notre thèse, s'opposent à une bonne organisation sociale de la petite propriété paysanne.

En ordre numérique des articles ce sont :

a) Le principe de *l'article 412*, (corresp. art. 466 alinéas 2 et 3 du code civil français), qui ordonne le tirage au sort des lots, dans les partages, faits en justice, en face d'un ou plusieurs héritiers mineurs.

b) Le principe de *l'article 669* (corresp. art. 745 du

Code civil fr.) qui prévoit le partage égal entre les enfants, héritiers de la fortune paternelle.

c) Le principe de *l'article 728* (corresp. art. 815 du C. civ. fr.) qui prescrit l'obligation de sortir de l'indivision, avec des courtes suspensions facultatives de cinq années, qui seront rarement employées, dans un système de partage forcé.

d) *Le principe de l'article 736* (corresp. aux articles 826 et 827 du C. civ. fr.) qui autorise chacun des cohéritiers de demander sa part, en nature, des biens successoraux ; ainsi que celui de *l'article 741* (corresp. art. 832 du C. civ. fr.) qui demande que, dans la composition des lots, on y mette la même quantité de meubles, immeubles, droits et créances, de même nature et valeur ; avec une platonique réserve, dont les instances judiciaires se soucient très peu, mais qui pourrait atténuer, en partie, les résultats désastreux des dispositions citées, c'est : d'éviter autant que possible le morcellement excessif des héritages et la division des exploitations.

e) Le principe de *l'article 765* (corresp. art. 859 du C. civ. fr.) qui dispose, en général, que le rapport des immeubles peut être exigé, en nature.

f) Le principe *des articles 794 et suivants* (corresp. aux articles 1.075 et suiv. du C. civ. fr.) qui prévoit le partage des biens, fait par les ascendants, par actes entre vifs ou testamentaires.

g) Le principe de *l'article 803* (corresp. art. 896 du

C. civ. fr.) qui prohibe toute substitution ou fidéicomis, étant, sur ce point, plus sévère que la législation française, d'où il a été tiré.

h) Enfin, le principe *de l'article 841* (corresp. au premier alinéa de l'art. 913 du C. civ. fr.) qui prévoit une réserve au profit des enfants, qu'est de moitié de la fortune, en cas d'un seul enfant, d'un tiers, en cas de deux et d'un quart, en cas de trois ou plusieurs.

La disposition *de l'article 846* (correspondant à l'article 919 du Code civil français) vient atténuer, en partie, ce principe, en accordant, au père, le pouvoir de disposer de la quotité disponible, au profit d'un des enfants.

A côté des principes du Code, les conditions mauvaises, dans lesquelles la vie sociale des paysans se passe, doivent être remédiées par des moyens d'assistance bien pesés et appropriables au milieu roumain.

Nous arrivons ainsi aux moyens, qui ont été proposés, pour remédier les défauts des principes énumérés. Ils forment une longue série, dans laquelle nous ferons notre choix :

I. — LE SYSTÈME D'UNE PROPRIÉTÉ COLLECTIVE a été proposé, pour remédier aux inconvénients d'une propriété individuelle, que l'article 480 du Code civil roumain établit et définit dans ces termes : la propriété est le droit, que quelqu'un a, de jouir et de disposer d'une chose, d'une manière exclusive et absolue, mais dans les limites déterminées par la loi (qui, en dehors de l'abus, ne prévoit rien).

La propriété collective est cet état particulier de la propriété, dans lequel plusieurs personnes ont des droits distincts sur une même chose, qui n'est pas partagée, mais est possédée en commun.

Les discussions des juristes et économistes ont attribué, à la propriété individuelle, deux grandes qualités (1) : a) celle d'être le stimulant, le plus puissant, de l'activité humaine ; et b) celle d'appartenir à une transformation historique, qui a marqué un progrès dans l'état de la propriété.

Cette dernière qualité n'en est pas une. Le progrès ne doit être considéré qu'en comparaison avec le passé et le milieu social, qui le prend pour tel ; il peut être illusoire pour un avenir de civilisation plus avancée. Revenir en arrière, quelques fois, ne veut pas dire : rétrograder, mais veut dire : prendre une mesure de prudence. La volonté générale, légalement exprimée, pourra le faire, si elle le trouve nécessaire.

Quant à la qualité, qu'on attribue à la propriété individuelle de stimuler le travail humain, elle n'est pas décisive, pour admettre cet état de propriété, comme le meilleur, car une autre organisation sociale pourrait établir une autre forme de propriété, qui basée sur

(1) M. P. Cauwès, dans son *Précis d'économie politique*, t. I, p. 123, lui trouve aussi celle d'être, pour les sociétés vraiment civilisées l'accompagnement rationnel de la liberté et de la division du travail. C'est, en même temps, une loi de justice et une nécessité économique, ajoute-t-il.

l'idée d'une égale répartition de travail, entre les membres de l'organisation, serait plus appropriée à la justice sociale. C'est alors que cette discussion continue sur la répartition des fortunes cesserait, chacun ayant alors en proportion du travail effectué.

L'histoire de la propriété nous montre également l'existence d'une propriété collective, au cours des siècles(1) et si la propriété individuelle a pénétré, aujourd'hui des tendances collectivistes paraissent partout et leur succès ne tardera pas à s'imposer.

Il va sembler que nous plaidons pour une propriété collective. Ce n'est pourtant pas le cas. Nous pouvons la trouver plus juste et meilleure, rien ne nous fera la proposer comme solution du problème, que nous discutons et, ceci, pour la raison bien simple, qu'elle ne sera pas accessible au milieu paysan roumain actuel. Elle a gouverné les commencements de la propriété paysanne, comme nous avons vu, mais les changements intervenus ne nous encouragent pas d'y revenir. Il y a eu pourtant des biens, qui de tout temps ont été dans cet état et qui, pour donner le maximum d'utilité sociale, doivent rester soumis à cet usage commun, qui n'est que la manifestation de la possession collective. Ce furent des bois, prairies, montagnes même, que les paysans eurent en commun. L'Etat est, de nos

(1) Voir à ce sujet, l'ouvrage très intéressant de Le Play : *Ouvriers européens*.

jours, en procès avec les communautés de paysans, qui soutiennent leur droit de propriété, basé sur un usage séculaire, dans la majorité des cas, non écrit. L'Etat ne paraît pas vouloir accorder une indemnité à ces communautés, ce qui n'est pas juste.

★ ★

On a soutenu pourtant, en Roumanie, l'idée d'un communisme agraire. On l'a critiquée davantage. A l'occasion de la révolte de 1907, c'est sur ce thème, qu'on attaquait les réformes, proposées par le gouvernement libéral (1).

Quels sont les défauts qu'on lui a reprochés ? (2)

Ceux d'ordre social sont : a) il affaiblit le ressort de l'activité humaine, en ce que tous, même les paresseux, sont traités également.

On peut y remédier, en établissant une norme dans le travail des communistes, avec la possibilité de les exclure des bénéfices de la communauté, dans les cas extrêmes.

b) Il diminue l'esprit d'initiative, puisque le profit de toute amélioration se partage entre tous.

On peut y remédier également, en attribuant une

(1) Voir le journal *Conservatorul* du 18 novembre 1907.

(2) Discussions dans P. Ribot : *Exposé critique des doctrines sociales* de M. Le Play.

part plus grande, dans le profit, apprécié en valeur, à celui qui a contribué à l'amélioration du fonds.

Ceux d'ordre économique sont : a) Il n'aboutit pas au progrès vers une culture plus intense de la terre. Les paysans, changeant de parts à chaque nouveau partage de terres, n'auront aucun intérêt à les rendre productives, par des dépenses, qui ne seront remboursées que dans un temps, plus ou moins éloigné.

On peut y remédier, soit en prolongeant la durée des années d'exploitation, en rendant les partages plus rares, soit en attribuant une indemnité à celui, qui par ses travaux ou l'emploi de ses capitaux, a amélioré le fonds pendant le temps qu'il l'a eu. On calculera cette amélioration à la sortie de l'exploitation, à l'occasion du nouveau partage.

b) Il aboutit à un morcellement des parts, par la préoccupation d'égalité pour chaque ménage.

On peut y remédier également, en attribuant des étendues de terre, comparativement aux bras de travail, dont chaque ménage peut disposer.

Quels sont maintenant les avantages, qu'on peut trouver au système du communisme agraire ? (1) Ils sont multiples.

Ceux d'ordre social : a) Il attache, le plus solidement,

(1) Des communautés agraires existent encore en Hongrie, certains endroits de la Belgique, Ecosse, Suisse allemande, en Russie et dans certains endroits des Etats-Unis d'Amérique.

le paysan à la terre, car il ne peut pas la perdre, le droit d'aliénation ne pouvant appartenir qu'à la généralité des communistes. Ceci va éviter l'encombrement d'une populace en misère, dans les villes, en inspirant la sécurité aux habitants des campagnes.

b) Il établit une solidarité humaine, si difficile à obtenir et si nécessaire pourtant, parmi les communistes, grâce à leur travail journalier, également réparti, qu'ils accomplissent presque côte à côte. Cette solidarité est encore renforcée par l'aide, qu'ils peuvent être appelés à se donner mutuellement dans les cas d'incendies, intempéries ou autres, qui peuvent compromettre les récoltes. C'est ainsi également que le paupérisme est évité, par les soins, que la généralité des communistes prend des enfants, encore petits, des vieillards, infirmes, veuves ou orphelins.

Tout ce sentiment de solidarité, qui se développe, ne fait que maintenir les bonnes mœurs, en aidant ainsi au progrès de la morale sociale.

c) Il empêche la formation des latifundia et maintient la petite propriété, deux nécessités sociales.

d) Par-dessus tout, il maintient l'égalité entre les classes et prévient ainsi les troubles et les maux sociaux.

Les propriétés du petit comme du grand ; du faible comme du fort ; du pauvre comme du riche, sont également sûres et les dangers sont à toujours écartés.

Ceux d'ordre économique : a) Il empêche le morcel-

lement ; c'est pourquoi il a été proposé, en espèce.

b) Assure un plus grand capital ; donc l'exploitation, la culture, et l'économie nationale, en général, en profiteront. Ajoutons : l'économie des frais et cette intensité de l'exploitation, qui fait procurer à d'autres branches d'industrie, un travail assuré.

Ceux d'ordre politique : il prépare à la vie politique, par l'enseignement, que la gérance de l'administration des terres collectives leur procure.

★★

Avec tous ces avantages, la propriété collective disparut pourtant en grande partie, battue en brèche par les considérations de classe des législateurs des Etats modernes, qui n'admettent pas qu'une collectivité sociale, unie et puissante, puisse exister dans l'Etat.

La propriété, possédée sous cette forme, est pourtant nécessaire pour le bien de la classe paysanne et indispensable même, pour les prairies, pâturages ou forêts, qu'elle devra donner à la jouissance collective des habitants des villages, sous des limites et des règles établies d'avance.

II. — Ce n'est, non plus, une communauté familiale (1), que nous proposerions comme solution à notre problème.

(1) On trouve de ces communautés en Hongrie, Bulgarie, dans certains endroits de la France, de l'Allemagne, de la Norvège, vers la frontière espagnole du Portugal, en Russie (où elles existent à côté des communautés de village), en Serbie, en certains endroits de l'Espagne et de la Suède.

La communauté familiale, basée sur l'idée de propriété familiale, a, de tout temps, existé et s'est manifesté diversement, de la plus haute antiquité. Les Romains, les Grecs et autres peuples anciens l'ont eue. Nous avons fait une étude spéciale pour les romains, et nous avons trouvé maints textes, qui en parlent. Citons : Le Digeste de Justinien, 17, 2 *Pro socio*, fr. 52 § 8 ; idem 27, 1 de *excusationibus*, f. 31 § 4 ; Code de Justinien III, 40, c. 1 ; Code de Théodosien II, 5, c. 391 et les textes littéraires de Varron, *De re rustica*, III, 36, § 2 ; Varron, *De lingua latina*, VI, 6, § 65 ; idem VI, 7 ; Valère Maxime IV, 4, 8 ; Cicero, *De officiis*, III, 3, etc. Elle a laissé là des vestiges dont nous pouvons citer : le droit de préemption des parents du vendeur, le droit du mineur, vaincu dans une vente aux enchères, de reprendre l'immeuble familial, quand il prouve l'intérêt qu'il aurait de rester acquéreur, etc.

La communauté familiale a existé également dans les coutumes roumaines, d'où elle avait passé dans les législations anciennes, sous la manifestation de l'exclusion des filles de la succession, du droit de préemption de la part des parents du vendeur et de la possibilité des substitutions fidéicommissaires ou autres. Elle continue d'être pratiquée, de nos jours, parmi la population paysanne, quoique la législation de 1864 n'a pas voulu y tenir compte.

Maintes législations étrangères actuelles en contien-

nent de ses vestiges (1) et, plus encore, les coutumes des différents pays la conservent (2), à cause de ses bons résultats.

Elle serait utile à la classe paysanne et nous pouvons lui trouver encore ces avantages spéciaux, à côté de ceux énumérés à l'occasion de la soutenance de la propriété collective : a) d'ordre social : elle maintient les traditions familiales, si utiles à la moralité des générations, qui se succèdent et par l'autorité des vieux de la famille, les jeunes apprennent la peur et l'espérance en Dieu, l'amour de la patrie et le respect des traditions.

b) D'ordre économique : elle procure des économies appréciables et un travail plus soigné, les travailleurs étant unis par des liens de sentiment, plutôt que d'intérêt.

Assise sur des bases sérieuses, rationnelles et justes, qui imprimeront aux mœurs cette direction réfléchie, qui seule peut assurer le triomphe, elle ferait une bonne réforme.

Mais elle n'est pas accessible au milieu paysan roumain actuel, et nous devons l'écarter.

III. Tout ce que nous proposons, comme pouvant être appliqué à la situation actuelle, pour la remédier et pour la rendre meilleure, n'est que le système, qui suit et qui précise nos solutions.

(1) P. Cauwès, ouv. cité, t. II, p. 126.

(2) Laveleye, *Les communautés de famille et de village*.

C'est la création d'un bien de famille (1) (terre et exploitation), limité à une étendue, que nous ferons bientôt voir, inaliénable, insaisissable, ne pouvant être affirmé, que pour des courtes périodes, indivisible et transmissible à un seul des enfants, d'après les normes, que nous exposerons.

C'est donc ces principes divers, que nous devons attaquer. Ils sont prévus, sous une forme toute différente, par les articles 669, 728, 736 et 741, avec leurs corollaires. Notre système est, en plus, dans les vues d'un partage d'ascendants, autrement organisé, d'une liberté testamentaire plus grande, unie avec un droit d'exhérédation et des substitutions et fidéicommiss permis, ce qui vient attaquer les articles 794 et suivants, 803, 841 et demander la révision, pour l'accomplissement du système, en entier, des articles 412, 765 et autres, moins importants.

1. *L'idée d'un bien de famille n'est pas neuve.* Elle n'est venue, dans les discussions des politiques et auteurs roumains, que dernièrement, mais son idée a été vivement soutenue. Citons (2) : le système de l'île de Wight, proposé par M. Haret, ancien ministre ; le système de

(1) Il existe en Angleterre, Autriche-Hongrie, Suisse, Allemagne et aux Etats-Unis d'Amérique.

La France possède également le bien de famille, mais avec des caractères différents.

(2) G. Tasca, ouv. cité, p. 75 et 76.

l'Anerbenrecht des provinces allemandes, proposé par M. Bazilescu, professeur à la Faculté de Droit de Bucarest, contenant le principe du bien de famille.

Mais elle fut plutôt combattue, en Roumanie, et les critiques peuvent se résumer en ce qu'on a dit : a) qu'elle est une œuvre rétrograde, forcée, comme elle est, de s'inspirer des iniquités du passé, comme droit d'aînesse, substitutions fidéicommissaires, etc; b) qu'elle aboutit à donner, aux champs, un prolétariat agricole dangereux, augmenté sans cesse par ceux qui seront exclus de la succession.

Mais, d'abord, rien ne nous montre, que la classe paysanne ne se trouvait mieux avec ces ainsi-dites iniquités du passé ; au contraire, les faits, que l'histoire nous cite, nous font repousser cette insinuation. Revenir sur le passé, ne veut pas dire rétrograder, quelques fois ce n'est qu'une mesure sage et prudente ; le passé fut même, souvent, meilleur que le présent.

Quant, à la seconde critique, elle trouvera sa réponse plus bas, dans l'organisation, que nous donnons à notre forme.

Les législations de plusieurs Etats contiennent le bien de famille. Il n'existe pas encore, en Roumanie, mais la loi de la Caisse rurale de 1908, qui établit l'indivisibilité des lots de 5 hectares de la propriété paysanne, formée par son intermédiaire, paraît en avoir pensé et certains disent même que c'est la première pierre, qu'on a mise à son édifice.

Le bien de famille est pourtant nécessaire, comme tendant à la conservation de la propriété paysanne. Son idée se trouve bien, dans les mœurs et législations anciennes, que nous avons vues.

Il doit consister d'habitation et terre.

2. *Sa constitution doit être obligatoire*, car l'expérience a, de tout temps, montré que l'individu fera toujours le jeu de son égoïsme. Son égoïsme lui fera vouloir sa propriété libre de toute entrave ; ceci la loi ne peut l'accepter et c'est pourquoi la volonté de l'individu doit être enfreinte, au profit de l'intérêt social. Voilà la réponse à ceux qui veulent faire du bien de famille une institution facultative, ou à ceux qui admettent le bien de famille testamentaire, mais pas celui *ab intestat*.

3. *Il doit être déclaré inaliénable*. La loi rurale de 1864, nous avons vu, avait établi ce principe pour les terres, données alors aux paysans, mais seulement pour un terme, qu'elle avait fixé à 30 ans ; ce terme fut prolongé de 32 autres années, en 1884.

La loi de la Caisse rurale de 1908 prévoit aussi cette inaliénabilité pour les lots de terre paysanne, créés en vertu de ses dispositions. On permet seulement l'aliénation envers autres paysans, ceci pour aider à la constitution d'une moyenne ou d'une grande propriété paysanne, utile, d'après certains, inutile, d'après nous. Ce n'est pas, par ce moyen, qu'on rendra chaque chef de famille propriétaire sur un lot de terre, suffisant à le nourrir, lui et sa famille.

Il faudra faire, de l'inaliénabilité, un principe fixe, général et éternel. On y joindra l'insaisissabilité et la défense d'hypothéquer le bien de famille. La loi de la Caisse rurale de 1908 a bien défendu aux propriétaires des lots, d'hypothéquer leurs terres, sans le consentement de la Caisse rurale (voyez son article 42), seulement cette disposition a inspiré, à certains, le soupçon que ce ne fut, qu'en vue de son remboursement, pour le rendre plus sûr.

Plusieurs critiques ont été faites au principe de l'inaliénabilité : a) On a dit, qu'il aboutit à fixer sur un morceau de terre, l'homme le plus actif et le plus laborieux.

Nous ne voyons pas pourquoi. Le morceau de terre, qui sera suffisant pour l'entretien d'une famille, ne sera que son appui ; s'il avait de l'argent à la place, il ne pourrait pas avoir la même sécurité. Pour le reste, il n'aura qu'à gagner ailleurs, si le temps lui permet, son champ ne demandant pas son travail.

b) On a encore dit, qu'interdisant l'hypothèque des terres, on ruine tout le crédit des paysans.

N'oublions pas, d'abord, que la transformation, subie dans l'organisation du crédit paysan et agricole, par l'établissement et la multiplication, dans les dernières années, de diverses institutions, comme les banques populaires, Caisse rurale ou autres, qui empruntent sur la force de travail et la probité des paysans, suffirait à nous rassurer.

Mais ne faudrait-il pas éviter la ruine de la classe

paysanne ? Ne faudrait-il pas nettoyer les campagnes de ces prêteurs, qui exploitent les besoins pour se transformer en créanciers impitoyables ?

Comme les objets nécessaires à l'exercice d'une profession, comme les biens, qui aident à vivre, les pensions de retraite, les pensions alimentaires, les traitements des fonctionnaires et les salaires des ouvriers ou autres, et en vertu du même principe, le bien de famille, servant à nourrir la famille, doit être sacré et déclaré inaliénable, pour lui être conservé. On satisfait ainsi les nécessités sociales, comme celles économiques, en attachant le paysan à la terre, par la fixation durable de son foyer, qui lui procurera l'existence et par l'assurance de cette continuité, qui économiquement est un des mobiles, des plus puissants, du travail.

4. *On doit interdire également le fermage de ce bien de famille, pour de longues périodes, car, en ne le faisant pas, on aboutit à priver la famille de sa terre et nous avons vu comment. Les abus, que la possibilité d'un fermage pour de longs termes peut produire n'assureront jamais la réussite de nos solutions. Un terme de 9 ans, et seulement dans des cas extrêmes, pourrait être fixé comme maximum de fermage possible.*

L'article 38 de la dernière loi rurale de 1908 contient une bonne disposition, quand il décide que les terres, prises de la Caisse rurale ou par son intermédiaire, ne pourront être affermées qu'avec le consentement de la Caisse rurale, qui ne sera donné que dans les cas d'im-

possibilité de travailler la terre ; même alors les fermiers ne pourront être que d'autres paysans.

Notre solution, en embrassant la généralité des terres paysannes, pourra s'adresser aux administrateurs dernièrement nommés aux campagnes, pour apprécier les cas extrêmes, dont nous parlons et pour autoriser ou refuser les contrats, qui ne pourront, en aucun cas, dépasser le terme de 9 ans.

5. *Ce bien de famille*, nous avons dit en principe, *doit être aussi indivisible.*

Par cela nous attaquons de front les articles 669, 728, 736 et 741, avec leurs corollaires, moins importants, du Code civil roumain.

L'article 669 s'exprime : Les enfants ou leurs descendants succèdent au père, mère, aïeuls, aïeules, ou tout autre ascendant, *sans distinction de sexe*, même s'ils sont issus de différents mariages. *Ils succèdent par égales portions*, quand ils sont tous au premier degré et appelés en vertu de leur droit propre ; ils succèdent par souche, quand ils sont appelés tous ou l'un d'entre eux, par représentation.

L'article 728 : « Nul ne peut être contraint à rester dans l'indivision. Un co-héritier peut toujours demander le partage de la succession, même en cas de conventions ou prohibitions contraires.

On peut convenir de suspendre le partage pendant cinq ans. Après ce laps de temps, la convention peut être renouvelée. »

L'article 736 : « Chacun des co-héritiers peut demander sa part, EN NATURE, des meubles et immeubles de la succession. Néanmoins, s'il y a des créanciers saisissants ou opposants, ou si la majorité des co-héritiers juge la vente des meubles nécessaire, pour l'acquit des dettes successorales, ils sont vendus, publiquement, dans les formes ordinaires.

Si les immeubles ne peuvent pas se partager, ils seront vendus par licitation, devant le Tribunal.

Si toutes les parties sont majeures, elles peuvent convenir que la vente soit faite devant un arbitre, nommé par elles. »

L'article 741 : « Dans la formation et composition des lots, on doit mettre dans chaque lot, AUTANT QUE POSSIBLE, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou des créances, DE MÊME NATURE et valeur.

On évitera pourtant, autant que possible, le morcellement, outre mesure, des héritages et la division des exploitations. »

Disons tout de suite que cet article 741 ne vise que le partage fait en justice, car le partage amiable peut suivre l'exécution, que l'intérêt des parties lui dictera. Mais, dans celui judiciaire, le magistrat doit, sous peine de donner une décision cassable, suivre les dispositions de cet article : voilà ce qui est grave et dangereux.

Nous ne ferons pas l'historique de l'introduction de tous ces articles ; nous l'avons déjà fait, en partie. Nous les combattons seulement, par le principe de l'indivisi-

bilité des lots de terre, d'une étendue, que nous verrons plus bas, qui formeront les biens de famille paysans.

Souvenons-nous aussi que la loi pour la création d'une Caisse rurale de 1908 a déjà prévu pour les terres, achetées de la Caisse rurale ou par son intermédiaire, l'indivisibilité des lots de 5 hectares dans les plaines et de 3 hectares, dans les montagnes, collines ou régions vini-
coles.

Cette indivisibilité est essentielle pour la propriété paysanne en Roumanie. Elle est utile, pour assurer la continuité de l'œuvre paysanne, même dans les régions ou pays, où le système de culture et les conditions économiques seraient meilleures que chez nous.

En antiquité on arrivait à l'indivisibilité, par des droits d'aînesse, substitution ou autres. Aujourd'hui, dans l'intérêt général social, elle doit être décrétée.

Mais ce principe a été combattu, en Roumanie, par un profond connaisseur de la question paysanne, par M. Kogálniceanu (1), et il est nécessaire de voir ses arguments.

Le premier argument (d'ordre social) c'est que : « l'indivisibilité implique une grande injustice, car elle signifie que la loi déshérite, brutalement, une partie des enfants, en faveur d'un seul. »

Cet argument serait un reproche légitime dans un sys-

(1) Kogálniceanu, *La question paysanne*, p. 23 et suivantes.

tème qui n'accorderait pas de compensations aux autres enfants.

Mais notre système accorde une portion à chaque enfant et cette portion est faite à leur avantage réciproque, nous le verrons. La loi, elle-même, dans le deuxième alinéa de l'article 741 du Code civil, veut qu'on évite le morcellement des héritages. Donc ? Ajoutons encore que les mœurs paysannes, aujourd'hui même, conservent dans différents endroits l'héritage à un seul, avec des dédommagements pour ses frères et sœurs ; et personne ne se plaint d'injustice ou de mauvais état.

Le second argument (d'ordre économique), c'est que : « l'indivision va éloigner de la possession de la terre, un grand nombre de paysans et, par le fait, créer un prolétariat agricole, dans notre pays. Les frères déshérités augmenteront l'offre de la main-d'œuvre, ce qui aura pour résultat une grande baisse de salaires. »

Nous trouvons, au contraire, que la création d'une classe d'ouvriers agricoles ne sera que dans l'avantage de la classe paysanne en général, qui pourra ainsi envoyer son surplus à une œuvre plus productive et rémunératrice, au lieu de le laisser rester sur un morceau de terre, qui n'est pas suffisant à le nourrir. Ce surplus ira ailleurs, il ira là, où les grands propriétaires offrent davantage, et où, aujourd'hui, ouvriers d'ailleurs viennent avoir leur place.

Une répartition uniforme de la main-d'œuvre ne sera qu'à l'avantage des deux classes sociales, qui viennent

ainsi en contact. Et si, après tout, il en reste un surplus, ce qui est sûr, le besoin saura le diriger vers l'industrie et le commerce. Ceci donnera un effort louable et nécessaire à l'industrie roumaine, et le pays n'en sortira que plus riche. Et le commerce, commencé avec le capital, que les frères déshérités de la terre, prendront de celui qui a le lot, s'agrandira petit à petit, changeant la face du pays.

Il est tout à fait sûr, que l'expansion industrielle et commerciale dépend de là.

Voilà la réponse aux arguments de M. Kogălniceanu; voilà autant de raisons, pour que les lois, qui aujourd'hui sacrifient les familles par les individus et l'Etat par les familles, changent de méthode.

L'existence de la famille doit être assurée ; et le moyen c'est : le principe de l'indivisibilité, qui va assurer les habitudes de travail dans l'œuvre commencée, sur des traditions familiales.

Mais on a dit : le législateur roumain, dans les articles 736, deuxième alinéa, et 741, deuxième alinéa, a déjà songé à éviter un morcellement nuisible à la propriété paysanne, car il s'exprime dans le premier texte : « Si les immeubles ne peuvent pas se partager, ils seront vendus par licitation, devant le Tribunal », ce qui signifierait la transformation de la nature en valeur ; et dans le second texte : « on évitera pourtant, autant que possible, le morcellement, outre mesure, des héritages et la division des exploitations », qui s'opposerait donc au

morcellement de la terre. Une bonne interprétation de ces deux textes, prenant le second, tel qu'il est et le premier dans un sens très large, qui comprendrait plutôt une impossibilité économique, que matérielle, du partage des biens, remédierait tout le mal d'un partage en nature ; le partage, en valeur, serait son principal moyen.

Et ce fut à la pratique qu'on s'attaqua ; la jurisprudence qui a un rôle social énorme, fut donc accusée, avec raison, car elle ne fit, en Roumanie, que prendre le second alinéa de l'article 736, comme une impossibilité matérielle et le second alinéa de l'article 741, comme un conseil.

La critique de la jurisprudence fut donc juste et nous, dans nos premiers essais sur le sujet, nous croyions suffisant de donner un appui à la large interprétation de la jurisprudence, en attirant son attention sur ce qu'elle pouvait tirer du sens des alinéas des articles cités. Nous proposons même d'ajouter, purement et simplement, au second alinéa de l'article 736 : la phrase que voici :

« On considérera, comme ne pouvant se partager, les exploitations agricoles, paysannes, qui s'exerceront sur cinq hectares, ou moins. »

Nous avons remarqué pourtant que ces exploitations, conformément aux autres dispositions de l'article 736, auraient dû être vendues à la licitation, ce qui n'aurait pas remédié le mal.

Nous hésitions alors entre l'idée d'allonger l'article 736 avec une transmission héréditaire spéciale de ces exploitations, que nous voulions impartageables, ce qui n'aurait pas été suffisant, nous le voyons maintenant et aurait compliqué la présence de l'article ; et l'idée, que nous soutenons maintenant, de demander un Code rural.

Nous sommes décidés aujourd'hui : législation d'exception dans un Code spécial. La nécessité de ce Code est éprouvée et démontrée, par son besoin social. Nous voulons donc une réforme radicale, qui seule pourra écarter les nuages du ciel des campagnes roumaines.

Nous proposons l'indivisibilité des étendues de terre, avec exploitation, de 5 hectares, ou moins, à la plaine et de 3 hectares, ou moins, dans les montagnes, collines, ou régions vinicoles, d'après les normes établies par la loi de la Caisse rurale de 1908. En même temps, on tâchera, par tous moyens, de compléter des lots de 5 et 3 hectares, d'après les mêmes principes, à toutes les familles paysannes. Nous avons montré les moyens, nous ne pouvons plus y revenir.

Mais on a émis une autre idée, également dans les vues d'un principe d'indivisibilité : c'est celle de donner aux chefs des familles le pouvoir de suspendre le partage, par une disposition faite, du temps de leur vie ou dans leur testament, comme les lois italiennes et espagnoles l'admettent.

Ce serait donc prendre position ouverte contre l'ar-

ticlé 728. Mais le résultat ne sera pas le même, car il ne fera que perpétuer une indivision toujours dangereuse, surtout quand la loi dispose autrement. On s'attaquera au défunt d'avoir fait le malheur de ses héritiers et ce ne seront que des intrigues, querelles ou luttes fratricides.

Notre solution offre la terre à un seul enfant, elle donne aux autres une part correspondante et la collaboration entre frères n'est donc que volontaire.

★★

Avant de passer à savoir qui sera l'héritier du lot de terre de 5 hectares, ou moins, ou 3 hectares, ou moins (d'après les principes vus), nous ouvrirons une courte parenthèse, inspirés du désir de montrer comment la jurisprudence peut arriver à corriger les erreurs des législateurs. Ce n'est qu'appuyée par la doctrine qu'elle put faire un pareil ouvrage :

C'est un exemple de la jurisprudence française sur la communauté conjugale (ce système propre à la tradition et législation françaises), qui vient corriger l'article 1476 du Code civil français, qui, à l'occasion du partage de la communauté, renvoie à la disposition de l'article 832, qui prévoit, comme notre article 741, la composition des parts, par des biens *de même nature et valeur* (1). La jurisprudence française

(1) Planiol, ouv. cité, t. III, n° 1333.

écarte ce principe pour l'office, acheté par le mari pendant le mariage, qu'elle lui laisse à lui seul d'exploiter, sous la seule indemnisation de la femme ou de ses héritiers, avec la moitié de la valeur vénale de l'office, au moment de la dissolution de la communauté, au lieu de décider son partage. Egalement, la grande majorité des contrats de mariage, sous l'approbation tacite et calculée de la jurisprudence, contiennent la clause de maintenir au survivant des époux et pour lui seul, un fonds de commerce ou un droit de bail d'une exploitation rurale.

Ce que la jurisprudence ne peut faire !

Ce que la doctrine ne peut guider !

★★

6. *Revenons maintenant à la question de savoir qui sera l'héritier du lot, dans notre système.*

Ce sera l'un des garçons du défunt, en vie, au moment de l'ouverture de la succession et étant digne de succéder, conformément aux articles 654 et suivants du Code civil roumain.

Mais alors, nous écartons les filles de la succession du bien de famille. *Nous voilà emmenés à discuter le privilège de masculinité* (1).

Ce privilège est en contradiction avec la disposition de l'article 669 du Code civil roumain, qui prévoit le partage égal entre fils et filles, sans distinction.

(1) Ce privilège existe à côté de celui d'aînesse, en Angleterre. La noblesse danoise le pratique. Il existe aussi en Russie.

L'article 669 est pris de la législation française. Mais là, il avait une raison d'être : on a voulu l'égalité des enfants, prévue dans un article du Code, pour mettre un obstacle aux renonciations anticipées à la succession, faites plutôt dans les contrats de mariages, par les filles dotées, fût-ce d'un « chapel de roses », comme les auteurs s'expriment(1). C'était cette habitude devenue un système, qui, comme à Rome, celui de la tutelle perpétuelle des femmes, après qu'on leur avait admis un droit de succession assurait la conservation des biens dans les familles.

En France, les coutumes faisaient renoncer les filles à la succession.

A Rome, le testament leur était interdit, la succession, qu'elles eurent le droit d'accueillir plus tard, restait à leur famille, par le soin que le tuteur, membre de cette famille, avait de refuser l'autorisation d'un mariage, qui aurait fait passer les biens dans une autre famille.

Et, plus tard, jusqu'aux derniers siècles de l'empire, l'autorisation du tuteur fut requise, pour l'aliénation des biens successoraux, quand cette aliénation fut permise aux femmes.

La loi française de 1804, sans souci de la conservation des biens à la famille, influencée par les idées sociales de son époque, admit l'égalité entre les deux sexes devant la transmission héréditaire.

(1) P. Cauwès, ouv. cité, t. I, p. 43, note 2.

Et la Roumanie a imité ce principe en 1864, sans tenir compte des législations anciennes et surtout des mœurs, qui excluaient les filles dotées de la succession. Nous les avons vues, et insistons seulement parce que notre idée est qu'on devait y revenir.

Les filles seront exclues de la succession du bien de famille ; elles auront pourtant des parts équivalentes, mais qui seront autrement composées ; leur organisation fera la matière d'un chapitre ultérieur.

8. Qui choisira ce garçon, seul héritier du bien de famille ?

Deux systèmes pourraient être soutenus. Le droit d'élection pourrait être donné à la nature ou à la loi.

La nature pourrait choisir l'aîné ou le cadet.

La loi ; ceux-ci aussi ou autres. Elle pourrait concéder ce droit d'élection aux père, mère ou autres ascendants ou le garder et décider elle-même.

Nous voilà emmenés à discuter donc, pour le droit donné à la nature, *le principe du droit d'ainesse*, et celui du *privilege du cadet* ; et pour le droit, donné à la loi, qu'elle peut garder ou passer à d'autres personnes : *les principes du partage d'ascendants, de la liberté testamentaire, unie avec un droit d'exhérédation, des substitutions fidéicommissaires est du système que nous proposons.*

En ce qui concerne un autre système, introduit par la loi de la Caisse⁷ rurale de 1908, nous le combattons ultérieurement.

Principe A. Le droit ou le privilège d'aînesse ou de progéniture (1) n'est pas basé sur une raison péremptoire. Il peut être critiqué et, en fait, il le fut avec ardeur. Il fut aussi soutenu, et peut l'être.

Le droit d'aînesse, produit de la constitution des fiefs féodaux (il n'exista ni dans le droit romain, ni dans celui germanique), fut un des grands soutiens de ces fiefs ; par là, il donna au monde une aristocratie, qui put conserver son rang et sa liberté, en face des tyrans des siècles passés.

A ce point de vue, la soutenance du droit d'aînesse, qui survécut à la disparition de la féodalité, preuve de son utilité sociale, fut faite par les raisons suivantes (2) :

a) En premier lieu, il empêche le morcellement des terres et maintient l'indivisibilité des domaines.

Pour montrer pourquoi cette indivisibilité fut nécessaire aux fiefs féodaux, nous n'avons qu'à donner les motifs de Le Brun : a) meilleur rendement du service de la guerre, et b) perception plus aisée des droits féodaux.

c. Il aboutit au maintien d'une aristocratie, par le maintien des fortunes. Cette aristocratie est absolument

(1) Ce droit existe dans la succession *ab intestat* de l'Angleterre. Il est encore pratiqué par la noblesse danoise, par les familles paysannes de la Suisse allemande et par les nobles et les paysans de plusieurs Etats de l'Allemagne. L'Italie le connaît pour les successions nobles. La Norvège, pour les propriétaires paysans, à côté des principes de transmission intégrale. La noblesse suédoise le connaît également.

(2) Le Play, *la Réforme sociale*, p. 113 et suiv.

nécessaire, nous l'avons vu. Une aristocratie forte rendra le meilleur service au pays, car c'est elle, qui fournira ces hommes indépendants, garanties du respect des libertés sociales.

d). Il aboutit au maintien des familles dans un état permanent de bien-être. Ceci a un grand intérêt social et, moralement, il n'est pas du tout négligeable : où mieux, que dans une famille, qui se perpétue, pourrait-on voir une vie plus honnête, remplie d'habitudes et de traditions familiales ? On peut même dire que ce système doit devenir propre plutôt à la classe paysanne (1), pour ces motifs ; c'est ainsi qu'on assurera sa force et celle de l'Etat.

e). Il aide le développement de l'industrie et du commerce, cette grande nécessité sociale. Les fils, déshérités de la terre, en fourniront la main-d'œuvre. Ceci contribuera au développement d'une énergie, toute nouvelle et au succès d'une activité plus productive.

Ce sont ces raisons, qui ont contribué *en Angleterre* au maintien du droit d'aînesse, dans les transmissions héréditaires de la fortune immobilière, basé d'ailleurs sur les traditions du peuple (2). Le sot de la famille, comme Johnson nommait l'ainé, seul héritier, fut là : le sage, les autres en furent honorés.

En France, la révolution de 1789, qui démolit les droits

(1) Le Play, *la Réforme sociale en France*, p. 113.

(2) P. Cauwès, *Précis d'économie politique*, t. II, p. 152 ; — Malthus, *Principes d'économie politique*.

et privilèges des familles nobiliaires, détruisit également le droit d'aînesse qui s'opposait à ses desseins.

On lui reprochait (1) :

a) De contribuer à la conservation d'une grande propriété, qu'on voyait dangereuse. Elle est pourtant nécessaire.

b). De s'opposer à la répartition plus uniforme de la richesse.

Elle se produit dans notre système, sous une forme meilleure et plus sûre.

c) De supprimer la liberté du père. Celui-ci, ne pouvant rien faire de sa fortune, verrait, en même temps, son autorité disparaître et son droit de propriété réduit à une jouissance viagère.

Nous donnons cette liberté au père.

d) De provoquer des luttes dans les familles, par la haine, que cette élection capricieuse de l'aîné fera, nécessairement, naître.

Nous établissons l'élection sur d'autres bases, qui évitent le caprice de la naissance.

Tous ces motifs ne peuvent pas trouver d'appui dans notre système. Nous soutenons : un seul héritier, comme corollaire du principe d'indivisibilité du bien de famille, seulement.

Le pays n'a, d'ailleurs, législativement jamais connu

(1) Le Play, ouv. cit., p. 114 et suiv.

de droit d'aînesse (1). Le privilège de masculinité fut le seul prévu par les législations diverses. Les articles 917 du Code Calimach et 17 lit b et c : du Code Caradgea l'écartent. Nous avons vu pourtant dans le pays, pour une nécessité sociale, des habitudes de ce genre.

Mais une question : Pourquoi a-t-on, généralement, choisi l'aîné, dans les dévolutions successorales, basées sur les principes de la transmission à un seul ?

Portalis, dans son discours au Conseil d'Etat de 1803, nous le dit : « Un laboureur, par exemple, a d'abord un fils, qui, se trouvant le premier élevé, est devenu le compagnon de ses travaux. Les enfants nés depuis, étant moins nécessaires au père, se sont répandus dans les villes et y ont poussé leur fortune. Lorsque le père mourra, sera-t-il juste que l'aîné partage également le champ, amélioré par ses labeurs, avec des frères, qui déjà sont plus riches que lui ? (2) »

Principe b. — *On peut pourtant soutenir également le cadet* (3) et on l'a fait par les raisons que l'aîné est,

(1) D. Alexandresco, *l'Explication théorique et pratique du Droit civil roumain*, t. III, p. 271, note 1.

(2) Reproduction des paroles de Portalis, dans le rapport de M. de Foville, publié en tête de l'ouvrage de M. Flour de Saint-Genis, *la Propriété rurale en France*, pp. 14 et 15.

(3) Le droit de juveigneurie existe dans certains endroits de l'Angleterre. Dans certains endroits de l'Autriche, le second fils est celui qui est favorisé, l'aîné étant généralement consacré au service militaire. Dans certains cantons suisses, ce droit peut être rencontré. Egalement, dans quelques états de l'Allemagne (Hanovre, Brunswick, Frise, Saxe). Les slaves le pratique aussi en Serbie.

dans la majorité des cas, déjà établi à la mort du père et peut gagner son existence, en dehors de l'aide de sa famille, tandis que le cadet, qui a moins profité de cette aide, a également eu moins de temps pour faire sa vie.

★★

Notre système ne donne pourtant pas le droit à la nature de choisir le garçon, qui succédera seul au bien de famille.

Il le donne à la loi.

Celle-ci, dans notre système, devra le concéder d'abord au père.

Le père sera donc la première personne, dans notre système, qui aura le droit de choisir son successeur au bien de famille. Il pourra le faire par acte entre vifs ou par testament.

S'il n'a pas disposé ou si ses acte entre vifs ou testament sont attaqués, avec succès, en justice, pour les motifs suivants : a) indignité du père ; b) insanité d'esprit ; c) injustice manifeste ; et d) les autres moyens d'attaquer les testaments, comme suggestion, captation, dol, violence et autres, que nous trouvons dans la législation actuelle et que nous étendons aux dispositions faites par actes entre vifs ; le droit d'élection passe à la mère.

Dans tous ces cas d'attaque en justice des dispositions du père, le juge sera obligé, dans notre système,

de prendre l'avis préalable et motivé d'un Conseil de famille, spécialement convoqué, où entreront, obligatoirement, la mère et les autres ascendants, avec l'exclusion des frères, qui attaquent l'acte entre vifs ou le testament et leurs descendants. L'avis sera celui de la majorité de ce Conseil de famille, qui sera composé d'au moins cinq membres, en tout cas d'un nombre impair.

★★

Quand nous donnons le droit d'élection du successeur au bien de famille, au père ou à la mère, dans les conditions, que nous avons vues, par acte entre vifs ou par testament, nous touchons aux questions si discutées du partage d'ascendants et de la liberté testamentaire et de leur nécessité sociale, que nous voulons passer en revue, maintenant.

Principe c. — Le partage d'ascendants est un des excellents moyens de satisfaire les nécessités d'une bonne répartition successorale. En vérité, l'ascendant partageant les biens entre ses descendants, du temps de sa vie, saura toujours donner, à chacun d'entre eux, les biens qui conviendront le mieux à ses goûts, désirs, talents, valeur ou aptitudes. Il aboutira plus sûrement au résultat, désiré de tous, car il saura employer sur ses descendants et héritiers sa force, son autorité et ses moyens, pour les persuader d'accepter la répartition qui leur est faite. Combien de procès, de discussions

de querelles, de luttes ou meurtres, ne seraient évités par un partage d'ascendants, qui, en conciliant l'intérêt général, gardera aussi les bonnes relations parmi les héritiers futurs et leur épargnera les dépenses multiples d'un partage ultérieur.

Mais dans les dispositions du Code civil trouve-t-on cette liberté nécessaire, qui seule pourrait assurer le succès d'un partage d'ascendants ?

On a répondu que non, on l'a fait sur les motifs suivants (1) :

a) On a dit : le partage d'ascendants, comme tout partage, est soumis aux nécessités des articles 736 et 741 ; donc les lots, pour que le partage ne soit pas attaquant, doivent comprendre, *en nature*, la même quantité de meubles et d'immeubles de la succession et les descendants peuvent le demander. Or, alors, toute efficacité du partage d'ascendants est ainsi annihilée. Comment pourrait-on aussi assurer une bonne répartition des biens ?

En France on a discuté longuement cette question. Et une partie des Cours d'Appel, dont nous pouvons citer : Grenoble (en 1820), Nîmes (en 1823), Bordeaux (en 1840) et des auteurs renommés, comme : Demangeat, *Revue pratique*, t. 25, p. 302, Laurent, tome XV, 60 et suivant, Réquier, 144 et suivants, et autres, ont nié l'application des articles 826 et 832 du Code civil français (correspon-

(1) Voir à ce sujet l'ouvrage de M. Claudio Jannet, *la Réforme du Code civil, selon les jurisconsultes des pays à famille souche*.

dants : 736 et 741 du Code civil roumain), au partage fait par les ascendants (1). Ils ont fait ce raisonnement :

L'article 832 contient une règle propre au partage judiciaire.

Mais l'ascendant fait un partage d'attribution et non judiciaire. Comment donc lui appliquer l'article 832 ?

C'est pourquoi une disposition législative, qui, en ajoutant aux articles du Code, qui prévoient le partage d'ascendants, écartera expressément l'application de l'article 832, couperait court aux controverses et serait nécessaire (2). Le partage d'ascendants est de beaucoup diminué dans son efficacité, par une interprétation contraire.

C'est dans le sens de la non-application des articles 736 et 741 du Code civil roumain que se prononce une partie de la doctrine roumaine. On se base sur les solutions pareilles des Romains ; voyez Instit., § 6, II, tit. 18 ; L. 20, § 3 Digeste 10, 2 ; nov. 18 cap. 17, etc (3).

Mais la jurisprudence constante de la Cassation française décide dans le sens de l'application des articles 826 et 832 aux partages d'ascendants, et une doctrine représentée par Aubry et Rau, tome VI, § 730 et 731, ab

(1) Ed. Lambert, *de l'Exhérédation et des legs faits, au profit d'héritiers présomptifs*, p. 636 ; — D. Alexandresco, *ouv. cit.*, t. III, p. 662, note 3.

(2) M. Planiol, dans son *Traité élémentaire de Droit civil*, pense que la disposition de l'article 832 du Code civil français n'est pas d'ordre public et qu'on peut y déroger, t. III, n° 3373.

(3) D. Alexandresco, *l'Explication...*, etc., t. III, p. 662, note 2.

initio, texte et note 1, Demolombe, tome XXIII, 119 et suiv., Troplong, tome IV, 2304 et autres, est dans ce sens, se basant d'ailleurs sur les travaux préparatoires du Code civil français. Nous avons vu, plus haut, que les Tribunaux d'appel d'Agen et de Lyon critiquèrent violemment cette exigence (1).

Une troisième idée eut pourtant l'eu. Elle limite l'application des articles 826 et 832 aux partages d'ascendants faits par testament, car ceux faits par actes entre vifs sont définitifs par l'acceptation des donataires. Voyez : Arntz, tome II, 2255, Colmet de Santerre, tome IV, 243 bis, XVII et XVIII, Duranton, tome IX, 658 et autres. Elle n'eut pas de succès. Ce fut toujours celle de la jurisprudence de la Cassation, qui s'imposa en France. En Roumanie, la doctrine, penche pour le contraire.

Mais la jurisprudence française vint accorder des compensations.

C'est ainsi qu'elle donna un pouvoir large d'appréciation aux juges, dans le but d'écarter un partage en nature des biens, qui en sortiraient dépréciés.

C'est ainsi qu'elle laisse aux ascendants le pouvoir d'imposer, par des clauses pénales, le respect de leurs partages, même de ceux qui s'écartent des dispositions des articles 826 et 832.

(1) Voir dans Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, t. IV, p. 165, les réclamations formelles du Tribunal d'appel de Lyon.

C'est ainsi, enfin, qu'elle a refusé de rescinder le partage fait, du temps de la vie de l'ascendant, par les descendants eux-mêmes, sans observation de l'article 832, après délaissement des biens, de la part de l'ascendant.

Les Chambres françaises ont même vu un projet de loi, qui tendait à la modification des articles 826 et 832 du Code civil français. Soit dans les partages d'ascendants, soit dans ceux judiciaires, disait le projet, l'intégralité des immeubles pourra être attribuée à un seul des descendants, en échange de soultes correspondantes, sans que les partages soit annulables (1).

C'est une telle modification, qui serait nécessaire au Code civil roumain, ou plutôt au Code rural, que nous proposons. Les articles 736 et 741 du Code civil roumain forment une entrave dangereuse au bien-être de la classe paysanne.

b) On a dit : les taxes multiples et élevées, prévues pour les partages d'ascendants, sont une autre entrave à leur développement. Et, en vérité, la modification du système fiscal s'impose en Roumanie.

c) *En France*, on a encore dit : la lésion du quart, qui peut à tout moment être la cause d'une rescision du partage d'ascendants, est tout à fait mal venue. Supposez que le défunt s'est trompé dans le calcul des valeurs des lots ; or, supposez une plus-value intervenue par le travail et l'activité du possesseur du lot ; comme la res-

(1) Claudio Jannet, ouv. cit.

cision du partage peut être demandée sur la lésion de plus du quart et comme cette lésion s'apprécie au jour du décès de l'ascendant, quel partage en sortira indemne ?

Critiques tout à fait réelles et justes, qui heureusement ne peuvent être faites, en Roumanie, où la lésion n'est pas une cause de rescision des partages, en général, comme elle ne l'est pas du partage d'ascendants, par conséquence.

Mentionnons que la législation Calimach de Moldavie prévoyait la lésion, dans son article 1096, quand elle parlait d'une : « grande cause, très préjudiciable. »

Donc, ce fut une innovation, pour la Moldavie, en 1864.

Notre Code civil n'admet la lésion, que pour les actes des mineurs (article 915).

Voilà les critiques faites à l'organisation actuelle du partage d'ascendants.

Disons *qu'en France* on arrive, par moyens détournés, à éviter ces inconvénients ; M. Le Play nous en donne des exemples. Les coutumes sont, d'ailleurs dans le sens du maintien de l'intégralité des patrimoines pour éviter les effets fâcheux du partage égal, qui d'après Bigot-Préameneu : « détruit les petites fortunes ; un petit héritage, coupé en parcelles, n'existe plus pour personne ; si l'héritage demeure entier, il reste un centre commun à la famille. » (1)

En Roumanie, les familles paysannes emploient sou-

(1) Paroles citées par M. Claudio Jannet, ouv. cit.

vent le moyen du partage d'ascendants, pour éviter une dispersion de la fortune, amassée si difficilement :

Les législations anciennes des principautés roumaines admettaient également le partage d'ascendants (1).

Mais, le *Code Calimach*, de la Moldavie, ne parle que des parents (voyez les articles 760, 1008 et 1009) et prévoit également le partage fait de vive voix, devant trois témoins, dignes de foi.

Et le *Code Caradzea*, de la Valachie, dans sa lettre écrite, ne prévoit rien. Seulement, d'après la doctrine et l'interprétation de nos instances judiciaires, qui ont eu à se prononcer, rien, dans l'entier Code Caradzea, ne s'opposait à cette distribution des biens, faites par les ascendants (2).

Aujourd'hui, le partage d'ascendants doit suivre les règles des donations et des testaments, à côté de celles des partages, en général. C'est cette menace continuelle, qui en fait un acte fragile.

Voilà pourquoi notre système, qui ne prévoit un droit à l'ascendant, que d'élire le successeur du bien de famille, entoure ce droit de garanties suffisantes : conseil de famille, composé des personnes, parents plus proches du défunt et désintéressés, pour faire un acte, difficilement attaquable.

Nous passons au principe de la liberté testamentaire.

(1) D. Alexandresco, *l'Explication...*, etc., t. III, p. 645, texte et note 2.

(2) D. Alexandresco, *ouv. cit.*, t. III, p. 645, texte et note 1.

Principe d. C'est l'école de Le Play. C'est l'école qui ne veut pas de légitime, pour les descendants, comme pour personne (1).

On a dit : « Il faut une loi de liberté, qui permette à l'initiative des pères de famille de conserver l'œuvre, qu'ils ont créée et d'avoir une postérité dans les limites de la fécondité naturelle, sans pour cela renoncer à tout bien-être pour leurs descendants. » (2).

C'est le système de la famille souche, dit M. Le Play ce système des nations prospères, comme l'Angleterre, où seulement un seul des enfants prend et continue le foyer paternel, les autres allant au loin chercher une source nouvelle à leur activité productive.

Le but du principe de liberté testamentaire fut ainsi défini, par les auteurs, qui l'ont soutenu (3).

Il tend à assurer une bonne répartition des biens paternels entre les enfants, selon leurs qualités et aptitudes ; la quotité disponible, que la loi prévoit, n'étant pas suffisante pour parfaire ce résultat.

Il veut laisser, à l'individu, l'exercice absolu de son droit de propriété et éviter cette organisation, qu'est l'Etat, de s'immiscer dans les affaires, qui ne doivent être que celles de l'organisation intérieure des familles.

(1) Cette liberté testamentaire existe en Angleterre et aux Etats-Unis d'Amérique.

(2) Claudio Jannet sur l'école de Le Play.

(3) Le Play, *la Réforme sociale en France*, p. 104 et 105. Voir aussi p. 130 et suiv.

Notons qu'en France on trouvait maintes coutumes, au moyen âge, qui accordaient au père cette liberté de disposition, si nécessaire pour les individus et si utile à une bonne organisation sociale.

Les principes de la Révolution de 1789 s'attaquèrent à cette liberté, dans le but de détruire la noblesse féodale, mais ils ne firent que détruire la population des champs.

En Roumanie, quoiqu'une légitime fût de tout temps concédé aux descendants, plusieurs autres principes venaient s'ajouter à ce système (1) :

Le Code Calimach prévoyait une réserve d'un tiers des biens, en face de moins de 4 enfants, et de moitié passé ce nombre (article 968).

L'héritier réservataire (« neapàrat », comme s'exprime le texte de la législation) peut même hériter contre les dispositions testamentaires, si celles-ci attaquent sa réserve (articles 984 et 987, § 1, g).

La quotité disponible peut être donnée à l'un des héritiers, tout comme aujourd'hui (article 973).

Le Code d'Andronachi Donici prévoit la même réserve que le Code Calimach (§ 7 du chapitre 35).

Le Code Caradgea, de Valachie, fait varier la réserve par la moitié, le tiers ou le quart, d'après le nombre des héritiers.

Mais le même Code Caradgea admettait une liberté

(1) D. Alexandresco, *l'Explication...*, etc., t. IV, p. 306, noté 1.

absolue de disposition des biens, PAR ACTES ENTRE VIFS.

Et les deux législations : Calimach, en Moldavie, et Caradgea, en Valachie, *admettaient des causes multiples d'exhérédation* ; on arrivait ainsi au même résultat.

Nous verrons quelques-unes de ces causes légitimes d'exhérédation dans le chapitre qui s'occupe du droit d'exhérer.

Aujourd'hui, en Roumanie, la même réserve, qu'on voit fondée sur des raisons de justice et de moralité s'oppose à la liberté de disposition des pères de famille :

On la justifie sur un devoir humanitaire de pitié, qui s'oppose à ce que les plus proches parents se refusent les éléments nécessaires de la vie.

Mais plusieurs reproches ont été faits au système de liberté testamentaire (1).

a) On a dit qu'il aboutit à la dispersion des familles, par l'éloignement des enfants, auxquels on n'a rien laissé. Et M. Duvergier de Hauranne a dit : « la liberté de tester ne contribue en rien à maintenir les liens de parenté, la famille s'y dissout avec la plus grande facilité ».

Par cette dispersion, la vie de famille est réduite à un individualisme féroce, qui écarterait toutes idées de dévouement filial ou de devoirs de parenté.

(1) Voir à ce sujet Le Play, *la Reforme sociale en France*, t. I, p. 436 et suiv. ; — Alfred de Foville, *Etudes économiques et statistiques sur la Propriété foncière. Le morcellement*, p. 192 et suiv. ; — P. Cauwès, *ouv. cit.*, t. II, p. 160 et suiv.

M. Le Play trouve, au contraire, que la liberté testamentaire assurera la stabilité des familles.

En tous cas, *dans notre système*, cette critique ne peut porter, vu que la liberté testamentaire n'est pour nous qu'un moyen d'arriver à une meilleure élection du garçon successeur au bien de famille.

b) On a dit qu'il peut mettre en danger la vie du testament, vu que le descendant, favorisé avec le plus gros lot, sera tenté de faire disparaître son ascendant, pour être sûr de garder la partie qui lui est destinée.

On a ajouté presque tout de suite, qu'il est bien rare que les dispositions testamentaires ne soient pas connues du principal intéressé.

Cette critique est peut-être juste ; mais il y a autant de moyens de garder le secret sur les dispositions testamentaires faites ; et puis dans ces cas, ne voit-on pas plutôt les traces d'un penchant criminel.

c) On a critiqué ce pouvoir, laissé au père, par une crainte de préférence du « mauvais sujet » de la famille comme on s'exprime.

Le père se trompera bien souvent sur les vraies qualités de ses fils. Mais avec le partage judiciaire en est-il mieux ?

Notre système accorde, en outre, des moyens d'attaquer les dispositions du père, en cas d'une injuste élection du successeur du bien de famille.

d) On a encore dit que le système de liberté testamentaire donne lieu aux discordes, querelles, luttes

et crimes dans la famille, par les jalousies et haines, qu'il engendre.

Ceci est pourtant évitable par les moyens de récompenser les autres *du système, que nous proposons.*

On peut trouver à la liberté testamentaire de nombreuses qualités.

Du point de vue social, elle : a) aide à la conservation des biens dans les familles. Par ceci, elle assure la stabilité des familles pauvres, comme de celles riches.

b) Produit le bien-être familial et évite la stérilité des mariages, par conséquence.

c) Maintient, le mieux, l'autorité du père, par cette possibilité, qu'on lui donne de partager ses biens, à sa guise. S'il veut punir, il pourra le faire.

Il saura aussi partager les biens d'après les talents et aptitudes de chacun de ses enfants.

d) Rend plus fort le principe de la propriété et la liberté sur ce droit réel.

Du point de vue économique, elle : a) fait le fils songer plus à son avenir, par la crainte de n'être pas choisi comme héritier. Celui-ci devient, ainsi, le travailleur de sa fortune. Son énergie et son activité gagnent en intensité, dans son travail. La société et l'Etat en profiteront, par conséquence. Une réserve sûre poussera à la paresse.

b) Pousse à l'émigration et à la colonisation, par un surplus de population inoccupée.

Evite les frais et les formalités nombreuses de partages ultérieurs.

Pour toutes ces raisons, elle doit être introduite, en Roumanie, pour y activer son commerce, ses industries, et ses autres branches de la richesse nationale.

Une loi, qui deviendra, bien vite, d'application générale, dans les campagnes roumaines, viendra corriger les effets de l'introduction de la législation de 1864 destinée à régir une pleine propriété paysanne. Les pères de famille y trouveront enfin un appui dans leur désir de garder intacte la terre, nécessaire à la famille.

Notre système s'occupe pourtant seulement de l'élection du successeur au bien de famille et tous ces principes nous les discutons, parce qu'ils servent notre but, de faire passer intégralement à un seul des garçons, jusqu'à présent choisi par le père ou la mère, par acte entre vifs ou testamentaires, le lot de 5 ou 3 hectares, dans les conditions vues.

C'est pourquoi nous ne discutons pas, à fond, les critiques faites et nous nous bornons à les énumérer à titre de documentation, quand elles ne se rapportent pas directement à notre système.

Principe e. — La liberté testamentaire nous emmène à parler de la faculté d'exhérer (1), qui viendrait la remplacer si elle n'y était pas admise.

(1) Elle existe en Autriche (Voyez l'article 768 du C. Civ. autrichien, qui énumère quatre causes), dans les provinces baltiques de la Russie (pour quinze causes).

Le droit d'exhérédation répond aux mêmes idées et aux mêmes besoins.

Les Romains l'admettaient. Voyez la novelle 115, qui énumère dans les chapitres 3, § 1 et suivants, et 4, § 1 et suivants, les causes d'exhérédation. (1)

Le système de cette nouvelle était suivi dans l'ancien droit français ; le droit écrit comme le droit coutumier avaient leurs causes précises.

A l'occasion des discussions sur son maintien dans le Code civil, qu'on voulait donner à la France, Maleville fut dans le sens de l'affirmative, Tronchet dans celui de la négative (2). Les réponses des différents Tribunaux d'appel, surtout des pays de droit écrit, étaient dans un sens favorable. Voyez celles des Tribunaux d'appel d'Agen, d'Aix, de Limoges, de Montpellier et de Riom (3).

Le Tribunal de Cassation voulait aussi que l'autorité paternelle puisse exercer sa puissance sur la moitié de la réserve, en dehors de la quotité disponible et demandait un article dans ce sens (4).

« La section a cru devoir remplacer l'exhérédation par la disposition officieuse », fut la réponse (1).

(1) D. Alexandresco, *ouv. cit.*, t. IV, p. 298, note 3.

(2) Fenet, *ouv. cit.*, t. X, p. 481.

(3) Fenet, *ouv. cit.*, t. III, p. 49, 33 et 35, t. IV, p. 18, 429 et 470, t. V, p. 442.

(4) Ed. Lambert, *ouv. cit.*, p. 232.

(5) Fenet, *ouv. cit.*, t. X, p. 481.

La disposition officieuse fut vite regardée, comme une substitution et traitée comme telle. Voilà comment aucun signe d'exhérédation formelle ne resta dans les dispositions du Code.

Aujourd'hui donc, *en France*, une exhérédation formelle n'est plus possible, quoique le fondement du droit de succéder est, en premier lieu, basé sur la volonté manifestée ou présumée du défunt.

Tout ce qu'on peut faire, c'est de suivre la Jurisprudence, dans son évolution et de décider, avec elle, que le testateur pourrait exhéredier, par une clause pénale, adjointe au testament, qui dans la répartition des biens ne tiendrait pas compte des articles 826 et 832, celui des successeurs, qui attaquera le testament. *C'est bien assez, dans l'intérêt de notre problème et notre système approuve cette possibilité d'exhérédation.* Elle serait utile dans le système législatif de la Roumanie.

Mais un autre terrain, s'offre à nos désirs. C'est celui des législations anciennes des principautés roumaines. En vérité, ces législations admettaient l'exhérédation pour causes déterminées, comme dans le droit romain (1).

Le Code Calimach de la Moldavie, dans les articles 978-980, 695 et 697, prévoyait les causes suivantes : l'inimitié de la vie du testateur, la diffamation avec malédiction, l'empêchement par contrainte ou ruse, de faire le testament, l'état de corruption ou autres inconvenances, etc.

(1) D. Aleandresco, *l'Explication...*, t. IV, p. 298, note 3.

Le testateur était seulement obligé de mentionner la cause d'exhérédation et la personne, qu'il écartait de sa succession.

Disposition pareille, dans le Code d'Ipsilanti.

Le Code Caradzea de la Valachie, dans ses articles 34 et 36 de la IV^e partie du chapitre 3, énumère également quelques causes d'exhérédation; qu'il admet en nombre plus réduit que la législation moldave, mais qu'il prévoit également.

Donc un système d'exhérédation trouve un sérieux appui dans nos législations anciennes, conformes d'ailleurs aux mœurs nationales, d'où elles s'étaient inspirées.

Pour admettre un tel système, on n'aura qu'à revenir aux causes légales d'exhérédation, qu'on greffera sur les cas d'indignité (1), prévus dans l'article 655 du Code civil roumain. Cet article sera allongé de façon à comprendre tous les autres cas, que nous voulons y introduire. Faire l'énumération de ces derniers, nous trouvons inutile ; nous avons montré, seulement, comment sans attaquer de front la prohibition d'exhérédation, prévue par la législation actuelle roumaine, et en nous basant sur les législations anciennes et les mœurs du passé, on pourra, par l'admission de l'exhérédation formelle, éviter la destruction de la petite propriété.

On a dit qu'il ne faut pas laisser aux descendants

(1) M. Planiol accepte une extension des causes légales d'indignité. Voir : *Traité élémentaire de Droit civil*, t. III, n^o 3051.

le pouvoir d'attaquer le testament, comme inofficieux, car ce serait laisser les premiers manquer de respect, envers leurs ascendants. Nous sommes du même avis et c'est pourquoi nous ajoutons à notre proposition de plus haut : une détermination précise des cas d'indignité, pour qu'il n'y ait aucune possibilité d'appréciation. Le descendant saura, ainsi, à quoi s'en tenir et en dehors des cas prévus, le juge repoussera, *de plano*, toute autre attaque du testament.

Notre système se base sur cette exhérédation, telle que nous la concevons, seulement pour arriver à garder le bien de famille à un seul des enfants ; ceci fut, du commencement, notre plan. Si nous discutons ces principes, c'est parce qu'ils servent notre système, nous l'avons déjà dit,

Nous voilà arrivés aux substitutions, dernier principe que nous voulons envisager ici. La transition nous la procure cette idée du bien de famille, qui passant de main en main, suivant les dispositions de notre système, prend les caractères des substitutions fidéicommissaires, ou des majorats, variété des premières.

Principe §, Les substitutions fidéicommissaires (1) nous

(1) Leur possibilité est reconnue en Angleterre. Les articles 618 et 619 du Code civil Autrichien prévoient le fidéi commis de famille. La noblesse danoise les pratique. En Allemagne, elles accompagnent la constitution du bien de famille. La loi hollandaise les permet. (Voyez les articles 928 et 1020 à 1038). La loi balte également.

fournissent, en dehors d'un système de bien de famille, avec les caractères que nous lui donnons, un moyen des plus sûrs pour conserver les biens à la famille, en assurant intelligemment leur transmission. Dans un système de liberté testamentaire, elles sont un corollaire nécessaire, dans le but poursuivi.

Elles ont existé de tout temps et partout ; et nous bornant à l'étude de la législation française et de celle roumaine, ce ne fut que l'intérêt de destruction de la caste nobiliaire, d'après les vues des révolutionnaires français de 1789 et l'imitation de la législation française en Roumanie, qui les firent disparaître.

En France, on s'est limité aux substitutions pupillaires et à celles vulgaires.

En Roumanie, on n'admit que les substitutions vulgaires, qui d'ailleurs n'ont rien des vrais caractères d'une substitution.

Les substitutions fidéicommissaires furent interdites, *en France*, par la loi de 14 novembre 1792 et puis dans le Code civil de 1804, art. 896 ; *en Roumanie*, dans le Code civil de 1864, art. 803.

Les traditions du peuple roumain furent pourtant contraires à l'état actuel des choses. Les traditions du peuple français le furent également. L'Angleterre, l'Amérique du Nord, certains endroits de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Russie et de l'Espagne, admettent encore le système des substitutions fidéicommissaires. Voilà donc autant de raisons pour les réintroduire, voilà autant de preuves de leur utilité.

La Révolution française les supprima, dans le désir de supprimer la féodalité.

Mais Napoléon créa les majorats, tout aussitôt après le vote de la législation de 1804.

Mais en 1826 une loi de 17 mai permit les substitutions pour deux générations.

Ce n'est que par les lois postérieures, dont la plus importante fut celle de 7 mai 1849, que les majorats comme les substitutions furent abolies pour l'avenir. Leur réintroduction, pendant ce temps prouve leur nécessité.

En Roumanie, on n'a plus rien fait, postérieurement au Code civil.

Mais les substitutions pupillaires, qui aujourd'hui ne sont plus admises en Roumanie, l'étaient d'après la législation de Calimach (1). (Voyez les articles 775 et 780).

Mais les fidéicommiss de famille étaient prévus (2) par le Code Calimach (articles 774 et suivants, 781-784 et 794) ; par le Code d'Andronachi Donici (chap. 36, § 7 et 8) où ils pouvaient consister d'une partie, d'un seul objet, comme de toute la succession.

Le Code Caradzea les admet implicitement, en vertu du droit romain, qui l'avait inspiré, et des mœurs nationales, sur lesquelles il s'était basé. Or, soit le premier, soit les dernières, admettaient des principes de

(1) D. Alexandresco, *l'Explication* .., t. IV, p. 690 et suiv.

(2) D. Alexandresco, ouv. cité, t. IV, p. 696, texte et note 1.

conservation des biens dans la famille ; preuves : l'exclusion des filles de la succession, sorte de majorat, et le droit de protimis, dont nous avons si souvent parlé dans notre deuxième section.

Plusieurs reproches ont été faits à ces substitutions, qui assurent la transmission des biens familiaux de génération en génération (1) :

a) Du point de vue juridique, on a dit qu'elles changent complètement les caractères du droit de propriété, tel qu'il est établi par la législation actuelle.

C'est, peut-être, ainsi ; mais, à qui la faute ? Le droit de propriété doit être conçu, dans l'esprit de la nécessité sociale ; quand celle-ci demande une autre organisation de ce droit, il n'y a pas d'autres principes qui doivent s'y opposer.

b) Du point de vue social, on a dit qu'elles rappellent le droit d'aînesse et les autres inégalités.

Nous avons déjà parlé du droit d'aînesse ; et les inégalités, qui existent sans remède dans la nature, ne peuvent fournir un argument contre un système, qui seul peut assurer une bonne et durable organisation sociale.

c) Du point de vue économique, on a dit qu'elles :
α) étaient un obstacle à la circulation des biens, si nécessaire dans la vie économique de la société. Les biens

(1) D. Alexandresco, *ouv. cit.*, t. IV, p. 697 et suiv.;—P. Cauwès, *ouv. cit.*, t. II, p. 158.

restent aux propriétaires *accessifs*, sans qu'ils le veuillent et ceux-ci ne peuvent pas les mettre au service de l'intérêt général.

Nous ne voyons pourtant pas d'autre solution à notre problème et le bien-être de la classe paysanne roumaine, sur laquelle se base l'Etat, est un argument très puissant en faveur de cette transmission successive du bien de famille, que nous demandons.

β) Etaient une cause destructive du crédit, si utile aux relations de la vie commerciale actuelle. En vérité, ni les grevés de substitutions, ni les tiers ne pouvaient offrir des conditions avantageuses, ne sachant à quoi s'en tenir.

Ceci peut pourtant être remédié et le crédit réduit à ce que ces biens peuvent offrir, leur situation étant clairement exposée dans un système de publicité, qui serait mieux organisé.

γ) Emmenaient la déperdition ou l'abandon des champs, dont on ne pouvait tirer tous les profits, pendant le temps qu'on avait leur usufruit ; et qu'on ne tâchait jamais, ou presque, d'améliorer, pour ces mêmes motifs.

Ce reproche ne peut porter, dans notre système, où la transmission intégrale ne s'appliquera qu'à une étendue de 5 ou 3 hectares, qui ne sera pas trop grande pour craindre un abandon ou une exploitation abusive.

D'ailleurs, aujourd'hui, presque partout, les substi-

tutions ne sont plus vues sous les mêmes regards.

La nécessité sociale veut qu'elles existent, pour éviter le morcellement des propriétés foncières, pour garder les biens aux familles et assurer, ainsi, leur bien-être.

En France, même, la pratique a essayé un moyen d'arriver à la possibilité des substitutions (1). Elle les a décomposées en legs conditionnels, tournant ainsi la prohibition de l'art. 896.

La Cour de cassation en 1873 approuva cette décomposition.

Elle revenait plus tard sur cette décision ; mais la jurisprudence n'est pas définitivement fixée (2).

Nous faisons le vœu de l'admissibilité des fidéicomis, en France, comme en Roumanie, remédiant une réforme, qui soit en 1789, soit en 1804, et soit en 1864, a rompu trop brusquement avec le passé des traditions, législations et coutumes.

Notre système veut cette substitution fidéicommissaire admise, pour aboutir au résultat, qu'il désire. La tâche lui sera, ainsi, facilitée.

Nous avons fini les cas, dans lesquels la loi donne aux père et mère, le pouvoir de choisir le successeur du bien de famille.

(1) Ed. Lambert, *ouv. cit.*, p. 586 et suiv.

(2) Planiole, *uv. cit.*, t. III, n° 3290.

Quand la loi doit décider elle-même, à défaut de disposition de la part de la mère, ou si son acte entre vif ou son testament sont attaqués avec succès pour les mêmes causes, dans les mêmes conditions et principes et par les mêmes dispositions législatives, que nous avons appliquées aux dispositions du père ; nous proposons que la loi décide la transmission intégrale du bien de famille au garçon, ayant accompli le service actif dans l'armée (qui en Roumanie a lieu pour deux ans, à partir de l'âge de 21 ans) et étant le plus rapproché, en âge, de 23 ans. C'est un système, qu'on pourrait appeler : le système du dernier libéré du service actif obligatoire de l'armée.

Nous proposons ce système : a) comme encourageant à l'accomplissement du service militaire ; c'est satisfaire une nécessité sociale et nationale :

b) Et pour la raison que celui-ci sera, le mieux, en état de s'occuper, vu les conditions de la vie réelle et intime de la classe paysanne roumaine, de labourer son champ, d'une manière intermittente, mettant à profit également les connaissances, qu'il acquerra aux écoles d'agriculture théorique et pratique, que nous proposons d'attacher aux casernes militaires, dans l'intérêt des paysans.

Ce dernier libéré de l'armée devra réunir les conditions de capacité, de dignité et de sérénité d'esprit, demandées par la législation civile.

★★

A défaut d'un garçon, ayant accompli le service militaire actif, ou quand l'élection de celui-ci est attaquée, conformément aux principes montrés pour les attaques des dispositions des père et mère, pour non accomplissement d'une des conditions demandées par la législation civile, ce sera le plus âgé des autres garçons, qui héritera le bien de famille. En cas de minorité, l'administration du bien de famille se fera d'après les règles juridiques en vigueur.

★★

A défaut de garçons ou si ceux-ci ne sont pas en état de succéder au bien de famille, comme n'accomplissant pas toutes les conditions légales, vues plus haut, le bien de famille passera à l'Etat. Celui-ci sera obligé de vendre les terres aux autres paysans, qui auront des étendues moindres à 5 ou 3 hectares et du produit de la vente rembourser les ayants-droit, héritiers, d'après la législation civile en vigueur.

Ceci : a) pour arriver à la mise en possession sur des étendues de 5 ou 3 hectares, suffisants pour l'entretien d'une famille, de toute une classe paysanne, qui n'en ressortira que plus forte.

b) Et pour aider à la repopulation des campagnes ; poussant, sous cette crainte de confiscation du bien de famille, au mariage et à la reproduction.

★★

Ce sont, en principal, les principes que nous voulons introduire dans notre législation spéciale à la population rurale.

N° IV. Plusieurs autres modifications pourraient être faites au système légal, pour répondre aux exigences de nos vues. Je les cite à titre de documentation.

N° 1. *On a proposé la réforme des articles 965, deuxième alinéa, et 702 du Code civil roumain, qui prohibent les pactes sur successions futures.* (1).

On a dit : ces conventions sont :

- a) Immorales ;
- b) Illégales ;
- c) Impossibles, juridiquement, vu que les héritiers ne peuvent pas disposer de ce qui ne leur appartient pas en propre.

On a répondu :

- a) Elles ne sont pas immorales, car notre législation, qui prohibe tout ce qui est immoral et contraire à l'or-

(1) Le deuxième alinéa de l'article 965 s'exprime : « On ne peut renoncer à une succession non ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, même si le consentement de celui de la succession duquel il s'agit, était donné. » (Voir l'article 1130 du Code civil français). Et l'article 702 : « On ne peut, même par contrat de mariage, renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on pourrait avoir à cette succession. » (Voir l'article 791 du Code civil français).

dre public, admet les assurances sur la vie, qui sont la conséquence des mêmes principes.

b) Elles ne sont pas illégales, car les conventions peuvent souffrir une condition suspensive ou résolutoire, et les biens futurs peuvent faire l'objet des conventions, dans notre législation.

c) Elles ne sont pas impossibles, car les héritiers ont un droit éventuel, qui peut faire l'objet d'une convention, tout autant que celui conditionnel, que la loi admet.

Nous sommes, en principe, pour l'autorisation législative des pactes sur successions futures, quoique notre législation ancienne nous est contraire. (Voyez Pravila Mathieu Bassarabe, glava 277, et le Code Calimach, article 1032).

Les coutumes françaises les admettaient, quand elles forçaient les filles à renoncer aux successions, des fois en échange d'une dot, de valeur ridicule. L'ancien droit français s'était inspiré de ces coutumes.

Et aujourd'hui, avec la nouvelle législation même, l'institution contractuelle est admise ; or, celle-ci arrive au même résultat.

On a appelé cette institution contractuelle : « pacte de succéder » et avec raison. Elle a assuré et encore assuré de nos jours en France, une inaliénabilité des biens, dans certaines proportions, sûrement. Supprimée par une loi du 6 mars 1793, elle fut réintroduite à l'occasion de la confection du Code civil de 1804.

L'institution contractuelle n'est pas possible dans le droit roumain. La doctrine est dans ce sens.

Quant aux pactes successoraux, quoique prohibés dans la législation roumaine, ils seraient d'une visible utilité.

En vérité, ils pourront assurer, avec le consentement du principal intéressé, celui qu'on va hériter, une répartition des biens, plus rapprochée des besoins et des intérêts des parties en cause. Des procès, des discussions et des partages ruineux seraient évités, par un système, qui, comme le partage d'ascendants, donnera à chacun d'après ses goûts et aptitudes.

Seulement et ici nous interposons notre système, ce n'est pas aux héritiers, que nous donnerons le droit, par des pactes successoraux, de décider sur la personne du continuateur au bien de famille. Nous avons exposé plus haut, les lignes principales de notre système et nous voyons que l'élection de l'héritier du bien de famille se fait sur d'autres bases.

C'est pourquoi nous critiquons également le système de la loi pour la création d'une Caisse Rurale, sur ce point. Nous avons vu plus haut le système de cette loi, de 1908, qui laisse aux héritiers, eux-mêmes, ou au tirage au sort, quand ceux-ci ne tombent pas d'accord, le droit de choisir l'héritier du lot.

Nous sommes contre un pareil système, comme peu pratique, car difficilement les héritiers tomberont d'accord, une fois en face de la fortune, et irrationnel,

quant c'est le tirage au sort qui décide, car il n'y a rien de plus arbitraire.

2. On a proposé la réforme de l'article 765 du Code civil roumain (correspondant : 859 du Code civil français) qui prévoit la possibilité du rapport en nature pour les immeubles (1).

Le rapport a été énuméré parmi les causes productrices du morcellement des propriétés foncières.

Il est suspendu, *en France*, quand l'immeuble a été aliéné et quand on trouve dans la succession des immeubles de même nature, valeur et bonté, pour former des lots, à peu près égaux, pour les autres cohéritiers.

Cette dernière cause de suspension du rapport en nature n'est pas prévue dans le *Code civil roumain* et il est bien regrettable. En échange, il ajoute à l'aliénation, qui peut éviter le rapport en nature des immeubles, l'hypothèque.

Un rapport, en moins prenant, dans tous les cas, prévu dans les dispositions sur les biens, sans avoir besoin d'être inscrit dans la loi : la forme du rapport n'étant pas d'ordre public, dit la doctrine, évitera des situations fâcheuses et sera dans les vues de cette égalité de valeur des lots héréditaires, qui seule peut em-

(1) M. Planiol dans son *Traité élémentaire de Droit civil* est de cet avis. Seulement, il ne considère pas nécessaire une réforme législative, la forme du rapport n'étant pas d'ordre public. Voyez t. III, n° 2275.

pêcher le morcellement des héritages et la division des exploitations.

3. *On a encore proposé : la réduction de la réserve.*

Quel fut le fondement donné à la réserve des descendants ?

Certains jurisconsultes (1) l'ont trouvé dans l'obligation alimentaire des plus proches parents. Sitôt que celle-ci est remplie, le père de famille peut disposer librement du reste de sa fortune.

D'autres jurisconsultes ont mis le devoir de laisser une situation semblable à ses enfants, à côté de l'obligation alimentaire, dans le fondement de la réserve.

M. Paul Cauwès (2), dans son Précis du cours d'économie politique, y ajoute les devoirs que l'unité morale et économique de la famille et l'ensemble des traditions font naître. « La présomption légale, dit-il, est que celui qui teste *contra officium pietatis*, obéit à des sentiments violents ou aveugles et n'a pas la plénitude de son jugement. »

On a soutenu la nécessité de la réserve sur ces arguments : (3)

a) Elle procure le premier instrument du travail ultérieur des enfants. Notre système, en fait autant, nous voyons.

(1) Ed. Lambert, ouv. cit., pp. 601, 607 et suiv.

(2) P. Cauwès, ouv. cit., t. II, pp. 161 et 162.

(3) D. Alexandresco, *l'Explication*, t. IV, pp. 300 et 301.

b) Elle n'est pas contraire aux principes juridiques sur les droits de l'individu, car les devoirs, qu'il a, doivent aussi être remplis.

Mais on a dit : où est l'autorité du père, où est le pouvoir absolu sur le droit de propriété ?

M. Wahl ajoute : où sont les nécessités économiques, qui veulent qu'on évite les partages périodiques en nature, obstacle à la grande culture et au développement de la grande industrie ? La réserve est inutile aujourd'hui, quand les liens de famille sont si distendus et qu'un droit de succéder est accordé aux enfants naturels et au conjoint ; dans un système de recherche de paternité permise.

On a encore dit (1) : ce sont des raisons de bien-être et de luxe, qu'on veut garder aux générations futures, qui ont produit cette réserve, ainsi soutenue.

Nous ne voulons revenir sur ce que nous avons déjà dit. Une réduction de la réserve est, en tout cas, nécessaire pour une meilleure répartition des biens successoraux.

Nous avons vu la voie que notre système emploie pour arriver à la transmission intégrale du bien de famille.

4. *On a proposé aussi la réforme de l'article 728 du Code civil roumain, qui décide qu'à tout moment un*

(1) P. Cauwès, ouv. cité, p. 161 du t. II.

co-héritier peut sortir d'un état d'indivision (1). (C'est l'article 815 du Code civil français, correspondant).

On a demandé que des limites soient mises à la volonté d'un seul. En tout cas, le partage, qui deviendrait nécessaire par la volonté de tous, pourra être réduit à une répartition des biens, qui évitera le morcellement des héritages et la division des exploitations. C'est tout-à-fait raisonnable, dirions nous.

5. *Une autre bonne mesure serait celle prévue dans un projet de loi, qui en 1867 venait décider en France que le partage des successions des mineurs, quand tous leurs représentants légaux sont d'accord, pourra avoir lieu devant un notaire, sans formes judiciaires autres que l'homologation du Tribunal, sans tirer les lots au sort et sans tenir compte de la disposition de l'article 832.*

6. *Une autre serait la proposition de M. Jacques Piou faite à la Chambre des Députés, en France, au cours de l'année 1887, qui tendait à la réforme des articles 457, 459 et 466 du Code civil français* (2). On voulait, en effet, supprimer le tirage au sort, en face des opérations, qui intéressent les mineurs, en donnant aux juges des pouvoirs plus larges, dans ces cas.

Mais on s'est élevé contre cette proposition, quoique

(1) Voyez pour la France, l'ouvrage cité de M. Flour de Saint-Genis, pp. 396 et 397.

(2) Planiol, ouv. cité, t. I, n° 1963.

on reconnaissait bien que les représentants des incapables, pour éviter, en ce qui nous préoccupe, les partages judiciaires, en face d'héritiers mineurs, recourraient très souvent à des opérations déguisées, qui pouvaient très aisément se retourner contre les mineurs et incapables, et mettre en péril leurs intérêts.

Le tirage au sort des lots, en face d'héritiers mineurs, nous l'avons déjà critiqué. L'article 412, qui le prévoit, dans le Code civil roumain, contient une disposition irrationnelle et sans un sens précis.

Il paraît qu'en Belgique il est écarté depuis longtemps et le partage, qui est fait par un notaire et approuvé par le juge de paix, n'est que bien reçu.

On pourrait, sur ce point, accorder une solution intermédiaire. Ce serait celle, qui a été maintes fois proposée, de laisser aux juges le pouvoir de suspendre le partage jusqu'à la majorité de l'aîné des mineurs, quand ils pourront procéder à un partage amiable, avec la bonne volonté des tuteurs et du conseil de famille. De ces arrangements familiaux seraient utiles pour tous et les biens en recevront une destination plus conforme au besoin de chacun des intéressés.

7. *Une réforme des tarifs fiscaux et des droits de mutations* serait également bien venue (1). L'Etat ne doit pas mettre des obstacles de toutes natures au règlement, plus conforme aux besoins des individus, des intérêts en

(1) Alfred de Foville, ouv. cité, p. 202 et suiv.

cause ; il doit veiller à ce que son principe ne soit pas atteint, et laisser une liberté plus grande aux initiatives individuelles, qui ne lui seront pas contraires.

V. Nous avons vu jusqu'ici les réformes, qui pourraient être proposées à la législation civile, en vigueur en Roumanie, et le système, que nous proposons et qui tend à la transmission intégrale du bien de famille, à un seul des héritiers, pour la satisfaction du principe de conservation de la famille.

C'est dans un Code Rural, législation spéciale pour les paysans, que nous proposons l'introduction de notre système. A l'objection que la loi doit être générale, nous répondons par les exemples des pays étrangers, comme la France et l'Allemagne qui ont la première la législation spéciale des habitations à bon marché et la deuxième, les législations locales des divers royaumes, sur l'Anerbenrecht. Nous ajoutons des considérations de nécessités diverses pour les différentes classes sociales, qui demandent une réglementation différente des situations.

Mais comment le successeur au bien de famille va-t-il satisfaire les autres ? Il est tout naturel que celui qui prend le bien de famille rembourse autrement les parts héréditaires des autres. Nous ne voulons favoriser personne, nous voulons seulement que l'intérêt social soit satisfait à côté de celui de l'individu. Les autres héritiers auront, dans notre système des

parts que nous croyons plus conformes à leur intérêt même.

Qu'est-ce qu'on pourrait proposer ?

Une solution qui s'impose, c'est celle de la transmission intégrale du bien de famille à un seul, comme dans notre système et des parts, en valeur, égales à la valeur du bien de famille, pour les autres cohéritiers. Pour que l'héritier du bien puisse payer les parts des autres, une communauté familiale, en fait, s'ensuivra naturellement. Petit à petit, le successeur du bien se libérera par des paiements successifs. C'est ainsi que les autres cohéritiers auront leurs parts, sans soucis, car ils seront nourris par le frère, qui a la possession du lot, qu'ils aideront aussi dans son travail. Avec la somme d'argent, qu'ils auront ensuite, ils ne feront que poursuivre une voie d'activité nouvelle et le pays n'en sera que plus profité. Le possesseur du lot aura à doubler d'efforts et en faisant des économies, il n'aura que gagné en qualités.

Mais à propos de cette communauté, qui s'ensuivra forcément, M. Cauwès (1), parlant des mœurs françaises, s'exprime : « Il n'est plus dans nos mœurs, que les cadets restent auprès du fils héritier. Quelle y serait leur situation ? Ce serait une sorte de domesticité sans gages ; bien rarement les aînés travailleraient en vue d'élever et de doter les autres enfants. »

(1) P. Cauwès, ouv. cité, t. II, p. 163.

Les exemples des mœurs roumaines anciennes, comme de celles actuelles nous écartent toute crainte de cette sorte.

M. Le Play propose aussi cette communauté de vie, entre tous les enfants, non établis du vivant du chef de famille, dans une condition indépendante.

Nous acceptons cette dernière proposition pour notre système.

Nous proposons, dans notre système, une communauté d'existence, seulement dans le cas, que le successeur du bien de famille ne peut, par des soultes en argent, rembourser ses frères de leur parts successorales.

Ce seul héritier du bien de famille, devra entretenir les autres, jusqu'à leur complet remboursement ; mais ne devra le faire, dans notre système, que seulement envers ceux, qui ne seraient pas établis du vivant du chef de famille ; ceux-là auront déjà reçu une part, qui peut actuellement suffire à leurs besoins.

Quant aux filles, elles devront en tous cas être entretenues jusqu'à leur mariage, quand on leur donnera encore une modeste dote, consistant, nous proposons, dans une rente, moyen, qui évitera tous les risques. Cette dot sera d'ailleurs proportionnelle à la situation de la famille et aux moyens, dont le frère, héritier du bien de famille, dispose.

Les autres ascendants et le consors du défunt seront également, à défaut de moyens, à la charge de l'héritier du bien de famille, qui satisfera ainsi ses devoirs de famille.

C'est ainsi que la répartition sera plus rationnelle, si nous envisageons les conditions de la vie paysanne.

Les personnes deshéritées, du bien de famille, aideront le travail sur ce même bien ; ou iront ailleurs, où leur travail est plus demandé et mieux rémunéré, à l'industrie et au commerce.

Des soultes ou des droits de créance composeront leurs parts.

Le système donnera un privilège à ces co-partageants, sur les revenus de la terre. Son inscription suivra les règles légales.

Et l'héritier du bien de famille prendra l'argent nécessaire pour payer ces soultes et droits, d'un redoublement d'énergie, de vigueur et d'économie et par des emprunts que les Banques Populaires lui accorderont et que la Caisse rurale, spécialement créée pour aider au remboursement des frères dans son système de transmission intégrale, lui procurera. Le revenu de la terre formera leur garantie.

Et les enfants sauront de leur tendre jeunesse qu'un seul aura le bien et qu'en ne pouvant voir qui le sera, doivent se préparer pour l'incertitude de l'avenir. Aujourd'hui, la perspective d'un petit morceau de terre les rend moins actifs et prévoyants, et les industries et le commerce sont laissés dans l'oubli. La Roumanie en souffre.

CONCLUSION

Nous sommes certains que le système rendra le plus grand service et nous serons contents si on le trouvera réalisable et bon.

Nous avons essayé de tout prévoir ; nos lecteurs nous diront si nous avons réussi.

Notre système doit :

a) Maintenir l'œuvre des pères de famille.

b) Assurer la conservation et la prospérité des familles paysannes.

c) Garantir une bonne et juste répartition des biens familiaux.

d) Apaiser des querelles, des troubles et des désirs contraires à l'intérêt social ; et par cela affermir la solidarité sociale.

e) Eviter la débauche, la corruption, la paresse, l'égoïsme, et pousser à l'activité productive, nécessaire à l'Etat.

Et, par-dessus tout, faire des paysans roumains, bons agriculteurs, bons industriels et bons commerçants, pour leur bien-être et pour la prospérité de l'Etat.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

DES

Ouvrages consultés

Academia Romana. — 30 ans de règne du Roi Charles I^{er}. Discours et actes (en roumain) 1897.

Academia Romana. — Actes et documents relatifs à l'histoire de la Renaissance de la Roumanie (en roumain) 1900.

Académie Roumaine en 1906-1907. — Discours et rapports officiels publiés par M. D. A. Sturza.

Alexandresco (D). — L'Explication théorique et pratique du Droit civil roumain (en roumain) 1886-1905.

Alexandresco (D). — Droit ancien et moderne de la Roumanie, 1897.

Alexandresco (Gr.). — Etude sur les coutumes juridiques du peuple roumain (en roumain) 1896.

Annuaire statistique de la Roumanie pour 1909 (en roumain).

Arbois de Jubainville. — Recherches sur l'origine de la propriété foncière, 1890.

Arion (Ch.). — La situation économique et sociale du paysan en Roumanie, 1895.

Arntz (E. R. N.). — Cours de droit civil français, 1860-1875.

Aubry et Rau. — Cours de droit civil français, d'après la méthode de Zachariæ, 1869-1883.

Basilescu (N.). — La semelle du pays (en roumain).

Basilescu (N.). — La question paysanne (en roumain), 1907.

Baudry-Lacantinerie. — Précis de droit civil, 1882-1884.

Béchaux (A.). — La question agraire en Irlande, au commencement du xx^e siècle, 1906.

Blaremborg (N.). — Essai comparé sur les institutions et les lois de la Roumanie, depuis les temps les plus reculés, jusqu'à nos jours, 1885.

Blaremborg (N.). — Eclaircissements et annexes, 1886.

Bourjon (F.). — Le droit commun de la France et la coutume de Paris, 1747.

Carp (P.-P.). — Discours (en roumain), 1907.

Carra (J.-L.). — Histoire de la Moldavie et de la Valachie, 1877.

Cauwès (P.). — Précis d'économie politique, 1878-1880.

Colesco (L.). — Population de la Roumanie.

Creanga (G.). — La propriété rurale et la question paysanne (en roumain), 1905.

Demante (A.-M.). — Cours analytique de Code Napoléon, continué depuis l'article 890 par E. Colmet de Santerre, 1865-1884.

Demolombe (Ch.). — Cours de droit civil, 1845-1896.

Dissesco (C.). — Les origines du droit roumain, 1899.

Dissesco (C.). — L'origine et la condition de la propriété en Roumanie (en roumain), 1889.

Fenet (P.-A.). Recueil complet de travaux préparatoires du Code civil, 1836.

Flour de Saint-Genis. — La propriété rurale en France, 1902.

Foville (A. de). — Etudes économiques et statistiques sur la propriété foncière : le morcellement, 1885.

Georgesco (C. C.). — La réforme agraire en Roumanie. Thèse pour le doctorat. Paris 1908.

Ghika (Scorlat). — Lettres à V. Alexandri (en roumain).

Glasson (E. D.). — Les communaux et le domaine rural à l'époque franque, 1890.

Guérin (Urbain). — L'évolution sociale, 1891.

Haret (Spiru). — La question paysanne (en roumain), 1905.

Iorga (N.). — Des paroles vraies (en roumain), 1903.

Iorga (N.). — Deux conférences crajoviennes (en roumain), 1906.

Jannet (Claudio). — La réforme du Code civil, selon les jurisconsultes des pays à famille souche, 1871.

Kógalniceanu (V.-M.). — Le parti libéral et la question paysanne (en roumain), 1907.

Kovalevsky (M.M.). — Tableau des origines et de l'évolution de la famille et de la propriété. 1890.

Lahovary (Em. N.). — Les libéraux et la question agraire (en roumain), 1907.

Lambert (Ed.). — De l'exhérédation et des legs, faits au profit d'héritiers présomptifs, 1895.

Laurent (F.). — Cours élémentaire de Droit civil, 1878.

Laveleye (Em. de). — De la propriété et ses formes primitives, 1901.

Laveleye (Em. de). — Les communautés de famille et de village, 1888.

Laveleye (Em. de). — La péninsule des Balkans, 1886.

Laveleye (Em. de). — La propriété collective du sol en différents pays, 1886.

Le Brun. — Traité des successions, 1775.

Le Play (P.-F.). — Economie sociale, 1892.

Le Play (P.-F.). — Ouvriers européens, 1855.

Le Play (P.-F.). — L'organisation de la famille, selon le vrai modèle, signalé par l'histoire de toutes les races, 1884.

Le Play (P.-F.). — La réforme sociale en France, déduite de l'observation comparée des peuples européens, 1864.

Pascaud (H.). — Le Code civil et les réformes qu'il comporte, 1906.

Peretz (I.). — Le privilège de masculinité dans la législation Caradzea (en roumain), 1905.

Peretz (J.). — Le privilège de masculinité, dans le Code légal d'Ipsilanti (en roumain), 1905.

Planiol (M.). — Traité élémentaire de droit civil, 1910.

Recensement général des lettrés et illettrés en Roumanie, 1910.

Regnier (C. A.). — Rapport fait sur la Résolution, concernant les successions dans la séance du 21 Prairial l'an iv.

Ribot (P.). — Exposé critique des doctrines sociales de M. le Play, 1879.

Rossetti (R.). — Sur l'origine et les transformations de la classe seigneuriale en Moldavie (en roumain), 1907.

Rossetti (R.). — La terre, les paysans et les seigneurs (en Roumanie), 1907.

Rossetti (R.). — Pourquoi les paysans se sont-ils soulevés (en roumain), 1908.

Rousseau (J.-J.). — Du Contrat social.

Souchon (A.). — La propriété paysanne, 1899.

Stourdza (Al.). — La terre et la race roumaines, depuis leurs origines, jusqu'à nos jours.

Stourdza-Scheeanu. — Actes et législations relatifs à la question paysanne (en roumain), 1907.

Tascà (G.). — Considérations sur les lois relatives à la propriété rurale en Roumanie, Angleterre et Irlande. 1907.

Titulesco (N.). — Le partage de successions (en roumain).

Viollot (P.). — Précis de l'histoire du droit français. 1884-1886.

Xénopol (A. D.). — Histoire des roumains de la Dacie Trajane, depuis les origines, jusqu'à l'union des principautés en 1859. 1896.

Xénopol (A. D.). — Les roumains au moyen âge. 1885.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

<i>Introduction.</i> — Seul paragraphe. Position du sujet.....	7
--	---

SECTION I

ÉTUDE SUR L'HISTOIRE DE LA PROPRIÉTÉ PAYSANNE

1. De la conquête romaine (an 105 de l'ère chrétienne), jusqu'aux premières invasions des barbares (des iv ^e et v ^e siècles). — Propriété libre et individuelle d'après les conceptions romaines.. ..	9
2. Des invasions barbares (des iv ^e et v ^e siècles), jusqu'à la fondation des principautés roumaines (en 1292 en Valachie et 1348 en Moldavie). — La propriété individuelle se conserve dans les montagnes ; dans les plaines, une propriété collective des habitants des villages, s'établit.....	10
3. De la fondation des principautés jusqu'aux nouvelles invasions barbares du xiv ^e siècle. — La propriété collective des paysans subit, à titre héréditaire, un droit des chefs des villages.....	12
4. De ces invasions jusqu'aux règnes de Mirtshea-le-Grand en Valachie (1386-1418) et Etienne-le-Grand en Moldavie (1457-1504). — Les chefs des villages tendent à s'ériger en propriétaires des villages qu'on leur avait confiés	14
5. Des successeurs de ces princes jusqu'aux princes envoyés par les Turcs, pour régner dans les Principautés (commencement du xviii ^e siècle). — Les	

- chefs des villages deviennent, en fait, propriétaires des terres. Les paysans descendent, en fait, à la situation de possesseurs perpétuels. La propriété individuelle, gardée dans les montagnes, se transforme en copropriété familiale des moschneni en Valachie ou razeschi en Moldavie... 15
6. De ces princes jusqu'au commencement du XIX^e siècle. — La grande propriété prend des proportions inquiétantes. La possession perpétuelle des paysans se maintient en fait. La communauté familiale des moschneni ou razeschi, se maintient également... 20
7. Du commencement du XIX^e siècle jusqu'à l'Urbarium de 1816 du prince de la Valachie : Caradgea. — Les princes limitent l'étendue des terres dues aux paysans en vertu des droits anciens... 22
8. De l'Urbarium de Caradgea jusqu'à la révolution de 1821. — La possession perpétuelle des paysans, transformation en fait, de leur ancienne propriété, est appelée : emphytéose, par l'Urbarium de Caradgea... 23
9. De 1821 jusqu'à l'époque qui suit l'application du Règlement organique dans les Principautés. Le Règlement organique de 1831 appelle, le premier, les anciens chefs des villages, du nom de propriétaires. Réduction nouvelle du droit des paysans : ceux-ci deviennent, en fait, comme fermiers des terres qui formaient avant leurs propriétés... 23
10. De l'époque qui suit le Règlement organique jusqu'à la législation de 1851 de Barbon Stirbey. — Les paysans demandent la propriété de leurs terres. On leur promet seulement son rachat... 27
11. La législation de 1851 nomme les paysans : fermiers.. 30
12. Du traité de Paris, de 30 mars 1856 jusqu'à l'abdication de Couza, premier prince des Principautés-Unies. Discussion pour le rétablissement d'une propriété individuelle paysanne. Enfin, loi rurale de 1864. La propriété est redonnée aux paysans. Elle est pourtant de beaucoup réduite. Les générations futures furent privées de leur droit héréditaire, à la terre.. 31

13.	De 11 février 1866 (abdication de Couza) jusqu'à 1907. — On essaye par tous moyens de former une propriété paysanne. Nouveau principe : vente des biens de l'Etat, en lots, aux paysans.	41
14	Révolte de 1907. — Postérieurement, intervient une loi pour la création d'une Caisse rurale, destinée à produire la propriété paysanne. — Etablissement du principe d'indivisibilité des lots de 5 hectares dans les plaines, et 3 hectares dans les montagnes, collines, ou régions vinicoles. On veut former une stable propriété paysanne, en évitant le morcellement extrême de la propriété foncière.	47
	<i>1^{re} parenthèse.</i> — Quelques mots sur les associations paysannes.	56
	<i>2^e parenthèse.</i> — La propriété des moschneni et razezchi s'est maintenue, grâce à l'appui du système de communauté familiale.	59

SECTION II

ÉTUDE SUR L'HISTOIRE DE LA TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE DE LA PROPRIÉTÉ PAYSANNE

	<i>Introduction.</i> — Quand peut-on parler d'une transmission héréditaire ?	63
1.	Avant l'occupation romaine. — Principes communistes.	63
2.	Les Romains introduisent leurs règles juridiques et leur législation.	63
3.	Après les dévastations barbares, les coutumes juridiques roumaines sont influencées par celles des barbares, qui s'étaient confondus dans la masse populaire roumaine	64
4.	A l'époque de la fondation des Principautés (en 1292 en Valachie et 1348 en Moldavie), les princes et la noblesse du pays pratiquent les majorats et privilèges d'aînesse. — Les paysans conservent leurs principes juridiques romano-byzantins et leurs mœurs particulières. D'où venaient ces dernières et quelles étaient-elles ?	65

5.	Les lois appelées : « Pravile ».— Elles contiennent très peu de droit privé.....	69
6.	On s'adresse aux Basilicales, pour le droit privé.....	70
7.	Etat d'incertitude. Code d'Ipsilanti : privilège de masculinité.....	70
8.	Codes de Calimach en Moldavie et Caradzea en Valachie. Le Code Caradzea contient aussi le privilège de masculinité.....	71
9.	§ 1. Imitation du droit français, dont le Code de commerce est traduit en 1839.....	73
	1 ^{re} parenthèse. — Les circonstances de la confection du Code civil français.....	73
	2 ^e parenthèse. — Le fondement du droit de succéder..	74
	3 ^e parenthèse. — L'origine du droit, en général.....	75
	4 ^e parenthèse. — L'origine du droit de propriété.....	77
	5 ^e parenthèse. — Quelle est la loi qui doit conduire la dévolution héréditaire ?.....	81
	6 ^e parenthèse. — La suite de la promulgation du Code civil français.....	82
	7 ^e parenthèse. — Les critiques du système du partage égal dans les transmissions héréditaires.....	95
	8 ^e parenthèse. — Quelles furent les réformes, introduites en France sur notre sujet, postérieurement au Code civil ?.....	101
	§ 2. Le Code civil français est introduit dans les Principautés-Unies, en 1864, avec quelques changements.....	102
10.	Ce qu'on a essayé de faire postérieurement au Code civil roumain, pour remédier au partage égal qui ruine la propriété paysanne. — Projet de 1879, qui déclarait l'inaliénabilité et l'indivisibilité des terres paysannes.....	104
11.	Révolte de 1907. — Loi de la Caisse rurale qui prévoit l'indivisibilité des lots de terre de 5 et 3 hectares, d'après les principes vus plus haut.....	107

SECTION III

SOLUTIONS PROPOSÉES

§ 1. Introduction.....	115
------------------------	-----

<i>1^{re} parenthèse.</i> — Le problème des nécessités sociales des trois sortes de propriétés : grande, moyenne et petite	115
<i>2^e parenthèse.</i> — La petite propriété demeure insuffisante en Roumanie. Comment la former ?	119
<i>3^e parenthèse.</i> — Quel serait le meilleur système d'exploitation des grands domaines.....	121
§ 2. Les articles du Code civil roumain qui s'opposent à notre solution	124
§ 3. Les solutions proposées.....	126
I. — Le système d'une propriété collective	126
<i>Seule parenthèse.</i> — On a soutenu, en Roumanie, la nécessité d'un communisme agraire.....	129
II. Le système de communauté familiale.....	132
III. <i>Notre solution.</i> — Bien de famille.....	134
1. L'idée n'est pas neuve.....	135
2. Sa constitution doit être obligatoire.....	137
3. Il doit être déclaré inaliénable.....	137
4. On doit également interdire son fermage pour une longue période de temps.....	139
5. Il doit être aussi, indivisible	140
<i>Seule parenthèse.</i> — Ce que la Jurisprudence française a changé au principe du partage, en nature, des biens d'une communauté conjugale	147
6. Qui héritera du bien de famille ? Privilège de masculinité	148
7. Qui choisira cet héritier mâle?.....	150
<i>Principe a. Le droit ou le privilège d'aînesse ou de primogéniture.</i> — Discussion et critique.....	150
<i>Principe b. Le privilège du cadet.</i>	154
<i>Seule parenthèse.</i> — <i>Notre système.</i>	155
<i>Principe c. Partage d'ascendants.</i> — <i>Notre système.</i>	156
<i>Principe d. Liberté testamentaire.</i> — <i>Notre système.</i>	163
<i>Principe e. Faculté d'exhérédation.</i>	168
<i>Principe f. Substitutions fidéicommissaires.</i> — <i>Notre système</i>	172
<i>1^{re} parenthèse.</i> — <i>Notre système.</i>	178
<i>2^e parenthèse.</i> — <i>Suite.</i>	179
<i>3^e parenthèse.</i> — <i>Suite et fin</i>	179

IV. Autres modifications proposées au système légal aujourd'hui en vigueur, en ce qui nous concerne..	180
1. La réforme de l'article 965, alinéa 2, et de l'article 702 du code civil roumain.....	180
Notre système. Critique du système successoral de la loi pour la création d'une Caisse rurale de 1908...	182
2. La réforme de l'article 765 du code civil roumain..	183
3. La réduction de la réserve. Fondement de la réserve des descendants.....	184
4. La réforme de l'article 728 du code civil roumain..	185
5. Aperçu sur un projet de loi proposé en 1867, en France, pour le partage des successions échues aux mineurs.....	186
6. Aperçu sur une proposition de M. Jacques Piou, faite à la Chambre des Députés, en France, en 1887. Solution intermédiaire	186
7. La réforme des tarifs fiscaux et des droits de mu- tations.....	187
V. Nécessité d'un code spécial aux paysans, contenant notre système. — Comment le successeur au bien de famille va satisfaire les frères et sœurs?	188
Notre opinion	190
Conclusion	193

MIRCEA ANGHELESCO.

Vu par : *Le Président.*

CH. LEFEBVRE.

Vu : *Le Doyen,*

P. CAUWES.

Vu et permis d'imprimer ;

Le Vice-Recteur de l'Académie,

L. LIARD.

